

# Quelle est son histoire ?

<https://www.focentrale-bercy.fr/pages/votre-syndicat/quelle-est-son-histoire.html>

Née en 1895 sous l'appellation CGT, la CGT-FO est apparue sous ce sigle en 1948 à l'initiative de militant(e)s refusant l'emprise du parti communiste sur la CGT.

Depuis ses origines, le principe et la pratique de l'indépendance syndicale sont au cœur de son comportement, de ses analyses, de son rôle. Cette indépendance vaut à l'égard des partis politiques, des gouvernements, de l'État, du patronat et des églises.

Ainsi, par principe Force Ouvrière ne prend pas position à l'occasion des consultations politiques électorales à tous les niveaux. L'exception, conforme aux statuts confédéraux, a eu lieu en 1969, à l'occasion d'un référendum parce que nous avons considéré que la mise en place d'un sénat économique et social conduirait au corporatisme et à l'intégration du mouvement syndical, deux éléments contraires à l'indépendance.

À l'origine, au plan syndical, de la création de nombreuses structures de protection sociale collective (UNEDIC - Retraites complémentaires notamment), la CGT-Force Ouvrière, communément appelée Force Ouvrière a toujours considéré que la pratique contractuelle était un outil important pour construire et développer des droits collectifs à tous les niveaux (interprofessionnel - branches d'activité - entreprises).

En ce sens, Force Ouvrière a toujours combattu le tout État comme le tout marché.

Fondamentalement attachée aux valeurs républicaines (Liberté - Égalité - Fraternité - Laïcité), elle défend le service public et la sécurité sociale comme des structures assurant des droits égaux aux citoyens.

Cela explique le combat mené en 1995 contre l'étatisation de la sécurité sociale ou les conflits avec le patronat sur la refondation sociale, c'est-à-dire la livraison au marché de toutes les structures collectives et solidaires.

Ligne de conduite de Force Ouvrière depuis 1895, l'indépendance syndicale est aussi ce qui assure son avenir en tant que valeur fondamentale.

En témoigne en France ou ailleurs ceux qui s'y réfèrent ou tentent de s'y référer.

# Les débuts dans l'adversité

## 1789 - À l'aube, la révolution française

La nouvelle réalité sociale qui donnera naissance aux syndicats, qu'on n'appelait pas encore le salariat, est apparue au grand jour à l'époque de la Révolution française.

Deux révoltes marquent cette période et en elles se conjuguent deux mouvements: la lutte politique contre l'oppression et la lutte sociale pour les salaires.

À sa naissance, le mouvement populaire comprend ces deux dimensions, politique et sociale, qui mettront près de cent ans à se différencier d'une manière stable, assurant ainsi l'indépendance du syndicalisme.

## 1789 - Des révoltes au bouleversement politique et social

Après l'effervescence intellectuelle qui marque le «siècle des lumières», les désordres économiques et la misère ne peuvent plus être supportés par le peuple, non plus que le régime placé à la tête d'une nation qu'il abhorre.

Plusieurs mois avant la prise de la Bastille et le début de la Révolution française, la colère gronde chez le petit peuple des villes et des campagnes. Les revendications sont essentiellement économiques et sociales. La politique sera l'affaire de la bourgeoisie et de la noblesse éclairée.

Tout commence au tournant des années 1785-1787. Le royaume est en pleine crise financière aboutissant à la retentissante banqueroute d'août 1788. En quatre ans la hausse des prix est de l'ordre de 62%. Sur les vingt-quatre millions de sujets de Louis XVI, se sont les vingt-trois millions et demi appartenant au tiers état qui sont les plus touchés. À l'époque les couches populaires dépensent la moitié de leur budget pour leur pain quotidien. Or le prix du blé a flambé et l'État désargenté multiplie les pressions fiscales.

Le Dauphiné est alors le théâtre d'une industrialisation moderne: métallurgie, papeterie, textile. Les vingt-trois mille habitants de Grenoble sont sous la coupe d'une vingtaine de familles commerçantes. Dès 1786, l'administration royale tente de supprimer les avantages fiscaux du Dauphiné. Le parlement local, qui est une cour judiciaire d'enregistrement des édits royaux, refuse cette réforme fiscale le 9 mai 1788. Le lendemain, le lieutenant général, sorte de préfet de l'époque, ferme le parlement et des mandats d'amener, les fameuses lettres de cachet sont lancées contre les parlementaires. Le peuple de Grenoble, qui a déjà bien du mal à joindre les deux bouts, s'oppose à l'arrestation de ceux qui ont refusé la nouvelle pression fiscale. Deux bataillons de soldats sont dépêchés sur la place d'arme et un manifestant est tué.

Aussitôt les artisans, boutiquiers et ouvriers montent sur les toits de la ville et bombardent de tuiles les troupes du Royal Marine et du comte de Clermont-Tonnerre. L'émeute durera six heures. Cette "Journée des Tuiles" débouche peu après sur l'assemblée de Vizille. Pour la première fois les représentants du tiers état sont aussi nombreux que ceux de la noblesse et du clergé. Ce sont donc bien les prémices des États Généraux et du début de la Révolution. À la même époque Dijon, Toulouse, Pau et Rennes connaissent de pareils affrontements.

Mais c'est à Paris que la révolte ouvrière reprend de plus belle. Dans les ateliers et les manufactures, les compagnons, les apprentis et les ouvriers (ces derniers astreints au livret n'ont pas le droit de quitter leurs employeurs) triment 14 à 16 heures par jour pour 20 sous. Une miche de pain vaut

alors 2 sous et sur six-cent-cinquante mille Parisiens, cent-vingt mille sont au chômage et vivent dans l'indigence. Dans ce contexte explosif, le manufacturier en papiers peints Réveillon déclare qu'un ouvrier peut bien vivre avec 15 sous par jour.

Le 27 avril 1789, ses employés rejoints par le peuple des faubourgs manifestent. Le lendemain ils mettent à sac deux maisons. Les hommes de la prévôté tirent. Le pavé rougit. Une semaine plus tard des États Généraux s'ouvrent à Versailles. Deux mois après les Parisiens prennent la Bastille.

## **1789 - «Ce sentiment nouveau de la force ouvrière» (Jean Jaurès)**

**Penseur et homme d'action, historien de la classe ouvrière, tribun assassiné à la veille de la guerre, Jaurès a décrit avec ampleur et rigueur la place des ouvriers dans la société lors de la Révolution française.**

**Dans ce texte tiré du Tome premier de son Histoire socialiste de la Révolution française, Jean Jaurès nous montre une classe ouvrière à l'aube de son existence: ses intérêts économiques communs se font jour peu à peu, mais ils apparaissent au moment même où s'effondre la monarchie et alors que les traditions sont encore vivaces et que la concurrence entre ouvriers est souvent âpre.**

«Quel contraste entre la classe bourgeoise et les ouvriers! À Paris même, les corporations bourgeoises, les corporations des maîtres-artisans et des marchands, quelque suranné que soit leur privilège, luttent énergiquement pour le défendre. Les Six Corps multiplient les pétitions pour obtenir une représentation directe aux États Généraux.

Ainsi, même dans la partie caduque et condamnée de son organisation économique, la bourgeoisie parisienne affirme sa vitalité. Au contraire dans aucun document de l'époque je ne trouve la moindre action commune et saisissable des compagnons. Si les ouvriers avaient eu dès lors comme un premier éveil de la conscience de classe, ils auraient cherché, devant le redoutable inconnu des événements, à se grouper, à apaiser les vieux antagonismes meurtriers de compagnonnage à compagnonnage. C'étaient leurs luttes insensées et sanglantes, c'étaient leurs rivalités souvent féroces qui les livraient à la fois à la toute-puissance des maîtres "du patronat" et aux coups des juges.

Les maîtres, pour tenir en tutelle les compagnons de la Liberté, n'avaient qu'à les menacer d'embaucher à leur place les compagnons du Devoir et réciproquement. Et c'étaient les batailles des compagnons bretons et parisiens qui avaient donné au Parlement de Bretagne et au Parlement de Paris prétexte à intervenir.

Tout récemment encore, en 1788, les compagnons forgerons et taillandiers avaient ensanglanté de leurs querelles les rues de Nantes, juste à l'heure où la bourgeoisie bretonne, d'un bout à l'autre de la province, se coalisait, se soulevait d'un magnifique élan unanime contre la puissance des nobles. C'est seulement en 1845 qu'Agricol Perdiguier s'appliquera à réconcilier les compagnonnages ennemis, et sa tentative fit presque scandale chez les compagnons. Rien d'analogue ne fut essayé en 1789, et les seuls groupements qui auraient pu coordonner l'action ouvrière étaient eux-mêmes à l'état de discorde et de conflit.

Aussi bien, au-dessus de ses corporations, la classe bourgeoise avait bien des centres de ralliement. Elle était d'abord unie par la conscience commune de ses grands intérêts économiques, et ses

Bourses de commerce, ses hommes de loi lui servaient de lien. L'exemple de Guillotin déposant chez les notaires de Paris une pétition en faveur du tiers état parisien et invitant les citoyens à aller la signer, est caractéristique: c'est évidemment la bourgeoisie seule qui avait aisément accès chez les notaires.

Ainsi nous ne trouvons dans la classe ouvrière parvenue à la veille de la Révolution, ni une conscience de classe distincte, ni même un rudiment d'organisation. Est-ce à dire que les ouvriers de Paris ne soient pas dès lors une force considérable? Ils sont, en effet, une grande force, mais seulement dans le sens de la Révolution bourgeoise, mêlés à elle, confondus en elle et lui donnant par leur impétuosité toute sa logique et tout son élan. Je ne parle pas des "prolétaires en haillons", des vagabonds et des mendiants.

À voir les chiffres artificiellement rapprochés par Taine, on dirait qu'ils ont submergé la capitale et que seuls ils en disposent.

La vérité est, comme nous le verrons, qu'on ne retrouve leur action dans aucune des journées révolutionnaires: et que cette flottante écume de misère n'a été pour rien dans la tempête. Mais depuis un quart de siècle l'esprit d'indépendance et de réflexion faisait de grands progrès parmi les ouvriers de Paris. Mercier constate leur esprit frondeur. Évidemment, ils lisaient; ils écoutaient: et les doctrines nouvelles sur les droits de l'homme et du citoyen suscitaient leurs espérances. Ils n'avaient pas encore la hardiesse et la force d'en déduire des conclusions nettes pour la classe ouvrière: mais ils avaient bien le pressentiment que dans cet universel mouvement et ébranlement des choses, toutes les hiérarchies, y compris la hiérarchie industrielle, seraient, sans doute, moins pesantes; la croissance du mouvement économique donnait d'ailleurs de la hardiesse aux ouvriers; ils se sentaient tous les jours plus nécessaires. Le Parlement avait interdit récemment aux maîtres cordonniers de se débaucher réciproquement leurs ouvriers: c'est l'indice d'une situation favorable de la main-d'oeuvre. Le Parlement de même, en 1777, avait interdit aux ouvriers des maréchaux-ferrants de se coaliser en plusieurs métiers; il y avait donc un frémissement ouvrier. Il est probable que ce sentiment nouveau de la force ouvrière serait resté très confus et très faible si la Cour n'avait pas intrigué contre la Révolution naissante, et si l'Assemblée nationale, menacée par les soldats, n'avait pas été sauvée, selon l'expression de Mirabeau: "par la force physique des ouvriers". Mais encore une fois, c'est au service de la Révolution bourgeoise et en combattant pour elle que les ouvriers prendront conscience de leur force».

## **1789 - La loi Le Chapelier**

**Le 14 juin 1791, la Constituante vote une loi qui interdit les corporations. Sous couvert d'abolir une institution de l'Ancien Régime, elle interdit aux ouvriers de se coaliser pour défendre leurs intérêts. Il faudra attendre 1884 pour que ce droit soit conquis.**

La Bastille est tombée, les privilèges sont supprimés. Mais la royauté est toujours bien en place et les premiers révolutionnaires voient d'un très mauvais œil les revendications du monde du travail. Durant la fameuse nuit du 4 août 1789, les privilèges sont abolis. Concrètement, il n'existe plus de droits seigneuriaux ni de douanes intérieures. En principe, tous les citoyens sont égaux et la doctrine de l'assemblée constituante est basée sur la liberté du travail et du commerce. À noter toutefois que

la Déclaration des droits de l'homme, en date du 26 août 1789, ne fait aucune allusion à cette liberté économique.

Voulant supprimer toutes les anciennes entraves, les Constituants, dont la théorie du libéralisme économique ne reconnaît que l'individu, décident de supprimer les corporations de maîtres et les coalitions de compagnons pour donner la libre accession au patronat pour tous. C'est la loi d'Allarde du 2 mars 1791, premier pas vers la loi Le Chapelier. Mais cette loi crée un vide. Au printemps 1791, compagnons et apprentis en profitent pour s'organiser face à la crise économique. En effet le nouveau régime vient d'émettre 1,8 milliard d'assignats papier monnaie servant à racheter les biens du clergé par une nouvelle catégorie de petits et moyens propriétaires. D'autant qu'avec le suffrage censitaire, seuls les propriétaires peuvent voter. Les biens du clergé étant vendus aux enchères, ouvriers et paysans pauvres en sont exclus. En plus, la multiplication des assignats entraîne une forte hausse des prix. Les grèves se font de plus en plus nombreuses à Paris durant ce printemps.

Les ouvriers des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau se rapprochent des Républicains du Club des Cordeliers (Hébert, Marat, etc). Libérés de la tutelle des corporations de maîtres, ils fondent des coalitions ouvrières. Ainsi la coalition des compagnons charpentiers qui tente d'imposer un tarif aux patrons.

La bourgeoisie constituante réagit aussitôt. L'avocat rennais, député du tiers état, Isaac Le Chapelier, fait voter, le 14 juin 1791, une loi qui portera son nom. L'homme qui présida l'assemblée la nuit du 4 août, interdit toute association entre personnes d'un même métier et toute coalition ouvrière. Maîtres et compagnons ne peuvent nommer de présidents, secrétaires ou syndics et "prendre des arrêtés sur leurs prétendus intérêts communs". En clair, grèves et syndicats sont prohibés; la liberté du travail l'emporte sur la liberté d'association.

Un décret du 20 juillet étendra ces interdictions aux campagnes, à l'encontre des fermiers, des domestiques et des ouvriers agricoles. Quelques jacqueries éclateront et l'agitation ouvrière républicaine sera réprimée dans le sang lors de la fusillade du Champ-de-Mars le 17 juillet.

Une semaine après le vote de la Loi Le Chapelier, c'est la fuite à Varennes du Roi, entraînant son arrestation, jugement et exécution puis la proclamation de la République. Mais la loi Le Chapelier va survivre à la Constituante, qui se dissout le 30 septembre 1791, au Roi et à son auteur qui est guillotiné en 1794. Elle sera abrogée par étapes seulement en 1864, 1884 et 1901.

## **1804 - LES PREMIÈRES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUEL**

**Comment les ouvriers ont commencé à se regrouper d'une manière permanente pour défendre leurs intérêts. Et comment ils ont donné à la solidarité une assise matérielle.**

La solidarité ouvrière prit, avec la Révolution de 1789, la forme des sociétés de secours et de mutuelles dont la plus connue - mais non la seule - est la "société typographique" parisienne, fondée en 1790, dont les 47 articles des statuts avaient organisé minutieusement les obligations des adhérents, les prestations versées en cas de maladie ou de vieillesse, le déroulement des réunions hebdomadaires de la société et le rôle des administrateurs élus.

Il ne faut pas croire que les métiers liés à l'imprimerie soient les seuls concernés par ce mouvement de sociétés d'entraide. Sous l'Empire, s'était formée une "société de bienfaisance et de secours mutuels" à Lyon, en 1804, puis à Paris en 1808, constituée d'ouvriers chapeliers, et qui, sur la base

d'une cotisation mensuelle, versait un secours substantiel en cas de maladie et une aide régulière aux vieillards. Il y eut ainsi une multitude de groupes locaux souvent limités à une seule corporation, voire un seul métier, mais qui jetaient les bases d'une solidarité efficace entre les membres d'une même classe, rompant explicitement avec les traditions chrétiennes de charité, et qui, peu à peu, cherchaient à se fédérer, à s'unir, à s'étendre.

L'ouvrier rédacteur du préambule au règlement de "la société des ouvriers gantiers de Grenoble" dans les années 1820, en pleine Restauration royaliste, définissait en ces termes la solidarité ouvrière (la citation est longue, mais elle est d'une telle actualité et elle est tellement claire qu'on pardonnera cet excès): «On n'a jamais bien compris le but de cette institution, que l'on a trop souvent assimilée aux bureaux de charité; pourtant, quelle différence! Ceux-ci sont composés, il est vrai, de personnes bienfaisantes et par conséquent vertueuses, mais réunies dans le seul but de déverser l'aumône dans les mains de l'indigence: les membres qui les composent sont tous bienfaiteurs, la pitié est le sentiment qui les fait agir; chez nous, au contraire, les secours que la société accorde sont des droits acquis, tous les sociétaires peuvent être à la fois obligeants et obligés; c'est une famille qui réunit en commun le fruit de ses labeurs pour pouvoir s'entraider mutuellement, ce sont des frères qui tendent les bras à leurs frères. Pas de pitié dans leur empressement, pas de honte pour celui qui reçoit, quelle que soit la différence des positions; tous sentent que la fortune est inconstante; celui qui ne reçoit pas aujourd'hui peut recevoir demain.

Les droits sont tous égaux, nulle autre différence que celle des malheurs; celui qui se trouve favorisé par la fortune peut s'en voir abandonné; alors, ses droits sont indiscutables et ce qu'il a fait pour ses frères doit être fait pour lui. N'est-ce pas là plutôt une société de prévoyance, et n'est-ce pas injuste en ne voulant la considérer que comme une oeuvre de charité, toujours humiliante pour celui qui est obligé de recevoir les secours qui lui sont nécessaires? Chez nous, le reproche est un crime, la divulgation une faute sévèrement punie; pourquoi? Parce que celui qui reçoit ne reçoit rien de personne, c'est sa propriété qu'on lui remet, c'est son bien qu'il dépense, il ne doit aucun remerciement, le contrat est réciproque.»

Comment mieux définir l'origine de la Sécurité sociale ?

## **1831 - LA RÉVOLTE DES CANUTS DE LYON**

**Le célèbre mouvement qui, en imposant un «tarif» pour le travail fit naître, en quelque sorte, le SMIC, un salaire garanti**

La crise économique nationale et régionale, liée à la révolution de 1830, va entraîner les ouvriers lyonnais dans un mouvement revendicatif purement social, précurseur sur de nombreux points.

Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'économie lyonnaise reste largement dominée par la soierie. Mais la concurrence internationale et la transformation de l'économie locale dès 1827 entraînent un appauvrissement général de la population. Le salaire des ouvriers de la soie, les fameux Canuts, tombe à dix-huit sous pour quinze heures de travail journalier. Cette situation n'est guère appréciée par ces ouvriers spécialisés, largement en avance dans l'organisation de leurs droits. Dès 1811, ils obtiennent un tarif minimum. En 1826, ils disposent déjà de leur propre société de secours mutuel. La révolution de 1830 va les électriser.

Le 27 juillet 1830, les ouvriers parisiens se révoltent contre les dernières ordonnances de Charles X. Le drapeau tricolore devient l'emblème des insurgés des trois glorieuses, immortalisées par Victor Hugo dans "Les Misérables". La chute des Bourbons crée une véritable onde de choc. Bruxelles et Varsovie se révoltent en août et novembre 1830.

Lyon n'y échappe pas. Le 18 octobre 1831, les chefs d'atelier des soieries demandent au préfet du Rhône, Bouvier-Dumolart, de réinstaurer un tarif minimum. Le 25, six mille Canuts, chefs d'atelier et compagnons-ouvriers, manifestent pour soutenir leur revendication. Le jour même, le préfet accepte. Une commission patrons-ouvriers entérine le tarif. Mais une minorité d'une centaine de fabricants refuse ce tarif, arguant d'une baisse des ventes.

L'agitation reprend alors et les ouvriers-compagnons, eux aussi organisés, débordent les chefs d'atelier. Le 21 novembre 1831, les premières barricades s'élèvent dans le quartier de la Croix Rousse. La Monarchie de Juillet y envoie la police et les gardes nationaux, mais parmi ces derniers se trouvent nombre de chefs d'atelier. C'est ainsi que neuf cents gardes nationaux passent au côté des insurgés. Le 22 novembre, la Croix Rousse et la Guillotière sont aux mains des ouvriers qui brandissent un drapeau noir où est brodée la devise "Vivre en travaillant ou mourir en combattant". Le 23, les autorités quittent la ville alors que les agitateurs républicains tentent de récupérer le mouvement.

À l'unanimité les Canuts refusent cette intrusion du politique dans le social. Leur bannière est noire comme leur peine et non tricolore. Le 24 novembre, le préfet, qui avait obtenu le tarif, donc respecté par les Canuts, rétablit le calme. Mais le nouveau roi, Louis-Philippe, ne l'entend pas de la même oreille. Ce "Roi des Français" et non plus "Roi de France" envoie vingt mille soldats dans la capitale des Gaules, sous la conduite du maréchal Soult. Ce dernier désarme la population, licencie la garde nationale, révoque le préfet, abroge le tarif du 25 octobre. La révolte ouvrière des Canuts est brisée et il faudra attendre 1848 pour revoir pareil mouvement social. Cinq mois plus tard vingt mille Parisiens meurent lors d'une épidémie de choléra.

## **1848 - LA RÉVOLUTION**

**Mettant un terme définitif à la monarchie, la Révolution de 1848 a établi le suffrage universel et supprimé l'esclavage. Mais en se coupant rapidement de son soutien populaire, elle n'a pas pu se protéger du retour des bonapartistes.**

Comme en 1789 et en 1830, la révolution de 1848 est fille de la crise économique qui touche les paysans et les ouvriers. À la veille de 1848 le secteur agricole conserve sa primauté même si les signes avant-coureurs de la transformation industrielle de l'économie française se font jour.

L'année 1846 est marquée par une grave crise agricole. En mai et en juin 1847, les ouvriers affamés du Faubourg Saint-Antoine et de Lisieux pillent des boulangeries. Les nouveaux progrès techniques et la crise financière jettent de nombreux ouvriers à la rue. En 1847, un tiers des métallos et un cinquième des mineurs sont au chômage. En mai 1847, 8 000 des 13 000 ouvriers de Roubaix sont sans emploi. Les patrons en profitent pour baisser les salaires. Ces derniers sont en chute de 30% à Rouen. Cette misère extrême du monde ouvrier est alors décrite par Eugène Sue et Alexandre Dumas. Les politiciens républicains sentent que leur heure est venue d'autant que la monarchie de Juillet semble en bout de course. Fin 1847, début 1848, ils organisent des banquets républicains

dans toute la France. Le 22 février 1848, un banquet est interdit à Paris. C'est l'étincelle qui va déclencher l'insurrection.

Le 24, les émeutes républicaines obligent Louis-Philippe à abdiquer. Aussitôt un gouvernement provisoire se met en place, proclame la République (la deuxième), abolit l'esclavage, instaure le suffrage universel sous la protection des ouvriers parisiens en armes. Le lendemain, ces derniers pénètrent dans la salle où se réunit le gouvernement provisoire. Ils imposent derechef "le droit au travail". Deux jours plus tard, la République crée les Ateliers Nationaux pour les ouvriers au chômage. En mars, ils sont 20 000 inscrits touchant deux francs par jour. Trois mois plus tard ils seront 100 000 ne touchant plus qu'un franc par jour.

Le 28 février 1848, les mêmes ouvriers en armes investissent l'Hôtel de Ville et imposent la journée de 10 heures, demandant aussi, sans réel succès, la fondation d'un ministère du Travail. Les 17 mars et 16 avril les manifestations reprennent pour empêcher les élections du 23 avril organisées par les modérés et les conservateurs. Le 15 mai, les faubourgs parisiens fondent sur la nouvelle assemblée constituante anti-ouvrière. Le gouvernement, qui s'est ressaisi, arrête les leaders (Barbès, Blanqui, Raspail). Dans la foulée il s'apprête à dissoudre les Ateliers Nationaux et donne les pleins pouvoirs à Paris au général Cavaignac (1802-1857). Aussitôt quatre cents barricades sont érigées dans l'Est parisien. Le slogan des ouvriers est alors: "Du travail ou du pain; du pain ou du plomb". Du 23 au 26 juin 1848, Paris connaît ses plus durs combats de rues. Finalement 11 000 ouvriers sont arrêtés dont 4 000 déportés en Algérie. Le 3 juillet les Ateliers Nationaux sont définitivement fermés.

En novembre 1848 la nouvelle constitution ne parle plus du droit du travail. Un mois plus tard, Louis Napoléon Bonaparte est élu Président. Mais la révolte ouvrière a fait des émules: en mars à Vienne, Milan et Berlin, puis en Suisse, dans l'empire Austro-Hongrois et en Italie.

## **1871 - LA COMMUNE DE PARIS**

**Une des plus grandes dates du mouvement ouvrier, la dernière révolution du XIXe siècle, est aussi la première tentative de prise en main de leur destin par les ouvriers.**

### **1871 - De la guerre à la révolution**

**Dans l'effondrement du Second Empire, dans l'incapacité des classes dirigeantes à défendre le territoire national, se révèle une force qui, en luttant pour ses intérêts, tend à sauvegarder l'intérêt général.**

Le Second Empire n'était pas tendre avec les travailleurs. En 1854, l'obligation du livret ouvrier est généralisée. Entre 1851 et 1860, 106 grèves éclatent. À la veille de la Commune, les grèves se multiplient à Paris, Anzin, Rouen... L'Association Internationale des Travailleurs (AIT), fondée en 1864, s'occupe plus d'action sociale que de politique. En 1869, elle regroupe plus de 10 000 membres à Paris, Marseille, Lyon et Rouen. Elle focalise son action sur la grève et l'aide aux grévistes.

En février 1870, les Républicains tentent de soulever Belleville. L'AIT s'y refuse. Mais un autre drame se prépare. Pour sauver son empire, Napoléon III déclare la guerre à la Prusse, le 19 juillet 1870. Avec 265 000 hommes contre 500 000, la défaite française est inévitable. Le 2 septembre,

l'empereur capitule sans condition à Sedan. Le 4 septembre, la foule parisienne proclame la République à l'Hôtel de Ville.

Alors que la guerre continue, la Bourse de Paris monte à chaque victoire allemande. Le 19, les Prussiens mettent le siège devant la capitale. Léon Gambetta s'échappe en ballon et tente d'organiser la résistance depuis Tours. Mais les nouvelles armées de la République sont toutes défaites. Fin septembre Paris est défendue par 100 000 soldats de métier, 115 000 gardes mobiles et 340 000 gardes nationaux. Ces derniers sont en liaison constante avec les sections de l'AIT. Le 7 octobre les Parisiens manifestent aux cris de "Vive la Commune". Le 31, la prise du fort du Bourget par les Prussiens déclenche une insurrection. Le froid, la faim, l'esprit des soldats de l'An II, la volonté d'en finir avec l'Empire, les royalistes et les libéraux, enflamment le peuple de Paris.

L'armistice signé le 28 janvier 1871 est suivi par des élections législatives gagnées par le conservateur Adolphe Thiers alors que Paris élit Gambetta, Victor Hugo, Garibaldi... Le 26 février, Thiers cède l'Alsace et la Lorraine et laisse les troupes allemandes défiler dans Paris. Par ailleurs il transporte l'Assemblée à Versailles, l'ex-ville royale, et supprime la solde des gardes nationaux. Enfin, le 18 mars à l'aube, il tente de faire reprendre les canons de ces derniers parqués à Montmartre.

C'est l'explosion. Thiers se replie à Versailles. Le comité central de la garde nationale s'installe à l'Hôtel de Ville. Les élections du conseil général de la Commune ont lieu le 26 mars. Les 65 élus, dont 25 ouvriers, proclament la Commune et se déclarent gouvernement de la France. D'autres Communes voient le jour dans dix villes de province.

Les Communards, à 80% ouvriers et artisans, développent un programme socialiste et fédéraliste. Ils prennent le drapeau rouge, réorganisent l'économie au profit des travailleurs et instaurent, avant Jules Ferry, l'éducation gratuite, obligatoire et laïque. Mais les troupes versaillaises les obligent à mobiliser leur énergie pour la guerre. À 20 000 contre 130 000, Varlin, Vallès, Louise Michel et leurs amis sont enfoncés, le 21 mai 1871, à la Porte de Saint-Cloud. Les Versaillais organisent alors, du 22 au 28 mai, un véritable carnage qui reste dans les mémoires sous le nom de "La semaine sanglante!" Dans les jours qui suivent, 38 000 personnes sont arrêtées dont 400 finiront au bagne de Nouvelle-Calédonie. Grande insurrection ouvrière, la Commune, désavouée par les classes possédantes, même libérales, est revendiquée par le mouvement ouvrier, syndical en particulier.

## **1871 - Les batailles de La Commune de Paris**

**Après tout un cycle insurrectionnel commencé en 1789, qui a rebondi en 1830 et 1848, on assiste à une sorte de début des révoltes ouvrières du XXe siècle. Réaction contre la défaite et contre l'oppression, les passions sont avivées au point de provoquer une véritable guerre civile.**

Après l'échec de la révolution de juin 1848 et l'installation de l'Empire autoritaire, la condition ouvrière se détériore. En juin 1854, l'obligation du livret ouvrier est généralisée. Mais au début des années soixante, sous la pression de la bourgeoisie industrielle et commerçante, l'Empire se libéralise. Ouvriers et artisans en profitent. Entre 1851 et 1860, cent six grèves éclatent. En février 1864, les ouvriers publient le "manifeste des 60" demandant «la liberté du travail, du crédit et de la solidarité».

En mai, les grèves sont tolérées puis en octobre, l'Association Internationale du Travail (AIT ou Première Internationale) est fondée à Londres. Elle est moins politique que les Internationales suivantes et s'occupe essentiellement d'action sociale et coopérativiste ainsi que de l'organisation de grèves et de soutien aux grévistes. À la veille de la guerre de 1870, l'AIT compte plus de 10 000 membres actifs en France : Paris, Marseille, Lyon et Rouen. Les grèves se multiplient chez les bronziers, les ouvriers du bâtiment et les mineurs. En 1869, l'AIT diffuse le "programme de Belleville": suffrage universel intégral; liberté totale de réunion, de presse et d'association; instruction primaire obligatoire, gratuite et laïque; séparation de l'Église et de l'État; suppression de l'armée de métier. Autant de points de programme de la Commune. Le 7 février 1870, les Républicains tentent de soulever Belleville, «ce Mont Aventin de la Démocratie». Ne voulant mêler social et politique et voyant les nuages qui s'amoncellent, l'AIT fait échec à cette tentative. En effet, face aux revendications ouvrières, Napoléon III et certains de ses conseillers verraient bien une bonne guerre pour rétablir l'Empire autoritaire.

La France prend prétexte de la succession du trône d'Espagne pour déclarer la guerre à la Prusse le 19 juillet. À 265 000 hommes contre 500 000 la défaite est inévitable. En août, l'armée du général Bazaine se laisse enfermer dans Metz, elle n'en sortira qu'au printemps 1871 pour parachever l'écrasement de la commune.

Le 14 août, les Blanquistes renouvellent la tentative des Républicains à Belleville, cette fois à la Villette. Deux semaines plus tard, l'empereur capitule sans condition dans Sedan. Le 4 septembre, les manifestants envahissent les rues de Paris aux cris de «Vive la République!». Les Prussiens continuent d'avancer et à chacune de leurs victoires la Bourse de Paris grimpe. Le 19 septembre, ils mettent le siège devant Paris. Gambetta s'échappe en ballon et organise la résistance à partir de Tours. Il mobilise 600 000 hommes et reprend Orléans. Mais peu aguerris, les nouvelles armées de la République sont enfoncées. Paris, défendu par 200 000 soldats et 340 000 gardes nationaux, est isolé. Le froid et la faim exaspèrent les rancœurs envers l'occupant, les bonapartistes et les libéraux. Le 7 octobre, les parisiens manifestent aux cris de «Vive la Commune!». Le 31, la chute du fort du Bourget entraîne une insurrection populaire. Le 22 janvier 1871, le général Vinoy, commandant de la place de Paris, réprime une nouvelle émeute: bilan trente morts. Le 28, le gouvernement signe l'armistice avec Bismarck.

Le 8 février, des élections législatives ont lieu sous la botte prussienne. Les droites, dirigées par Adolphe Thiers, l'emportent, alors que Paris élit Gambetta, Victor Hugo et Garibaldi. La nouvelle assemblée, réunie à Bordeaux, cède l'Alsace et la Lorraine, laisse les Prussiens défiler dans Paris, s'installe à Versailles, la ville des Rois. Mais Thiers va prendre encore d'autres mesures impopulaires. Il déclare la fin du moratoire sur le paiement des loyers et supprime la solde de 30 sous des gardes nationaux. Dans la foulée, le 18 mars, les Versaillais tentent de voler les canons de la garde nationale entreposés à Montmartre. La foule s'y oppose et fusille les deux généraux qui menaient ce rapt. Le Comité central de la garde nationale s'installe alors à l'Hôtel de Ville, siège du pouvoir parisien. Les élections du Conseil général de la Commune se déroulent le 26 mars. 230 000 électeurs sur 485 000 y participent. Sur 65 conseillers, 25 sont des ouvriers : Varlin, Camélinat, Franel... Il y a des Républicains comme Jules Ferry, qui abandonnera bientôt la Commune, des Radicaux comme Delescluze, mort au combat, des Blanquistes comme Ferré, des Socialistes, des Proudhoniens et des Bakouniniens de l'AIT.

La Commune se proclame gouvernement de la France et prend contact avec la province. Mais les Communards ne sont guère plus de 60 000 (80% d'ouvriers), dont 30 000 en armes, contre 130 000

Versaillais qui ont remplacé les Prussiens aux portes de Paris. Le 2 avril, les combats commencent à Courbevoie et dix jours plus tard, la Commune reprend Neuilly. Mais le 30, les Versaillais prennent le fort d'Issy puis celui de Vanves. À cause d'une trahison, ils entrent dans Paris par la porte de Saint-Cloud le 21 mai. Va alors débiter la "semaine sanglante". Paris se couvre de plus de 500 barricades. Les derniers combats ont lieu dans le cimetière du Père Lachaise puis à Belleville. La répression est à la hauteur des peurs inspirées par cette commune ouvrière. Les Versaillais ont perdu 2 000 soldats. 20 000 Communards sont massacrés, 38 000 arrêtés dont 400 déportés aux bagnes. Quelques chanceux se réfugient en Belgique et en Angleterre. Paris vivra sous l'état de siège jusqu'en 1876. Il manque 12 000 ouvriers de la chaussure, 6 000 de l'ameublement, 5 000 du vêtement, 3 000 plombiers, 1 500 bronziers: tués, arrêtés ou en fuite.

Si la Commune était la colère de vaincus et les rêves précurseurs, aujourd'hui dans la mémoire populaire, elle reste un mouvement qui reste avec sa part d'idéal dans la conscience collective, avec ces Communards qui tiraient sur les horloges pour arrêter le temps avant que ne revienne celui des cerises chanté par Jean-Baptiste Clément.

## **1871 - Eugène Varlin, ouvrier relieur**

**Évocation d'une figure du mouvement ouvrier. Ce militant de la commune de Paris, dont l'assassinat par les Versaillais rappelle pour toujours la sauvagerie dont sont capables les classes dirigeantes effrayées par le souffle de l'Histoire, reste le symbole de l'engagement révolutionnaire.**

Le souvenir tragique de la révolution de 1848, qui s'est terminée en juin par le massacre des ouvriers de Paris, a retardé en France l'émergence d'organisations de défense et d'entraide de la classe ouvrière. Dès la fin du XVIIIe siècle, des associations "mutuelles" ou "fraternelles" s'étaient cependant constituées, mais elles restaient circonscrites à quelques corporations. Sous la monarchie de Juillet, certaines s'étaient transformées en "sociétés de résistance" et n'avaient pas hésité, malgré la loi Le Chapelier, à déclencher des grèves. Il faudra pourtant attendre en France les années 1860 pour que l'organisation de la classe ouvrière prenne une réelle ampleur. Les ouvriers anglais, eux, avaient déjà créé des trade-unions, qui avaient rapidement pris une dimension nationale dans le cadre des grandes sociétés "amalgamées" comme celles des Mécaniciens (1851), puis des Charpentiers et des Mineurs. Cette dynamique de l'union fut plus lente en France. Le mouvement ouvrier français avait, certes, évolué depuis 1848. Imprégné de socialisme proudhonien, il avait pris progressivement, sous l'Empire, ses distances vis-à-vis de l'opposition politique, les Républicains et les Libéraux.

Toujours à partir de 1860, Napoléon III, dont le pouvoir commençait à vaciller, fut contraint d'adopter une politique plus libérale. Il ne réprima pas l'importante grève des typographes parisiens de 1861 et accepta l'année suivante l'envoi à Londres, lors de l'Exposition universelle, d'une délégation de deux cents ouvriers, désignés par des présidents de sociétés de secours mutuel.

L'ouvrier relieur Louis Eugène Varlin, qui en 1857 avait créé la société de secours mutuel de sa corporation, faisait partie du groupe. Il reviendra de Londres, comme tous les délégués, plein d'admiration pour l'efficacité des trade-unions et réclamera l'octroi des droits d'association et de coalition. Il faudra néanmoins attendre la loi du 24 mai 1864 pour que les articles 414 et 416 du Code pénal, qui faisaient de la "cessation concertée du travail" un délit, soient remplacés par des

articles stipulant que les "atteintes au libre exercice de l'industrie et de la liberté du travail" et les "violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses tendant à forcer la hausse ou la baisse du salaire" étaient interdites. En clair, cela revenait à reconnaître, sous conditions, le droit de grève. Mais le droit d'association n'était toujours pas reconnu.

Les premières chambres syndicales apparaissent pourtant à Paris, puis à Marseille et Bordeaux. Dans la capitale, ce sont les ouvriers ébénistes, puis les cordonniers, typographes, les orfèvres de Paris, les tailleurs de pierre de la Seine..., qui créent ainsi ces premiers "syndicats" (sans le nom) professionnels. Parallèlement, les grèves se multiplient à partir de 1854. Une des plus importantes est celle des bronziers de Paris, en 1855, pour la journée de dix heures.

En 1868, le droit de coalition est, enfin, officiellement "toléré". Dès lors, le processus d'union des chambres syndicales était amorcé selon un double mouvement. L'un conduira rapidement à la formation de fédérations nationales professionnelles: les chapeliers sont les premiers à créer en 1870 leur chambre syndicale. L'autre aboutira à l'union de chambres syndicales de différents métiers d'une même ville. Le 1er décembre 1869, Eugène Varlin, qui sera fusillé deux ans plus tard par les Versaillais, annonce la constitution de la première chambre fédérale des Sociétés ouvrières de Paris. L'idée même d'une Confédération commence à se préciser.

## **1871 - Louise Michel et l'internationalisme**

**Louise Michel (1833-1905), arrêtée à la fin de la Commune, déportée en Nouvelle-Calédonie, rentre en France et publie ses mémoires en 1898.**

Un extrait de la préface.

«Du mur des fusillés de mai 71, j'aurais voulu saluer les morts des hécatombes nouvelles, les martyrs de Montjuich, les égorgés d'Arménie, les foules écrasées d'Espagne, les multitudes fauchées à Milan et ailleurs, la Grèce vaincue, Cuba se relevant sans cesse, le généreux peuple des États-Unis qui, pour aider à la délivrance de l'île héroïque, fait la guerre de liberté. Puisqu'il n'est plus permis d'y parler hautement, c'est ce livre que je leur dédie; de chaque feuillet soulevé comme la pierre d'une tombe s'échappe le souvenir des morts.»

Paris, le 10 juin 1898.

## **1871 - L'œuvre de La Commune**

**En deux mois, du 19 mars au 28 mai, la Commune a légiféré et pris nombre de mesures pour améliorer la vie du peuple de Paris. Bien qu'elle ait été accaparée par la guerre dès le 2 avril, cela n'a pas empêché la prise de décisions inédites pour le mouvement ouvrier, d'autant que pour la première fois, elles n'ont pas été imposées par l'État. C'est ce que les Communards ont mis en forme à la mi-avril 1871, en tant que programme "socialiste et fédéraliste".**

L'une des premières mesures symboliques, dans l'esprit de l'an II et des soldats de Valmy, fut le changement de drapeau. 1792 remplaça le drapeau blanc par le tricolore; 1871 prit le rouge et instaura un calendrier révolutionnaire. C'est dans le domaine économique que les changements furent les plus radicaux: le paiement des dettes et des échéances fut prorogé. Alors que Monsieur Thiers lève le moratoire des loyers, la Commune, au contraire, déclare la remise des loyers jusqu'à

une date indéterminée. Le mont-de-piété est réorganisé pour éviter cette usure déguisée. Autre mesure très symbolique : la suppression du travail de nuit dans les boulangeries malgré les difficultés de ravitaillement. Enfin, les amendes et les retenues sur salaire sont interdites. La même directive supprime les bureaux de placement.

La Commune, c'est aussi une tentative de gestion ouvrière. Une commission de travail est créée avec des spécialistes et avec les coopératives ouvrières pour remettre en marche, encadrer et faire produire les usines abandonnées par leurs patrons, qui en grande majorité ont fui à Versailles ou en province. Mais l'œuvre de la Commune est aussi éducative et culturelle. Vaillant et Vallès ont tenu à mettre sur pied un programme scolaire, laïque et démocratique. Ces programmes gratuits devaient toucher le primaire mais aussi le secondaire. Dans ce but, une véritable éducation populaire pour adultes est souhaitée.

Mais les hommes et les femmes passent plus de temps sur les barricades que dans les conférences, même si les universités et les musées leur sont ouverts gratuitement par les intellectuels communards. Ces derniers sont à l'origine d'autres mesures symboliques : le renversement de la colonne Vendôme, représentant le culte «de la guerre et du despotisme», ainsi que l'incinération de la guillotine et l'arrachage de quatre dalles la soutenant. Les Versaillais ont rapidement remis tout cela en place.

Enfin, sous l'impulsion de Louise Michel et d'autres encore, la place de la femme dans la Commune fut fort importante. Elles participèrent à la lutte comme infirmières, brancardières, cantinières, mais aussi comme combattantes. Elles sont également présentes dans les commissions de travail et d'organisation de la Commune. Bref, cette dernière fut bien plus qu'une simple insurrection ouvrière.

## **1871 - Louise Michel : La mort d'Eugène Varlin et celle de La Commune**

**L'héroïne de la Commune de Paris décrit l'assassinat par les Versaillais du militant qui est resté dans l'histoire du mouvement ouvrier, comme elle-même, le symbole du soulèvement populaire.**

«La Commune était morte, ensevelissant avec elle des milliers de héros inconnus. Ce dernier coup de canon à double charge énorme et lourd! Nous sentions bien que c'était la fin; mais tenaces comme on l'est dans la défaite, nous n'en convenions pas...

Ce même dimanche 28 mai, le maréchal Mac-Mahon fit afficher dans Paris désert: "Habitants de Paris, l'armée de la France est venue vous sauver! Paris est délivré, nos soldats ont enlevé en quatre heures les dernières positions occupées par les insurgés. Aujourd'hui la lutte est terminée, l'ordre, le travail, la sécurité vont renaître". Ce dimanche-là, du côté de la rue de Lafayette, fut arrêté Varlin : on lui lia les mains et son nom ayant attiré l'attention, il se trouva bientôt entouré par la foule étrange des mauvais jours. On le mit au milieu d'un piquet de soldats pour le conduire à la butte qui était l'abattoir. La foule grossissait, non pas celle que nous connaissions: houleuse, impressionnable, généreuse, mais la foule des défaites qui vient acclamer les vainqueurs et insulter les vaincus, la foule du vae victis éternel. La Commune était à terre, cette foule, elle, aidait aux égorgements. On allait d'abord fusiller Varlin près d'un mur, au pied des buttes, mais une voix s'écria : "il faut le promener encore"; d'autres criaient: "allons rue des Rosiers".

Les soldats et l'officier obéirent; Varlin, toujours les mains liées, gravit les buttes, sous l'insulte, les cris, les coups ; il y avait environ deux mille de ces misérables; il marchait sans faiblir, la tête haute, le fusil d'un soldat partit sans commandement et termina son supplice, les autres suivirent. Les soldats se précipitèrent pour l'achever, il était mort. Tout le Paris réactionnaire et badaud, celui qui se cache aux heures terribles, n'ayant plus rien à craindre vint voir le cadavre de Varlin. Mac Mahon, secouant sans cesse les huit cents et quelques cadavres qu'avait fait la Commune, légalisait aux yeux des aveugles la terreur et la mort. Vinoy, Ladmirault, Douay, Clinchamps, dirigeaient l'abattoir écartelant Paris, dit Lissagaray, à quatre commandements.

Combien eût été plus beau le bûcher qui, vivants, nous eût ensevelis, que cet immense charnier ! Combien de cendres semées aux quatre vents pour la liberté eussent moins terrifié les populations, que ces boucheries humaines ! Il fallait aux vieillards de Versailles ce bain de sang pour réchauffer leurs vieux corps tremblants.»

## **1871- Les étrangers dans La Commune**

**Si la lutte contre l'envahisseur prussien fut le point de départ et une composante essentielle du mouvement des insurgés, tout montre qu'ils étaient aussi éloignés que possible de tout esprit chauvin.**

La Commune voulut se donner comme chef militaire un étranger, Giuseppe Garibaldi, qui avait combattu les Allemands en Bourgogne avec ses "Chemises rouges" au nom de la défense de la jeune République française.

Élu député à l'Assemblée nationale par Paris et par quatre départements, Garibaldi refusa finalement le commandement en chef de la Garde nationale. «Considérant que le drapeau de la Commune est celui de la République universelle; Considérant que toute cité a le droit de donner le titre de citoyens aux étrangers qui la servent; Considérant que le titre de membre de la Commune est une marque de confiance plus grande encore que le titre de citoyen», les fédérés accueillirent nombre d'étrangers pour la plupart membres de l'Internationale.

Léo Fränkel, représentant de la section allemande de l'Internationale, fut candidat socialiste révolutionnaire à l'Assemblée puis membre de la Commission exécutive de la Commune. Dombrowski et Wroblewski, considérés comme les meilleurs généraux de la Commune, étaient polonais. Il y eut 1 725 étrangers arrêtés durant la répression. En l'absence de documents précis, on ne connaît pas les nationalités de tous ceux qui ont participé aux combats. On a dénombré 737 Belges, viennent ensuite les Polonais (entre 500 et 600). Durant la semaine sanglante, le seul fait d'avoir un nom de consonance étrangère suffisait généralement pour passer devant le peloton d'exécution. Le Figaro réclamait alors l'extermination de «tous les Polonais interlopes, tous les Valaques de fantaisie, qui ont régné deux mois sur la plus belle et la plus noble ville du monde».

## **1876 - LE CONGRÈS DE LA SALLE D'ARRAS**

**Sept ans après la constitution de la Chambre fédérale des sociétés ouvrières de Paris, huit ans avant la loi Waldeck Rousseau autorisant les syndicats, une étape très importante dans la formation du mouvement syndical moderne.**

Les ouvriers se remettent doucement de la tragédie de la Commune. En 1872, le gouvernement dissout la Chambre fédérale des sociétés ouvrières de Paris. Un an plus tard, une restauration monarchiste échoue de très peu. Mais aux élections législatives de février-mars 1876, royalistes et bonapartistes n'obtiennent que 155 sièges contre 360 aux républicains. Or, ces derniers ne sont pas hostiles au mouvement ouvrier. Les travailleurs de Besançon en profitent et créent le premier syndicat de l'horlogerie en 1876, en liaison avec le puissant mouvement suisse.

C'est dans ce contexte qu'a lieu le congrès de la salle d'Arras, à Paris, le 20 octobre 1876. Les chambres syndicales parisiennes réussissent à organiser un congrès réunissant 360 délégués dont 255 de Paris. D'entrée le Comité d'initiative se démarque du politique. Il déclare, avec des accents qu'on qualifierait aujourd'hui d'ouvriéristes: «Tous les systèmes, toutes les utopies que l'on a reprochés aux travailleurs ne sont jamais venus d'eux. Tous émanaient de bourgeois, bien intentionnés sans doute, mais qui allaient chercher les remèdes à nos maux dans des idées et des élucubrations, au lieu de prendre conscience de nos besoins et de la réalité».

Le congrès réclame la liberté de réunion et d'association, le droit au travail, un salaire décent et les assurances chômage, vieillesse et maladie. Il affirme sa volonté d'indépendance vis-à-vis de l'État, des partis et de l'idéologie socialiste pour se pencher sur l'étude pratique des revendications citées en introduction par le Comité d'initiative. Il est remarquable que, durant la réunion, seuls les ouvriers eurent le droit de s'exprimer. Ce congrès, où se côtoient des mutualistes, des coopérateurs et des syndicalistes, est, à sa manière, un pas vers la construction du syndicalisme autonome.

Les communards socialistes en exil, par la plume d'Édouard Vaillant, critiquent violemment cette autonomie d'action, traitant les délégués de «syndicaux de formation versaillaise, auxiliaires et point d'appui du monde bourgeois». Cette forme d'indépendance syndicale dérange, dans les rangs des militants marxistes comme Vaillant et Chabert. En revanche, proudhoniens et positivistes résistent à la propagande politique. Les collectivistes repassent à l'offensive lors du troisième congrès de Marseille en octobre 1879. Ils réussissent à faire voter un texte demandant «la collectivité du sol, du sous-sol, des instruments de travail et des matières premières». Ils tentent, sans succès, d'affirmer la primauté du politique sur le social. Leur but ultime: la création d'un parti des travailleurs. Mais le syndicalisme français résista à cette tendance, contrairement à ses homologues allemands, belges et hollandais.

## **Le mouvement ouvrier s'organise**

### **1884 - LES SYNDICATS DEVIENNENT LÉGAUX**

**Dans la foulée des grandes lois démocratiques sur l'école laïque et sur la liberté de la presse, la République se rend à l'évidence et renonce à mettre hors la loi un mouvement qui, de toute façon, s'exprimera.**

Après le traumatisme engendré par les massacres de mai 1871, le mouvement ouvrier reprend progressivement de l'ampleur.

En 1872, le gouvernement dissout le Cercle de l'Union ouvrière de Paris qui réunit quinze chambres syndicales. Pour faire face à la multiplication des grèves, le pouvoir accepte enfin l'abrogation de la loi Le Chapelier et des articles du Code pénal napoléonien contre les coalitions, qui interdisaient

depuis 1791 le principe même des associations de défense des «prétendus intérêts communs» des ouvriers.

Jules Ferry est l'initiateur, dès 1880, d'un projet de texte législatif, autorisant les syndicats (ouvriers et patronaux). Mais, confronté aux multiples tentatives d'enlèvement menées par les députés les plus conservateurs, ce n'est qu'à l'issue de quatre ans de bataille parlementaire que Waldeck-Rousseau, alors ministre de l'Intérieur du second gouvernement Ferry, pourra, enfin, faire voter la loi du 21 mars 1884. Elle soumet le fonctionnement des syndicats à des règles strictes. Elle marque cependant le point de départ pour de nouvelles étapes: l'organisation des salariés peut désormais se développer au grand jour, mais à l'extérieur des ateliers et usines, les syndicats restant interdits sur les lieux de travail. Il n'est également pas question d'autoriser les syndicats dans la fonction publique.

«Les syndicats ou associations professionnelles, même de plus de vingt personnes, exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés, pourront se constituer librement sans l'autorisation du gouvernement» affirme cette loi, qui accorde également à ces syndicats professionnels «le droit d'ester en justice», de disposer du produit de leurs cotisations, d'acquérir les immeubles nécessaires à leur activité, de constituer des caisses de secours mutuels ou de retraites. Ces syndicats professionnels peuvent, certes, former des unions de syndicats, mais ces unions ne peuvent, elles, ni posséder d'immeubles, ni entamer des actions en justice. Enfin, obligation est faite à ces syndicats de déposer leurs statuts et d'indiquer les noms de leurs dirigeants, qui devront impérativement être français et jouir de leurs droits civils.

Ces nombreuses contraintes ont pesé lourd. La généralisation des syndicats professionnels espérée par Jules Ferry et Waldeck-Rousseau a été beaucoup plus lente que prévu. Essor bien évidemment freiné par le patronat qui multiplie les menaces sur les ouvriers pour retarder l'application de la loi.

Face à cette offensive en règle, les dirigeants ouvriers sont divisés, avec d'un côté, les défenseurs d'un syndicalisme indépendant, et de l'autre, les "guesdistes", pour qui la lutte a une finalité essentiellement politique. Ces derniers ne veulent voir, du moins dans un premier temps, dans la loi de 1884 qu'une tentative de récupération et d'intégration du mouvement ouvrier. Une fédération nationale des Syndicats est créée à Lyon en octobre 1886 mais les rivalités en son sein entre "guesdistes" et "possibilistes" diminueront son influence. Elle sera concurrencée en 1892 par la fédération des Bourses du Travail. Ces divisions sont mal vécues par la classe ouvrière. Cette dernière impose dès 1893 un processus de rapprochement entre les deux organisations qui aboutira deux ans plus tard à la constitution de la première centrale syndicale, la Confédération générale du Travail.

## **1886 - LE PREMIER MAI, DE 1886 À NOS JOURS**

**La journée internationale de revendication et de solidarité des travailleurs a longtemps été marquée par la violence de la répression des États, dans le monde entier.**

**À l'origine de cette journée, qui est tout sauf une fête, fût-ce du travail, la lutte pour la journée de huit heures.**

## 1886 - Le Massacre de Haymarket

**La journée qui devait devenir la référence du mouvement ouvrier pour la journée de huit heures et, plus généralement de point de ralliement de la solidarité et de la revendication dans le monde entier.**

Dès 1884, le regroupement syndical qui allait donner naissance à l'American Federation of Labor (AFL) prépare la grève générale interprofessionnelle qui fut l'origine de la journée internationale de solidarité entre les travailleurs, le Premier mai. La revendication est simple et saisissable par tous: la journée de huit heures sans diminution de salaire. Et c'est à compter du Premier mai 1886 qu'elle serait imposée, par la grève.

À travers tout le pays, syndicats de métiers et assemblées locales des Chevaliers du Travail [1] se saisissent de ce mot d'ordre avec passion. Le mouvement est un succès malgré la faiblesse de l'organisation qui y appelle, la FOTLU (Fédération des métiers organisés et des syndicats de travailleurs), malgré l'opposition de la direction nationale de l'organisation majoritaire, les Chevaliers du Travail, impuissante devant l'enthousiasme déclenché par la revendication des huit heures.

À la date dite, le 1er mai, 40 000 ouvriers se mettent en grève à Chicago . Bientôt, ils sont le double. 45 000 autres ouvriers, notamment ceux de l'industrie de la viande, obtiennent les huit heures sans même avoir à se mettre en grève. Mais, le 3 mai, à la suite d'un affrontement entre jaunes et grévistes devant les usines de matériel agricole Mc Cormick, la police intervient. On compte quatre morts et de nombreux blessés parmi les grévistes. Le journaliste ouvrier August Spies et un des dirigeants locaux des Chevaliers du Travail, Albert Parsons, anarchistes tous les deux, convoquent un meeting de protestation le lendemain à 19h30 sur la place du marché aux foins, Haymarket Square. Le maire donne son autorisation et trois mille personnes se rassemblent pacifiquement.

Mais l'orage menace. Alors que la réunion ne compte plus que quelques centaines de participants, un détachement de 180 policiers cherche à disperser le rassemblement. Une bombe éclate dans les rangs de la police, faisant 66 blessés dont 7 ne devaient pas survivre. Personne n'a jamais su qui avait lancé la bombe mais les dirigeants anarchistes de Chicago sont arrêtés. Huit d'entre eux, August Spies, Albert Parsons, Michael Schwab, Samuel Fielden, Adolf Fischer, Georges Engel, Louis Lingg et Oscar Neebe sont jugés dans un climat d'hystérie et, sans que la moindre preuve de leur culpabilité soit apportée, ils sont condamnés à mort, sauf Neebe, qui écope de quinze ans.

Comme le dira Samuel Gompers, le fondateur de l'AFL, «la bombe n'a pas seulement tué les policiers, elle a aussi tué notre mouvement pour les huit heures pour quelques années». Dès octobre, les rois de la viande de Chicago reprennent, par le lock-out, la concession faite sous la menace de la grève en mai. Mais le Premier mai devient le point de ralliement des travailleurs du monde entier, pour la réduction de la durée du travail sans diminution de salaire, mais aussi en souvenir des martyrs de Haymarket, et des autres...

[1] Aux États-Unis, la première organisation nationale de travailleurs fut l'Ordre des Chevaliers du Travail. Fondé en 1868, l'Ordre rassemblait tous les travailleurs au niveau d'une localité, blancs et noirs, femmes et hommes, américains "de souche" et immigrants; ouvriers qualifiés et non qualifiés, ouvriers agricoles, mais aussi artisans, petits commerçants et agriculteurs indépendants.

*Seuls étaient exclus les avocats, les banquiers et tous ceux qui vivaient, d'une façon ou d'une autre, du commerce de l'alcool. Malgré une répression sauvage, l'Ordre était populaire et se développait rapidement. Les assemblées locales dirigeaient des grèves un peu partout et regroupaient des centaines de milliers d'adhérents, sans que l'organisation nationale parvienne à contrôler quoi que ce soit.*

## **1886 - L'ancêtre de tous les 1er Mai raconté par un jeune ouvrier**

**L'organisation syndicale qui devait donner naissance à l'American Federation of Labour (AFL) avait appelé les travailleurs américains à agir pour que le Premier mai 1886 marque le début de la journée de huit heures. Oscar Ameringer, un jeune ouvrier immigré, originaire d'Allemagne, travaillait dans une fabrique de meubles à Cincinnati. Plus tard, militant et journaliste, il se souviendra ainsi du 1er mai 1886.**

Le travail était monotone, dix heures par jour à trimer, je gagnais un dollar par jour. Et puis, le printemps arrivait. Les bourgeons et les collines bleutées nous faisaient signe. Alors, quand des agitateurs des Chevaliers du Travail ont envahi notre baignoire industrielle [sweatshop] en prêchant le message divin "moins de travail pour plus de salaire", je devins des leurs, des pieds à la tête. L'idée de la cause des travailleurs en général ne m'effleurait même pas. Je ne savais qu'une seule chose : ce dont ces militants parlaient, c'est ce que je voulais...

Le prélude à la révolution fut le cortège du Premier mai. Je défilais, l'émeute sanglante au cœur, un poignard dissimulé sous mon manteau. Il n'y avait que des drapeaux rouges en ce premier défilé du Premier mai, et la seule chanson que nous chantions était la Marseillaise des Ouvriers (Arbeiter's Marseillaise), le cri de guerre du soulèvement prolétarien. Même l'édition du Premier mai de l'Arbeiter's Zeitung était imprimée sur du papier rouge...

Malheureusement pour la révolution imminente, les forces de l'ordre de la ville ne firent aucune tentative pour intervenir. Je n'ai jamais su si c'était parce que la ploutocratie avait déjà abdiqué, ou que, considérant qu'il faut être deux pour se battre, elle avait choisi d'agir avec sagesse. Toujours est-il que nous nous sommes contentés de défiler et de redéfiler, de chanter et de rechanter jusqu'à ce que, les pieds en feu et la gorge sèche, nous ayons distribué nos forces dans les saloons, le long du trajet : nous y fêtâmes la première victoire du mouvement pour les huit heures avec de la bière, des déjeuners gratuits et des parties de cartes.

La grève commença le lendemain. Ce fut une grève joyeuse. La victoire était plus qu'assurée : est-ce que tout le monde ou presque n'appartenait pas aux Chevaliers du Travail ? Les bouchers, les boulangers et les fabricants de chandelle, les médecins, les pasteurs, les épiciers et les tenanciers de pension. Quoi de plus facile ? À partir du moment où tout le monde arrêterait le travail, il était évident que la ploutocratie se rendrait. En plus, il y avait le fonds de grève du syndicat. La première semaine de grève, les hommes mariés recevaient six dollars, les célibataires trois dollars. La deuxième semaine de grève ne fut pas si bonne. Les hommes mariés recevaient trois dollars, les célibataires rien. La troisième semaine, tous se retrouvaient sur un véritable pied d'égalité, à l'américaine, personne ne touchant plus rien...»

## **1886 à nos jours - Les symboles**

**La date, le muguet, l'églatine.**

La date: on pense que le Premier mai a été choisi à l'origine (1886) par les Américains parce qu'elle correspondait à la date à laquelle se terminaient traditionnellement les contrats de travail et de location, le Moving Day, le jour du déménagement, où il fallait décider si on allait rester ou chercher du travail ailleurs: «may day, pay day, pack rags and go away», disait-on à l'époque (1er mai, jour de paie, emballe tes fringues et déguerpis). C'était le meilleur moment pour revendiquer et le nombre des grévistes serait augmenté de celui des chômeurs. La tradition des grèves en fin de contrat de travail s'est d'ailleurs perpétuée jusqu'à nos jours en Amérique du Nord. Ajoutons que May day, tocsin révolutionnaire, est aussi devenu le signe de détresse international...

Le muguet: comme le printemps est dans l'air du Premier mai, qui manifeste, ou simplement se promène, pense tout de suite à se fleurir. L'ardent partisan de cette date qui s'époumonait salle Pétrelle en 1890 n'était-il pas lui-même tout fleuri ? Le socialiste possibiliste Paul Brousse lance même un concours dans son journal en 1895, pour inviter les travailleuses à donner des idées en la matière. Peu à peu, la rouge églantine s'impose, comme l'œillet rouge en Italie...

Mais l'églantine, cette rose sauvage symbole de la Révolution française, connaît un sérieux rival, le muguet, qui a pour lui de fleurir juste au Premier mai. Dès 1913, les artistes vont le cueillir dans les bois de Chaville... et les midinettes en raffolent. Après la Première Guerre, la grande presse organise la promotion systématique du muguet blanc contre la rouge églantine, comme la presse allemande encourage l'edelweiss et la Démocratie chrétienne italienne l'œillet blanc...

C'est sous Vichy que le muguet détrônera finalement l'églantine, que personne ne songera plus à remettre à l'honneur ensuite. Il est vrai que le Premier mai, fête urbaine aux allures champêtres, est tributaire de l'environnement: l'urbanisation et le remembrement font disparaître les haies qui fournissaient aux habitués des "barrières" leur églantine, tandis que le muguet se cultive, et se vend...

On consultera avec profit l'excellent ouvrage présenté par Miguel Rodriguez "Le 1er Mai" dans la collection Archives Julliard (Paris, 1990).

## **1886 - Les martyrs**

**Loin de la fête que propagent aujourd'hui les autorités des États, le Premier Mai est marqué par la répression et par la mort.**

Les trajets qu'empruntent traditionnellement les cortèges FO du Premier mai conduisent les manifestants au Mur des Fédérés du cimetière du Père Lachaise, à Paris ou devant le monument des Canuts, à Lyon.

Quelle que soit la conjoncture syndicale, c'est une tradition que Force Ouvrière maintient pour rappeler le souvenir de tous ceux qui sont tombés, martyrs de la cause ouvrière, pour qu'aujourd'hui tous les salariés aient le droit de manifester, de revendiquer, de prendre du repos après le travail.

Martyrs de Chicago jugés sans preuves après le massacre de Haymarket perpétré à l'occasion du Premier mai 1886, communards exécutés sommairement, achevés sur leurs lits d'ambulance,

pendant la Semaine sanglante en mai 1871, mais aussi grévistes de Fourmies et leurs familles, fusillés par la troupe le 1er mai 1891. À ce long cortège des ouvriers assassinés répondent les rassemblements et manifestations syndicales d'aujourd'hui.

## **1889 - Congrès international à Paris, le 14 juillet 1889**

**Le jour ou fut décidé que le Premier serait, dans le monde entier, une journée de revendication et de solidarité ouvrières.**

Lorsqu'on manifeste le Premier Mai, sous une forme ou sous une autre, à Paris ou en Province, en France ou à l'étranger, on respecte une consigne syndicale vieille de plus d'un siècle. C'est en effet en 1889 que deux congrès ouvriers socialistes, convoqués à Paris pour le 14 juillet 1889, décidèrent de faire du 1er mai 1890 une journée internationale de lutte des travailleurs pour la réduction de la durée du travail.

À cette époque, la séparation ne s'était pas encore faite, dans le mouvement ouvrier français, entre la représentation politique et la représentation syndicale. Dans de nombreux pays, elle ne devait d'ailleurs jamais se faire. C'est pourquoi ce furent aussi bien des syndicalistes que des dirigeants socialistes et anarchistes de toutes tendances qui répondirent présents à l'appel lancé pour un Congrès ouvrier socialiste international, à Paris, le 14 juillet 1889. Mais les dirigeants ne parvinrent pas à se mettre d'accord, et ce furent en fin de compte deux congrès qui s'ouvrirent en même temps.

Le premier, salle Pétrelle, devait consacrer la fondation de la Deuxième Internationale. Il rassemblait non seulement des syndicalistes mais aussi l'élite des dirigeants politiques socialistes et anarchistes du moment, français et étrangers. L'autre, très représentatif du syndicalisme français, était plus réformiste, "possibiliste", demandant que l'on s'en tienne à des revendications dont la satisfaction était "possible". Il se tenait salle Lancry.

Un point commun entre les deux congrès : la reprise de la revendication traditionnelle du mouvement ouvrier depuis Owen, la journée de huit heures, et, de plus, fixée par une législation internationale. Comme le disait la résolution de la salle Lancry : «journée maximale de huit heures de travail fixée par une loi internationale». La résolution de la salle Pétrelle est plus précise quant aux moyens:«Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail, et d'appliquer les autres résolutions du Congrès de Paris.»

Quel jour choisir ? Le délégué des syndicats américains propose de reprendre la date lancée par l'AFL, le Premier mai. Le journal L'Éclair raconte la suite :«Un jeune délégué étranger, la boutonnière fleurie de violettes, applaudit à ce projet d'un vaste meeting en plein printemps! "oui mai, oh oui, mai" criait-il. Il se fit le champion d'une idée qui assurait le concours de la poésie du renouveau aux revendications confuses de cette foule dont il était le mandataire pimpant et coquet. On vota machinalement et l'on se sépara, causant de tout autre chose.»

On vota donc ceci : «Attendu qu'une semblable manifestation a déjà été décidée pour le 1er Mai 1890 par l'American Federation of Labour, dans son congrès de décembre 1888 tenu à Saint-Louis, cette date est adoptée pour la manifestation internationale.»

En 1890, le succès ne sera que relatif, mais en 1891, toutes les composantes qui allaient fusionner pour créer la CGT en 1895 se retrouvent pour un premier mai grandiose et tragique, puisque ce sera celui du massacre de Fourmies. Et le Congrès International de Bruxelles décide que la journée de lutte du Premier mai aura lieu tous les ans.

## **1919 - Enfin les huit heures !**

### **Quelques jours avant le Premier Mai, le Parlement réduit la durée légale du travail.**

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la tension sociale est à son comble. Partout dans le monde, grèves et même insurrections se déclenchent. Le Premier mai 1919, première grande journée de grève depuis le début des hostilités, fait encore plus peur que d'habitude. On ne peut plus faire la sourde oreille aux revendications ouvrières, en particulier sur la question des huit heures. Déjà, l'Allemagne, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Russie soviétique ont accordé les huit heures. En France, les syndicats de la chimie, de la verrerie, les postiers, les mineurs ont déjà obtenu les huit heures par des accords sectoriels.

Le gouvernement veut désamorcer le Premier mai: les fonctionnaires, au lieu d'être menacés de révocation, voire révoqués, pourront prendre un jour de congé sans solde s'ils veulent manifester... Un député, Pierre Laval, propose de financer des séances gratuites de cinéma et de théâtre ce jour-là, «seul moyen de détourner les masses des meetings et réunions syndicales». Surtout, le 23 avril, le Parlement vote la loi des huit heures, réduisant la durée légale du travail à 8 heures par jour, soit 48 heures par semaine.

Les huit heures obtenues, pourquoi manifester le Premier mai ? Une brochure de la CGT explique: «les principes, les théories sont indispensables pour créer la foi et alimenter la bataille. Mais quand la bataille est gagnée, il s'agit d'organiser les positions pour se livrer à de nouveaux assauts (...) c'est ici que la journée de travail fixée à huit heures, complétée par le repos du samedi après-midi, peut et doit jouer un rôle important.»

Ce seront plus de 100 000 manifestants qui se retrouveront à l'appel de la CGT. La répression sera dure, il y aura un mort et de nombreux blessés, dont Léon Jouhaux lui-même.

## **1909 - Vu par Jules Romain**

**Le Premier mai 1909 ne fait pas partie des "grands" 1er Mai. Il exprime d'autant mieux, à sa façon, ce que cette journée de "chômage volontaire" représentait pour les travailleurs et la population, en "temps ordinaire." Le témoignage de l'écrivain.**

«Par bonheur pour l'ordre, ce Premier Mai tombe un samedi, et ce samedi est jour de grande paye. Ne passeront ce soir à la caisse que ceux qu'on aura pointés à l'atelier. Pour chômer cette fois-ci, il faut plus de courage qu'à l'ordinaire. Le ciel est sombre et triste. L'air est froid. La répression comme la révolte garde un visage contenu. L'épine\* a rempli de dragons la caserne du Château d'Eau, de fantassins les rues écartées. À la rigueur, Paris n'est pas obligé de s'apercevoir qu'il est en état de siège. Il n'y a d'un peu voyant que les patrouilles d'agents cyclistes, qui circulent en tous sens, et que la garde à cheval, qui fait son manège place de la République, un rang puis un autre balayant lentement la chaussée, comme les pales d'une roue.

Les réunions syndicales ont été tolérées. Les meetings publics, interdits. Le gouvernement craint moins l'émeute que l'efflorescence, çà et là, d'une malveillance sournoise. L'esprit de Pataud, qui s'apparente aux elfes et aux korrigans, promène sa menace, difficile à situer. Des piquets d'infanterie protègent la Tour Eiffel. Au cas où les fils du télégraphe seraient coupés, où les postiers s'ingénieraient à brouiller les communications, il restera le plus grand mât de T.S.F. du monde pour recevoir les nouvelles et envoyer les ordres.

À neuf heures, sous le prétexte d'une réunion du syndicat des boulangers, un meeting de l'Union des Syndicats de la Seine s'ouvre à la Bourse du Travail. Thuillier, en attendant la Révolution qui ne saurait tarder, recommande le sabotage. Par la voix de leurs orateurs, les travailleurs de toutes catégories s'engagent à propager les idées d'antipatriotisme et d'antimilitarisme. À onze heures, ils se séparent aux cris de "Vivent les travailleurs organisés internationalement", "Vive la grève générale expropriatrice".

Cependant, quand sonne la relève de onze heures, les postiers, qui n'ont chômé qu'en tout petit nombre pour éviter les sanctions individuelles, descendent dans la cour du Central télégraphique, l'églantine rouge à la boutonnière, crient "conspuez Simyan" et chantent l'Internationale. Les commis principaux, les chefs de service, se détournent d'un air insuffisamment navré, et s'abritent de l'événement derrière leurs binocles. Le vent du Nord-Ouest pousse sur Paris de petits nuages noirâtres qui marquent le ciel comme des doigts sales la peinture d'une porte. Une courte averse tombe par instants.

De grandes affiches de la CGT publient le manifeste des Travailleurs, qui réclame les huit heures et la fin de la société bourgeoise. Des couples d'agents cyclistes s'arrêtent pour les lacérer. Devant la mairie du Xe, Faubourg Saint-Martin, une bagarre éclate entre la police et trois douzaines de chômeurs. En face, au 59, une fenêtre s'ouvre. Un homme maigre vocifère. L'homme s'appelle Montéhus. Avant d'ouvrir sa fenêtre il a vérifié dans une glace piquée de points noirs le mouvement de sa cravate et de sa chevelure. La voix de Libertad s'est tue à jamais, mais le chansonnier Montéhus crie "Assassins" aux agents.»

\* Le préfet de police. NDLR.

## **L'Internationale**

### **Le texte complet du chant le plus célèbre du mouvement ouvrier.**

C'est la lutte finale

Groupons-nous et demain

L'Internationale

Sera le genre humain.

I

Debout! les damnés de la terre!

Debout! les forçats de la faim!

La raison tonne en son cratère

C'est l'éruption de la fin.  
Du passé, faisons table rase  
Foule d'esclaves, debout, debout!  
Le monde va changer de base,  
Nous ne sommes rien,  
soyons tout!

II

Il n'est pas de sauveur  
suprême,  
Ni Dieu, ni César, ni tribun,  
Producteurs, sauvons-nous  
nous-mêmes  
Décrétons le salut commun!  
Pour que le voleur rende gorge,  
Pour tirer l'esprit du cachot,  
Soufflons nous-mêmes notre forge  
Battons le fer quand il est chaud!

III

L'État comprime et la loi triche,  
L'impôt saigne le malheureux,  
Nul devoir ne s'impose au riche,  
Le droit du Pauvre  
est un mot creux.  
C'est assez languir en tutelle,  
L'Égalité veut d'autres lois,  
«Pas de droits sans devoirs»  
dit-elle,  
Égaux, pas de devoirs  
sans droits.

IV

Hideux dans leur apothéose  
Les rois de la mine et du rail

Ont-ils jamais fait autre chose  
Que dévaliser le travail?  
Dans les coffres-forts de  
la bande  
Ce qu'il a créé s'est fondu.  
En décrétant qu'on le lui rende  
le peuple ne veut que son dû.

V

Les rois nous saoulaient de fumées  
Paix entre nous, guerre aux tyrans  
Appliquons la grève aux armées  
Crosse en l'air et rompons les rangs  
S'ils s'obstinent, ces cannibales  
A faire de nous des héros  
Ils sauront bientôt que nos balles  
Sont pour nos propres généraux.

VI

Ouvriers, paysans, nous sommes  
Le grand parti des travailleurs  
La terre n'appartient  
qu'aux hommes  
L'oisif ira loger ailleurs,  
Combien de nos chairs  
se repaissent.  
Mais, si les corbeaux, les vautours  
Un de ces matins disparaissent  
Le soleil brillera toujours.  
C'est la lutte finale  
Groupons-nous et demain  
L'Internationale  
Sera le genre humain.

Poème d'Eugène Pottier, musique de Pierre Degeyter, 1871.

Exécuté pour la première fois en 1888

## **Avec Pétain, le 1er Mai devient la Saint-Philippe**

**Comment le Premier mai, journée de lutte internationale des travailleurs, journée de grève, est-il devenu un jour férié en France ?**

Dès le départ, le Premier mai, journée de lutte ouvrière, fait peur. À défaut de pouvoir le réprimer, l'empêcher, on s'efforce de le banaliser. La question de sa transformation en jour férié est posée par les rapports de police dès le début du siècle. En 1937, l'État donne l'exemple en accordant un jour férié: les fonctionnaires n'auront plus à faire grève pour manifester le 1er mai. En 1941, malgré l'occupation d'une moitié de la France par les nazis et la répression organisée par le régime de Vichy dans l'autre, le 1er mai fait toujours peur. Pétain en fait alors ... la "Fête Nationale du Travail", et choisit ce jour pour exposer les principes de la Charte du Travail qu'il entend imposer comme cadre des relations sociales.

C'est la grande revanche de tous ceux qui haïssent le mouvement ouvrier parce qu'il est ouvrier, indépendant du patronat et de l'État, et international. Dès le Premier mai 1921, l'Action Française avait indiqué l'objectif des ennemis du syndicalisme libre: «Nous voulons travailler à organiser dans tout le pays ces républiques corporatives, professionnelles, où les syndicats de chefs d'entreprise, les syndicats de techniciens, les syndicats ouvriers librement associés dans les conseils du travail organiseront de concert la production française, équilibreront leurs droits respectifs et s'entraîneront les uns les autres vers le progrès économique et social. (...) Demain le Premier mai sera notre propre fête. (...) Le temps n'est pas loin où, dans nos rues fleuries, le premier jour de mai verra substituer aux drapeaux noirs de l'anarchie et de la mort, les étendards multicolores des Métiers tenus par les mains des Constructeurs.»

C'est le programme de la Révolution nationale de Pétain, qui s'adjoint un ancien Secrétaire confédéral de la CGT, René Belin, comme ministre du Travail alors que la CGT est dissoute. La Charte du Travail établit un système de corporations ouvrières et patronales intégrées au sein même de l'État de Vichy. C'est aussi en réaction contre ce système que la CGT tente une réunification en 1943.

La Charte du Travail n'a pas survécu à la Libération, même si l'idée de l'association capital-travail, de l'intégration des syndicats à l'État n'a pas fini de trouver des adeptes ici ou là. Mais le Premier mai est resté un jour férié...

## **1886 - LA NAISSANCE DE L'AMERICAN FEDERATION OF LABOR**

**Aux origines de la puissante confédération syndicale des États-Unis.**

Aux États-Unis, la première organisation nationale de travailleurs fut l'Ordre des Chevaliers du Travail. Fondé en 1868 en référence au mouvement maçonnique (dans la tradition des loges opératives, mi-corporations et mi-syndicats, qui avaient servi de cadre d'organisation dans diverses professions), l'Ordre rassemblait tous les travailleurs au niveau d'une localité, Blancs et Noirs, femmes et hommes, Américains de "souche" et immigrants: ouvriers qualifiés et non qualifiés, ouvriers agricoles, mais aussi artisans, petits commerçants, agriculteurs et travailleurs indépendants.

Seuls étaient exclus les avocats, les banquiers ainsi que tous ceux qui vivaient, d'une façon ou d'une autre, du commerce de l'alcool. Malgré la répression sauvage, l'Ordre était très populaire et se développait rapidement, les Assemblées locales dirigeant des grèves un peu partout et regroupant des centaines de milliers d'adhérents, sans que l'organisation nationale parvienne à contrôler quoi que ce fût.

En revanche, l'ancêtre direct de l'American Federation of Labor (Fédération Américaine du Travail), la FOTLU (Fédération des Métiers Organisés et des Syndicats de Travailleurs) qui ne regroupait, sur la base étroite du métier (trade union), que des ouvriers qualifiés (des hommes, blancs et américains de souche), ne comptait fin 1884 que 50 000 adhérents. Elle paraissait exsangue lorsqu'elle lança le premier mot d'ordre de grève générale interprofessionnelle de l'Histoire, la grève pour la journée de huit heures le 1er mai 1886.

C'est précisément en 1886 que les Chevaliers du Travail atteignaient leur apogée, au point qu'en mars, la direction nationale annonçait un moratoire sur l'affiliation de nouvelles Assemblées locales! Le Congrès de Richmond rassemblait 658 délégués représentant plus de 700 000 adhérents. Les adhérents de l'Ordre jouèrent le rôle principal dans la grève du 1er mai 1886, bien que la direction de l'Ordre l'ait condamnée. En effet, les dirigeants des Assemblées locales étaient payés par les militants de base enthousiasmés par la perspective de la grève; ces responsables et ces militants furent les principales victimes de la répression après le massacre de Haymarket, bien que la direction de l'Ordre, contrairement à la future direction de l'AFL, ait refusé d'intervenir en faveur des condamnés de Chicago.

La direction nationale de l'Ordre, élue lors du Congrès de Richmond de 1886, rejeta clairement l'idée d'un syndicalisme de classe, assis sur la notion de salariat. Les Chevaliers du Travail allaient rapidement péricliter. La voie était libre pour la création d'une véritable organisation syndicale ouvrière nationale: lors de son congrès de fondation en décembre 1886, l'American Federation of Labor comptait déjà 140 000 membres, trois fois plus que la FOTLU à son apogée. Elle devait cependant longtemps souffrir de s'être constituée, en opposition aux Chevaliers du Travail dont les idéaux étaient confus mais les intentions généreuses, sur la base étroite du métier. Elle se condamnait à rester cantonnée à une partie de l'aristocratie ouvrière. La création du Congress of Industrial Organizations (CIO) dans les années 30 devait seule remédier à cette insuffisance et redonner vie au mouvement interprofessionnel.

## **1892 - LA CRÉATION DE LA FÉDÉRATION DES BOURSES DU TRAVAIL**

**Les regroupements interprofessionnels de syndicats ouvriers unissent leur forces. Un pas vers une confédération générale.**

Lorsqu'en 1886, le Conseil municipal de Paris prend l'initiative de créer une Bourse du travail, ce n'est pas sans arrière-pensées. La municipalité met à la disposition des chambres syndicales des bureaux, des salles de réunion et une documentation. L'exemple de Paris fait rapidement école à Marseille (1885), Nîmes, Bourges (1887), Saint-Étienne, Toulouse (1888), Elbeuf (1889), Agen, Montpellier (1891), Lyon, Bordeaux... En 1892, on recense 14 Bourses, 40 en 1895, 74 en 1901 et 157 en 1908. Les autorités municipales espèrent ainsi placer sous contrôle, au moins partiellement, le mouvement syndical en plein essor.

Mais les syndicalistes ne tombèrent pas dans le piège. Bien au contraire. Les Bourses du travail deviennent les bastions des représentants ouvriers soucieux de l'indépendance syndicale par rapport à l'État, mais aussi par rapport aux partis. Contrairement aux guesdistes qui prônent, du moins dans un premier temps, la grève générale pour renverser le régime en place, les Bourses du travail se veulent les héritières des Sociétés de Résistance: c'est aux syndicats de décider des grèves mais les Bourses du travail doivent assurer la solidarité effective entre les ouvriers. Elles sont le foyer de la vie syndicale et le levier de l'action pour défendre les salariés face aux employeurs et au gouvernement.

Réunis en Congrès à Saint-Étienne, le 7 février 1892, les syndicalistes créent la Fédération des Bourses du travail. Le Congrès déclare: «Les Bourses du travail doivent être absolument indépendantes pour rendre les services qu'on en attend. Les travailleurs doivent repousser d'une façon absolue l'ingérence des pouvoirs administratifs et gouvernementaux dans le fonctionnement des Bourses, ingérence qui s'est manifestée par la déclaration d'utilité publique qui n'a été proposée par le gouvernement que pour nuire à leur développement. le Congrès invite les travailleurs à faire les plus énergiques efforts pour garantir l'entière indépendance des Bourses du travail.»

Un "Service de la Mutualité" aide au "placement" des syndiqués et assure un "secours" aux victimes d'accidents du travail et aux chômeurs. Grâce à l'appui des Bourses, les syndicats se multiplient, des bibliothèques sont créées et un enseignement général aussi bien que professionnel est dispensé aux ouvriers.

Malgré ce regroupement en fédération, la structure nationale reste néanmoins assez fragile. Le comité fédéral comprend un délégué par Bourse adhérente. Il désigne un Bureau national de quatre membres. Mais la solidarité s'exprime encore avant tout au niveau local. Les entreprises industrielles ont, elles aussi, rarement une taille nationale et les ouvriers ont rarement l'occasion de voyager. L'impulsion est pourtant donnée: elle aboutira, trois ans après le Congrès de Saint-Étienne, à la création de la première centrale syndicale, la Confédération Générale du Travail.

## **1804-1894 LES CAISSES DE SECOURS MUTUELS**

**Les premières ébauches de la Sécurité sociale, nées spontanément de la solidarité ouvrière et lui apportant une base matérielle.**

Les premières sociétés ouvrières de secours mutuels apparaissent dès 1804 à Lyon, 1808 à Paris, et à Grenoble en 1820. Mais avant la Seconde République les groupements mutualistes sont à peine tolérés et à condition qu'ils soient politiquement neutres. Il faut attendre 1850 et 1852 pour que les sociétés de secours mutuels reçoivent un statut légal. Elles restent étroitement surveillées par l'État et le patronat.

En effet, ces sociétés ouvrières de secours gèrent des fonds provenant de cotisations volontaires hebdomadaires ou mensuelles de façon autonome. Elles servent à pallier l'inexistence de protection sociale. Elles redistribuent l'aide aux ouvriers malades ou âgés. Elles servent aussi de caisses de grève. C'est pour cette raison que l'État tente de les contrôler et que le patronat, surtout celui des mines, veut les interdire ou en prendre le contrôle.

Il faut dire qu'à la fin du XIXe siècle la condition ouvrière est encore très précaire. La durée moyenne de vie atteint tout juste les 45 ans. Le taux de chômage oscille autour de 10%. Le taux de

mortalité infantile reste élevé: 17%. Le taux de mortalité global est de 2,2% mais avec de grandes variations. Dans les beaux quartiers de Paris il n'est que de 1% contre 3,5% à La Villette et Belleville. Si un métallo parisien peut gagner jusqu'à 10 francs par jour, les familles ouvrières dépensent encore 62% de leur maigre budget pour la nourriture, 15% pour un logement souvent insalubre et 7% pour les vêtements.

Il faut attendre la loi de novembre 1892 pour que la journée de travail soit fixée à 12 heures pour les hommes et 10 pour les enfants. Dans de telles conditions les caisses de secours mutuels sont indispensables à la survie ouvrière. Elles défendent pied à pied leur autonomie et obligent le législateur à enfin se pencher sur la protection sociale. En 1893 une première loi sur l'assistance médicale gratuite est votée. Elle s'applique aux indigents quelle que soit leur catégorie socio-professionnelle. Dans la foulée de ce premier acquis, suivent les premiers régimes d'assurances sociales: dans les mines en 1894, aux chemins de fer en 1909.

En 1898 une nouvelle loi précise l'aide de l'État aux sociétés de secours mutuels. Le 9 avril de la même année le Parlement adopte un texte sur les accidents du travail. Pour la première fois l'employeur est responsabilisé. Il doit payer les frais médicaux à l'ouvrier blessé et en cas d'invalidité, il doit verser une indemnité allant de 33 à 50% du salaire. Enfin il faut attendre avril 1910 pour voir apparaître une loi sur les retraites ouvrières.

C'est donc par le travail incessant des sociétés ouvrières de secours mutuels que la protection sociale, ancêtre de l'actuelle Sécurité sociale, a permis l'amélioration de la condition ouvrière. À noter toutefois qu'à la veille du XXe siècle, la législation sociale française est bien en retard sur ses homologues anglaise et allemande, d'ailleurs fondées sur des principes sensiblement différents.

## **1894 - LE CONGRÈS DE NANTES: POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE**

**Un an avant la fondation de la CGT, syndicats et Bourses du travail tentent une première réunion et lancent une perspective d'action.**

Le Congrès de Nantes (17-21 septembre 1894) est une étape importante dans le mouvement d'unification syndicale, qui sera officiellement entériné l'année suivante à Limoges avec la création de la CGT. Les délégués de la Fédération Nationale des Syndicats et ceux de la Fédération des Bourses du Travail de France et des Colonies adoptent deux motions essentielles: "l'indépendance syndicale" et le principe de la grève générale.

Au cours de cette réunion, l'influence de Fernand Pelloutier devait se montrer prépondérante. Dirigeant de la Fédération des Bourses du Travail, anarchiste militant, il avait, par de nombreux articles, popularisé l'idée de la grève générale émancipatrice.

L'éloignement entre syndicats et partis politiques qui s'opère à l'occasion du Congrès de Nantes va de pair avec l'intégration des anarchistes dans les organisations ouvrières. Ces derniers avaient dénoncé dans un premier temps les «lois scélérates» de 1884 qui avaient légalisé les syndicats, considérées comme une tentative de récupération du mouvement ouvrier par le pouvoir.

À Nantes, ils réaffirment que ce n'est pas la prise du pouvoir qui importe, mais sa destruction. Mais le moyen pour atteindre ce but a changé: la grève générale prend le pas sur les actions violentes. La motion votée à Nantes proclame qu'elle est bien supérieure à l'insurrection: «En présence de la puissance militaire mise au service du capital, une insurrection à main armée n'offrirait aux classes

dirigeantes qu'une occasion nouvelle d'étouffer les revendications sociales dans le sang des travailleurs. Le dernier moyen révolutionnaire est donc la grève générale. Le VI<sup>e</sup> Congrès national des Syndicats ouvriers de France décide qu'il y a lieu de procéder immédiatement à l'organisation de la grève générale».

Par la suite, la symbiose de la pratique syndicale et de l'idéologie anarchiste marquera profondément le mouvement ouvrier: de 1895 à 1914, le syndicalisme révolutionnaire sera dominant et marginalisera les tendances "collectivistes". Les "guesdistes" avaient, eux, suivi une évolution inverse. Ils avaient initialement défendu l'idée d'une grève généralisée en tant que moyen pour renverser par le "vide universel" le gouvernement en place.

En 1888, le Congrès de la Fédération des Syndicats, dominé alors par les "guesdistes", avait ainsi déjà affirmé que «la grève partielle ne peut être qu'un moyen d'agitation et d'organisation. Seule la grève générale, c'est-à-dire la cessation complète du travail, ou la Révolution peut entraîner les travailleurs vers leur émancipation». C'est pourtant le succès de cette idée, reprise non seulement par les anarchistes mais également par certains dirigeants ouvriers considérés jusqu'alors comme "réformistes" - aiguillonnés, il est vrai, par une base qui souhaitait par-dessus tout l'unification syndicale -qui conduira Jules Guesde à faire volte-face. Il dénoncera alors le «mirage trompeur» de la grève générale qui «serait plus longue encore que le suffrage universel à nous conduire au but». En se plaçant ainsi en porte à faux, les guesdistes vont se marginaliser dans les syndicats.

Dans son "Histoire du mouvement anarchiste en France", l'historien Jean Maitron estime ainsi que «Le Congrès de Nantes clôt la phase de la subordination de l'économique au politique. Les syndicalistes, secouant la domination dans laquelle les avaient maintenus jusqu'alors les guesdistes, se débarrassent de cette tutelle et affirment leur autonomie.»

## **La construction**

### **1895 - LE CONGRÈS DE LIMOGES: NAISSANCE DE LA CGT**

**L'aboutissement d'un long cheminement et le début d'une longue période de conquête pour la classe ouvrière. La création de la Confédération Générale du Travail a une réelle dimension historique.**

#### **1895 - La fondation**

**Fait significatif, valable encore aujourd'hui, au moins pour FO, la réunion de toutes les forces syndicales s'est faite sur un principe: la Confédération doit se déterminer librement, en dehors des consignes des partis politiques.**

Après plus de dix ans de tâtonnement, le mouvement syndical s'unifie. Réunies à Limoges du 23 au 28 septembre 1895, la Fédération Nationale des Syndicats (FNS) et la Fédération des Bourses du travail de France et des Colonies décident de créer la Confédération Générale du Travail.

Après un débat qui apparaîtrait aujourd'hui désordonné, les congressistes déclarent: «Entre les divers syndicats et groupements professionnels, de syndicats d'ouvriers et d'employés des deux sexes existant en France et aux colonies, il est créé une organisation unitaire et collective qui prend

pour titre: Confédération Générale du Travail.» Forte de l'aspiration à l'unité de la base ouvrière, la CGT naissante fédère 18 Bourses du Travail, 26 chambres syndicales et 28 fédérations syndicales, soit 300 000 membres sur les 420 000 syndiqués existant en France à l'époque.

Ouverte à tous, la jeune CGT est alors un conglomérat de différentes organisations verticales et horizontales: unions locales, fédérations locales, départementales, régionales et nationales, fédérations d'industrie, Bourses du travail... Les contours sont mal définis et les ouvriers sont représentés aussi bien au niveau géographique qu'au niveau professionnel et interprofessionnel. Dans cette organisation qui se cherche, Fédération Nationale des Syndicats et Fédération des Bourses du travail restent jalouses de leurs prérogatives. Fernand Pelloutier (1868-1901), dirigeant les Bourses du travail s'oppose à une direction unifiée.

Il faudra attendre 1901 et 1902 pour mettre un peu d'ordre dans l'organisation de la CGT avec entre autres la nomination du premier Secrétaire général en novembre 1901: l'ouvrier cordonnier Victor Griffuelhes. Les bases sont alors stabilisées et permettent l'équilibre actuel entre unions départementales et fédérations autonomes dans le cadre d'une confédération efficace.

Si l'organisation qui naît en 1895 est encore chaotique, les idées sont claires. Les statuts de la jeune CGT proclament: «Les éléments constituant la CGT devront se tenir en dehors de toutes les écoles politiques. La CGT a exclusivement pour objet d'unir, sur le terrain économique et dans les liens d'étroite solidarité, les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale.»

Cette farouche volonté d'indépendance du syndical par rapport au politique est due à deux principaux facteurs. Premièrement, les guesdistes quittent le mouvement syndical dès 1894 pour former plus tard avec des marxistes le Parti Ouvrier Français et le Parti Socialiste Unifié. En revanche, la majorité des anarchistes abandonnent l'action directe et le terrorisme. En 1892, le Groupe de Londres (Louise Michel, Malatesta, Kropotkine) appelle les anarchistes à entrer en masse dans les syndicats. L'anarcho-syndicalisme est né. Les premiers grands dirigeants de la CGT sont presque tous de formation anarchiste: Fernand Pelloutier, Émile Pouget, Yvetot...

Un mois après le congrès de Limoges, Fernand Pelloutier publie un article manifeste dans lequel il défend le développement des idées anarchistes dans les syndicats. Cette influence libertaire aidera la jeune CGT à maintenir son indépendance, par rapport à l'État d'abord, et par rapport aux partis politique ensuite. Cette indépendance sera codifiée et fortement réaffirmée onze ans plus tard lors du congrès d'Amiens en octobre 1906.

## **1895 - Ces délégués qui confédérèrent les forces ouvrières**

**Les quelques dizaines de militants rassemblés dans l'arrière-salle du Café de Paris, à Limoges, en 1895, savaient-ils qu'ils étaient en train de bâtir une organisation unique au monde et qui devait continuer de vivre et de porter l'espoir cent ans après ?**

Des congrès ouvriers, il y en avait déjà eu. Mais cette fois, on sentait que c'était autre chose. Depuis quelques années, cela se préparait et les 1662 organisations ouvrières représentées au congrès de Nantes en 1894, qui avaient mandaté la Fédération des syndicats ouvriers de Limoges et du Centre d'organiser le VIIe congrès corporatif, savaient que quelque chose de décisif allait se passer.

C'est donc une commission d'organisation déterminée qui, présidée par Edouard Treich et composée des citoyens Gondouin, Carabin, Hummel, Fabre, Thalamy et Rousset, allait mettre en place quatorze séances de travail du 23 au 28 septembre 1895 à Limoges.

Et quel travail ! Si de nombreuses questions ont été abordées, c'est sans conteste les problèmes d'organisation qui ont dominé les débats. En effet, les congressistes ont eu la rude tâche de tenter de fédérer et de confédérer des organisations et groupements très hétérogènes. Car la CGT est née de la fusion de petits syndicats de métiers, de grandes fédérations de branches, d'unions locales, départementales et régionales, et des bourses du travail. Il a fallu faire entrer dans un moule commun deux systèmes d'organisation ouvrière: la fédération des syndicats et la fédération des bourses.

Bien que précurseurs du syndicalisme moderne, les congressistes sont encore les héritiers du monde ouvrier du XVIII<sup>e</sup> et du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Souvent issus des vieilles corporations, leur référence intellectuelle est celle de la Révolution. Celle de 1789 et celles de 1830 et 1848. Entre eux, ils s'appellent citoyen. Consciente de vivre un moment historique, la commission d'organisation appelle les travailleurs à participer au congrès de Limoges:

«Travailleurs,

Vous viendrez à ces assises du travail, étudier et discuter les questions qui intéressent à un si haut degré le présent et l'avenir du prolétariat français. Par l'étude sérieuse et approfondie de ces questions, vous montrerez aux classes dirigeantes que les ouvriers sont dignes et capables de prendre en main la direction des affaires qui sont gérées depuis si longtemps par la classe bourgeoise au détriment de la classe laborieuse.

Camarades syndiqués,

En face de l'union du capital, et devant les mesures de réaction qui se préparent, il faut à tout prix que le syndicat auquel vous appartenez soit représenté.

Par votre présence au Congrès de Limoges, vous montrerez que les travailleurs français sont décidés, plus que jamais, à lutter sans trêve ni merci pour faire aboutir leurs justes revendications.

Tous au Congrès de Limoges !

Vive l'Union des Travailleurs !»

Le Conseil national ouvrier et la commission d'organisation, représentés respectivement par Colombe et Treich, ont adopté l'ordre du jour du Congrès :

1. Plan général d'organisation corporative; de l'action et des attributions des différentes organisations existantes;
2. Question agricole;
3. Création des Caisses de retraites;
4. Dispositions à prendre pour l'application des résolutions;
5. Élaboration d'un programme économique minima à soumettre aux candidats des élections municipales de 1896;
6. Organisation d'un Congrès corporatif international;
7. Compte rendu des travaux et renouvellement du Comité d'organisation de la grève générale;
8. Confirmation des vœux antérieurs sur l'extension de la prud'homie, l'application de la journée de huit heures, la suppression des bureaux de placement, du travail dans les prisons,

du marchandage, la nomination d'inspecteurs ouvriers, travaux des Départements, des Communes et de l'État mis en règle, etc. »

Vu l'ordre du jour, ayant du pain sur la planche, les congressistes commencent leurs travaux le lundi 23 septembre au matin sous la présidence du citoyen Treich de Limoges. La première décision du congrès est de permettre à la presse d'assister aux séances. La journée est consacrée à l'organisation des débats. Le citoyen Pergay, délégué du syndicat des cochers de fiacre de Paris, fait une proposition qui est adoptée:

- «1. Qu'aucun orateur ne garde la parole plus de 7 minutes;
2. Qu'aucun orateur ne puisse prendre la parole plus de deux fois sur le même sujet;
3. Que toutes les propositions faites par les délégués soient présentées par écrit...»

## **UN CONGRÈS ATTENTIF AUX CONFLITS SOCIAUX**

Malgré les problèmes d'organisation à régler, les congressistes restent très préoccupés par les conflits en cours. Le citoyen Hummel, cordonnier à Limoges, déclare le 23 septembre au soir:

«Considérant que le directeur de la compagnie des verriers de Carmaux, en chassant les ouvriers Pelletier et Baudot qui avaient mérité la confiance et l'estime de leurs camarades de labeur, a violé sans scrupule les droits imprescriptibles du suffrage universel et l'indépendance de ces hardis champions du Prolétariat français.

Considérant que le sieur Ressayguier, capitaliste éhonté, n'a pas craint, devant l'indignation des verriers, de fermer ses usines en livrant ces malheureux au chômage forcé, violant ainsi la loi qui poursuit ceux qui portent atteinte à la liberté du travail, laquelle ne frappe aujourd'hui que les travailleurs. Protestant énergiquement contre les agissements du gouvernement qui donne à cette loi deux poids et deux mesures en absolvant les capitalistes et en condamnant les ouvriers coupables du même délit ;

Vouent à l'indignation publique le complice du gouvernement, l'infâme Ressayguier.»

Le jour de la clôture du congrès, le 28 septembre, avant le bal organisé pour fêter la naissance de la CGT, un délégué parisien demande que les profits de la fête soit versés aux corsetières de Limoges actuellement en grève.

## **LES RETRAITES**

Dès le 24 septembre, les congressistes se penchent sur le problème des retraites. Dignes héritiers de la révolution française, ils pensent que c'est la Nation, donc l'État, qui doit prendre en charge les indigents, les invalides, les vieillards et les enfants. Nous sommes encore loin des conventions collectives et du salaire différé pour financer la Sécurité sociale et la contrôler.

Le citoyen Pergay propose :

«Qu'une retraite soit servie obligatoirement par l'État à tous les ouvriers et employés des deux sexes ayant 50 ans d'âge ou 25 ans de service; toutefois, la retraite deviendra obligatoire vis-à-vis de l'ouvrier qui se trouvera dans l'incapacité de travailler par suite d'infirmités.»

Le citoyen Majot, de Paris, est encore plus virulent:

«Croire encore aujourd'hui à la possibilité d'améliorations quelconques en faveur des déshérités par la conquête des pouvoirs publics est vouloir faire acte de faiblesse et d'indécision. Tout jusqu'à ce jour démontre que nous n'avons rien à attendre du parlementarisme, rouage à jamais nuisible qui doit disparaître avec le régime capitaliste... C'est alors, mais alors seulement, que les enfants, les vieillards et les invalides du travail auront la subsistance nécessaire pour assurer leur existence.»

## **LE RÔLE DES PARTIS POLITIQUES**

Parallèlement à la discussion sur la nécessité de confédérer toutes les organisations ouvrières, se déroule un âpre débat sur le rôle des partis politiques dans le mouvement ouvrier et syndical. Défaits au congrès de Nantes en 1894, les guesdistes, qui veulent faire des syndicats des rouages des partis socialistes, tentent sans succès une ultime offensive.

Pour réaffirmer l'indépendance du syndicalisme, le congrès vote l'article 2 de la charte de la CGT :

«La CGT a exclusivement pour objet d'unir, sur le terrain économique et dans des liens d'étroite solidarité, les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale.»

Ce «terrain économique» est le terme même qui définit l'action purement syndicale, mais, pour lever toute ambiguïté, le citoyen Majot propose un amendement resté célèbre :

«Les éléments constituant la CGT devront se tenir en dehors de toutes les écoles politiques.»

Ce principe, adopté par 124 voix contre 14, fonde l'indépendance syndicale et affirme la liberté de comportement de la jeune Confédération.

Le citoyen Martin de Paris, qui se félicite de «l'union de toutes les organisations ouvrières sur le terrain économique», propose que les différents partis socialistes s'unissent à leur tour. La réponse du citoyen Lhermite de Paris est cinglante: «Que l'on laisse les partis politiques s'arranger entre eux comme ils l'entendront et que nous n'avons pas à les conseiller, ne pouvant pas et ne voulant pas être des tuteurs.»

D'autres délégués proposent que la CGT présente des candidats ouvriers aux municipales, voire aux législatives. Le citoyen Lhermite remonte au créneau. Il déclare que «le Congrès a mis la politique à la porte, mais qu'il la laisse rentrer par la fenêtre» et que si cette proposition était adoptée, «la désunion continuerait parmi les syndiqués».

Et le citoyen Braun, de Paris, d'enfoncer le clou: «Le congrès ne doit pas traiter cette question, car s'occuper d'élections c'est faire de la politique.»

Autre grande question qui aurait pu faire capoter la création de la CGT: la rivalité entre la fédération des syndicats et la fédération des bourses. Les «syndicalistes» estiment que leur type d'organisation est le meilleur. Les «boursistes» pensent exactement le contraire. Pendant plusieurs jours, les délégués des uns et des autres tentent de convaincre le congrès du bien-fondé de leurs analyses. Le citoyen Louvigny, de Paris, parle même péjorativement des bourses comme étant des monuments.

Le citoyen Besombes, de Paris, pense que les bourses peuvent «devenir la tête du mouvement ouvrier.» Face à cette querelle, le citoyen Treich fait une déclaration de bon sens: «Nous avons rendu hommage, tout à l'heure, à la Fédération des bourses, mais on oublie trop ce qu'a fait la Fédération nationale des syndicats, qui a travaillé énormément au développement des organisations ouvrières... Ces deux grandes organisations devraient marcher de pair et on arriverait, de cette façon, à faire une union corporative devant laquelle rien ne pourrait résister.»

Enfin, le citoyen Calvignac, de Carmaux, conclut cette querelle à sa manière: «On discute de savoir si ce sont les Bourses qui seront prédominantes ou si ce sont les Fédérations. J'approuve la Commission d'avoir voulu tout justement réunir ces deux éléments. Nous déclarons qu'étant dans l'impossibilité de supprimer les Bourses et les Fédérations, la Commission a bien fait de les réunir. » Ainsi était esquissée l'organisation actuelle: les «éléments constituant la confédération» se groupent au plan professionnel en fédérations nationales; ils se groupent au plan géographique en unions interprofessionnelles.

Au cours de cette semaine chargée de perspectives, le Congrès de Limoges a connu bien d'autres débats, a pris bien d'autres décisions, allant des travailleurs agricoles aux prisonniers, de l'opportunité de la grève générale à l'internationalisme. Et, le 28 septembre 1895, à cinq heures de l'après-midi, c'est un congrès uni qui s'achève aux cris de :

«Vive la République sociale; vive l'émancipation des travailleurs!» Uni par-delà la diversité des délégués. Diversité géographique et professionnelle toujours, diversité partisane ou philosophique parfois, diversité de tempéraments, sans aucun doute.

## **1895 - Une solennelle protestation**

**Le journaliste Léon Parlon, rédacteur à la Lanterne, s'insurge contre la façon dont a été couvert le congrès par la presse locale.**

«Aux citoyens délégués du VIIe Congrès national corporatif Citoyens,

Comme journaliste, je viens protester énergiquement contre le qualificatif de Congrès des Poils dans la main qui vous a été donné par un journal de la localité.

Si mon collègue s'était donné la peine d'assister à une seule de vos séances, il aurait rencontré là des travailleurs aux mains calleuses, au cœur droit et haut, unis dans la même pensée: chercher par des moyens honnêtes à améliorer le sort de leurs camarades de travail. Malgré toutes les calomnies dont ne cesse de vous abreuver la presse, dite bien pensante, dans les quatorze séances qui ont été consacrées à vos travaux, il n'est pas sorti de la bouche d'un des délégués une seule parole ayant trait à des idées subversives.

Je l'engage, avant de vous juger ainsi, à se rendre compte de vos travaux, et alors il verra que le mobile qui vous guide est noble et élevé, n'ayant pour unique but que de rechercher les meilleurs moyens pour améliorer le sort des classes laborieuses.»

## **1895 - De tous les coins de France**

**75 délégués, représentant 172 organisations, assurent, pour la première fois, une véritable représentation nationale de la classe ouvrière.**

Du 23 au 28 septembre 1895, 75 délégués se retrouvent à Limoges. S'ils viennent de toute la France et même d'Algérie, deux grands pôles sont sur-représentés: Paris et le grand centre de la France. En revanche, l'Est, le Sud-Ouest et la région Rhône-Alpes sont sous-représentés.

Sur ces 75 délégués, 30 viennent du Centre et 29 de Paris, 5 de l'Ouest, 4 du Sud-Ouest, 3 du Sud, 1 de l'Est et 1 d'Alger.

La sur-représentation du Centre est tout à fait normale. En effet, à l'époque, les voyages étaient longs et onéreux. Les délégués du Centre pouvaient donc plus facilement rejoindre Limoges. Le poids de Paris est tout aussi évident. Cœur du mouvement ouvrier et révolutionnaire, Paris est également la capitale d'un État centralisé où l'industrialisation se développe rapidement. À noter que les délégués parisiens et limougeaux représentent d'autres fédérations, bourses, chambres syndicales qui, trop éloignées, n'ont pu envoyer un délégué.

Ainsi, pour avoir une cartographie exacte de la CGT naissante, il faut se pencher sur la localisation des 172 organisations ouvrières représentées à Limoges. Si Paris est venu en force, la banlieue est quasi absente. En effet, son industrialisation ne fait que commencer. Deuxième force, le Centre. Outre Limoges, Tours et Tulle sont bien représentées. À noter que les trois seules déléguées femmes sont toutes de Limoges. L'Ouest arrive en troisième position avec Nantes, Angers, Rennes, Le Havre. Le Nord est assez bien représenté, mais presque uniquement dans sa partie ardennaise. Les grands bassins miniers du Nord-Pas-de-Calais et de Lorraine sont absents. Le Sud n'est représenté que par le Languedoc-Roussillon et les mineurs de Carmaux, Decazeville. Le Sud-Ouest et Rhône-Alpes sont chichement présents: Bordeaux, Toulouse, Angoulême, Grenoble. L'Est brille par une quasi-absence: Dijon, Reims, Besançon. Quant au seul délégué d'Alger (un Français), il représente à lui seul 13 syndicats de métiers. On peut aussi noter l'absence de Lyon, de Marseille, de la vallée du Rhône et des Vosges, zones pourtant à forte tradition ouvrière.

L'Alsace-Lorraine n'est pas représentée car elle fait partie du Reich allemand depuis 1871.

## **1895 - Du moufletier au tailleur et au scieur de pierre**

**Ancien et nouveaux métiers sont représentés au congrès, image de la diversité professionnelle des travailleurs du pays.**

En dehors des bourses du travail et des fédérations nationales et départementales, on peut se faire une idée des forces syndicales par corporations à travers les 126 chambres syndicales représentées directement.

On constate deux grands pôles représentés à Limoges: les métiers anciens, aujourd'hui disparus, et les métiers nouveaux nés de l'industrialisation en plein développement. Anciens ou nouveaux, ils représentent essentiellement le textile, le bâtiment, la métallurgie et les services.

Parmi les métiers aujourd'hui disparus mais alors présents à Limoges: les «useurs de grains et polisseurs», les «choisisseurs sur porcelaine», les «journaliers en porcelaine», trois corporations

travaillant péniblement à la renommée internationale de Limoges depuis que, à l'époque des Bourbons, on avait trouvé du kaolin dans la région.

On trouve aussi les «moufletiers» de Limoges, les «coupeurs de poils» (confection) et les «ouvriers selliers» de Paris, les «cochers de fiacre» d'Alger, les «tisseurs» d'Amiens, les «corsetières» de Limoges, les «coquilleurs-ciseleurs-acheveurs-baguetteurs et contourneurs» de Paris, les «sabotiers» de Limoges, «galochiers» de Tours et autres «tailleurs et scieurs de pierre».

Parmi les nouveaux métiers, la métallurgie dans son ensemble est très présente à travers les fondeurs, les mouleurs, les mécanos, les ouvriers de l'automobile, les carrossiers... En revanche, le monde agricole et celui de la mine sont quasi absents, mis à part quelques ouvriers vigneron des Pays de Loire et des mineurs du sud. Autre catégorie totalement absente: les gens de mer. Il n'y a aucun représentant des marins, bateliers, dockers.

Bref, la majorité des métiers présents à Limoges sont issus des vieilles corporations artisanales à très grand savoir-faire et fort d'un vieux passé de revendications et de lutte sociale.

## **1902 - LE CONGRÈS DE MONTPELLIER: UNITÉ ET INDÉPENDANCE**

**Après l'impulsion de départ donnée en 1895, la CGT s'organise et surmonte progressivement les divisions.**

Certains historiens du mouvement ouvrier qualifient le Congrès de Montpellier (22-27 septembre 1902) de «deuxième Congrès constitutif de la CGT». Il marque, en effet, une étape importante, bien que souvent méconnue, entre l'acte de naissance officiel de la Confédération en 1895 et la Charte d'Amiens de 1906. Après Limoges, l'organisation de la CGT était restée relativement chaotique. Les séquelles des divisions, entre, notamment, la Fédération nationale des syndicats et celle des Bourses du travail ne s'estomperont qu'au fil des ans. L'unité se forgera dans l'action commune. Pour la concrétiser, la Confédération devra alors se structurer et dépasser les controverses entre partisans des fédérations nationales, professionnelles, et ceux des unions interprofessionnelles. L'influence anarcho-syndicaliste sera déterminante. En donnant une orientation originale au mouvement syndical français, elle a permis de résorber bien des anciens clivages. Victor Griffuelhes, cordonnier de Nérac, devient, en novembre 1901, le premier Secrétaire général de la CGT.

Très ferme sur le principe de l'indépendance syndicale, il est épaulé, notamment, par Georges Yvetot, anarchiste et Secrétaire de la fédération des Bourses du travail.

L'année suivante, les 165 délégués de 458 organisations présents au Congrès de Montpellier précisent leur volonté d'indépendance vis-à-vis des partis politiques. Ils adoptent une résolution qui préfigure la Charte d'Amiens: la CGT «groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. Nul ne peut se servir de son titre de confédéré ou d'une fonction de la Confédération dans un acte politique quelconque».

Conscients de la nécessité de renforcer l'efficacité de la Confédération et de mettre fin aux rivalités internes, le Congrès adopte une profonde réforme organisationnelle. La synthèse se fait entre la représentation par secteur d'activité et la représentation géographique, considérées comme

complémentaires. Les fédérations nationales d'industries et de métiers, d'une part; les Bourses du travail en tant qu'unions régionales, départementales ou locales, d'autre part; ont chacune un Secrétaire, mais celui des fédérations est également le Secrétaire général de la Confédération.

Avec une large majorité, Victor Griffuelhes est reconduit dans cette fonction.

Selon les chiffres du ministère du Travail, qui sont vraisemblablement sous-évalués, le nombre de syndiqués déclarés passe de 490 000 en 1900 à plus de 800 000 en 1906. Certaines fédérations syndicales importantes n'avaient cependant pas encore rejoint la CGT en 1902.

Celle des mineurs, qui avait refusé le principe de l'indépendance avec les partis politiques, fut victime de ses divisions internes qui engendrèrent, cette même année, l'échec de leur première grève générale.

## **1906 - LA CHARTE D'AMIENS ÉTABLIT L'INDÉPENDANCE SYNDICALE**

**Onze ans après sa fondation et quatre ans après sa réorganisation, la Confédération Générale du Travail réaffirme avec force l'indépendance du syndicat par rapport aux partis politiques lors du Congrès qui vote, le 13 octobre 1906, un texte qui passe à la postérité et garde une totale actualité.**

### **1906 - Un congrès qui sert de référence**

**Alors qu'un délégué demande une collaboration étroite de la CGT avec le parti socialiste, c'est le contraire qui est fermement décidé. Une prise de position qui marque le mouvement syndical, même si seule FO l'applique réellement.**

Alors que la CGT compte environ 800 000 membres, les luttes se développent dans toute la France: grèves aux PTT, au Livre, à la Métallurgie, aux Mines. D'ailleurs, les mineurs viennent d'être touchés par la tragédie de Courrières: 1 100 mineurs tués le 10 mars 1906. Dans ce contexte tendu s'ouvre, le 8 octobre, le congrès d'Amiens. D'entrée, le guédiste Victor Renard, Secrétaire de la fédération du Textile, dépose une motion demandant une collaboration étroite entre la CGT et le Parti socialiste. Le Secrétaire général, Victor Griffuelhes, et les leaders de la tendance anarcho-syndicaliste s'y opposent. Cette motion est repoussée par 724 voix contre 34 et 37 abstentions. C'est au contraire une motion radicalement inverse qui est votée le 13 octobre. La Charte d'Amiens obtient 830 voix contre 8 et une abstention. Le Congrès d'Amiens confirme donc l'article 2, constitutif de la CGT: «La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat».

La grève générale est l'outil de lutte préconisé et le syndicat est défini comme suit: «Aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de la réorganisation sociale». La Charte repousse donc toute sujétion du syndicat à un parti, ne serait-ce que parce que le parti politique est forcément équivoque dans son recrutement, ses méthodes, son jeu électoral et parlementaire.

Dans l'intervention de Niel à la tribune d'Amiens, on trouvera probablement un bon résumé de ce que pensaient les congressistes et qui n'a rien perdu de son actualité: «Quand un patron veut diminuer les salaires de ses ouvriers, il ne les diminue pas d'un sou à ses ouvriers réactionnaires, de

deux sous aux républicains, de trois sous aux socialistes, de quatre sous aux anarchistes, de cinq sous aux croyants, de six sous aux athées, etc. Il les diminue d'une façon égale à tous ses ouvriers, quelles que soient leurs opinions politiques ou religieuses, et c'est cette égalité dans le mal qui les atteint, qui leur fait un devoir de se solidariser sur un terrain où les différences politiques ou religieuses ne les empêcheront pas de se rencontrer. Ce terrain, c'est tout simplement le syndicalisme, puisqu'aussi bien le syndicalisme a pour objet de s'occuper de la question des salaires.»

La Charte, complémentairement «affirme l'entière liberté, pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au-dehors». C'est que, pour la CGT, l'action politique n'est pas blâmable en tant que telle. Pour reprendre l'intervention de Niel, cette action «est celle qui est inspirée par les préoccupations morales des citoyens, qui voudraient établir entre les hommes des relations sociales conformes à leurs désirs. Elle est exercée par ceux qui croient que les rapports entre les hommes ne pourront jamais être réglés sans l'État; par ceux qui croient que les réformes ne peuvent venir que de la loi; par ceux qui affirment l'impossibilité de transformer la société sans faire la conquête des pouvoirs publics; par ceux qui veulent aider leur action économique par l'action de la loi; enfin, même par ceux qui cherchent, dans une lutte contre tous les États, la solution à tous les problèmes de la sociologie.»

En se définissant avec une telle précision, la CGT, à Amiens, prenait une dimension qui obligeait les partis à se définir eux-mêmes par rapport à elle. Sans les rejeter, elle leur lançait un défi toujours actuel: faites votre travail, nous ferons le nôtre.

## **1906 - Le texte de la Charte d'Amiens**

### **En version intégrale, la motion adoptée en 1906 à une écrasante majorité**

«Le congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la CGT: «La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat...» Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classes qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielle que morale, mises en oeuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Le Congrès précise, sur les points suivants, cette affirmation théorique: Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs

tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat. Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors. En ce qui concerne les organisations, le Congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale.»

### **Congrès des 8-14 octobre 1906**

**(texte adopté par 830 voix contre 8 et 1 blanc)**

### **1906 - Un syndicat, pas un parti**

**Votée le 13 octobre 1906 lors du congrès de la CGT, la charte d'Amiens est une véritable déclaration des droits du syndicaliste et du citoyen.**

**Elle proclame hautement l'indépendance du syndicat par rapport à «l'État oppresseur», au «patronat exploiteur» et à l'ensemble des partis politiques.**

La charte d'Amiens a donné au syndicalisme français la plus grande de ses spécificités. Elle est la résultante d'une longue réflexion théorique et pratique du mouvement ouvrier français. Elle doit beaucoup à la force du syndicalisme révolutionnaire face aux différents courants socialistes qui souhaitaient faire du syndicalisme la courroie de transmission de leur ambition politique.

Du marxisme, les syndicalistes révolutionnaires reprennent la critique du capitalisme. Mais ils y ajoutent la critique de l'État, basée sur les écrits de Fourier, de Proudhon, de Bakounine et de Jean Grave. Pour eux, l'État ne peut pas être l'instrument de la libération sociale car il est en soi un instrument d'oppression. Cela ne sert donc à rien de le soustraire à l'emprise du capitalisme pour en faire un instrument révolutionnaire comme le souhaitent les socialistes d'une SFIO créée en 1905.

Les syndicalistes révolutionnaires n'ont donc qu'un but: détruire l'État. Pour Fernand Pelloutier (1867-1901), secrétaire général de la fédération des bourses du travail de 1895 à 1901, «l'État n'a pour raison d'être que la sauvegarde d'intérêts politiques, superflus ou nuisibles». Pour Victor Griffuelhes (1874-1923), secrétaire général de la CGT de 1901 à 1909, «le syndicalisme est le mouvement de la classe ouvrière qui veut parvenir à la pleine possession de ses droits sur l'usine et sur l'atelier. Il affirme que cette conquête sera le produit de l'effort personnel et direct exercé par le travailleur». Critiquant la «pilule électorale» et «l'embrigadement marxiste», de nombreux anarchistes sont déçus par le nihilisme et par le terrorisme qui font des ravages en France et en Russie. D'ailleurs dès 1892, le "Groupe de Londres" conduit par la française Louise Michel, l'italien Malatesta et le russe Kropotkine, appelle tous les anarchistes à entrer dans les syndicats. C'est ce qu'ils font en masse en France et en Espagne, un peu au Portugal, en Bulgarie et en Russie-Ukraine.

Devant leur puissance, les guesdistes quittent le congrès de Nantes en septembre 1894. Après la fondation de la CGT au congrès de Limoges, en septembre 1895, Fernand Pelloutier publie, le 20

octobre, son manifeste dans lequel il développe l'action des idées anarchistes dans les syndicats. Cette ligne anarcho-syndicaliste, reprise par la charte, repousse la sujétion du syndicat à un parti ou un groupe politique, car d'après eux, le syndicat a ses propres solutions pour la transformation sociale alors que les partis sont forcément équivoques de par leur recrutement, leurs méthodes, leur jeu électoral et parlementaire.

À la veille du congrès d'Amiens, les anarcho-syndicalistes ont des responsabilités importantes dans la CGT avec Victor Griffuelhes, Emile Pouget, secrétaire adjoint chargé de La Voix du Peuple, organe de la confédération, et ancien rédacteur en chef du Père Peinard, Georges Yvetot, secrétaire de la fédération des bourses du travail et successeur de Fernand Pelloutier, et Pierre Monatte.

Mais les anarchistes, s'ils sont à l'origine de l'idée d'indépendance et de grève générale, vont vite être convertis au syndicalisme, devenant anarcho-syndicalistes puis syndicalistes révolutionnaires. En fait, ils sont prisonniers de leur conquête. Ils ont voulu pousser dans les syndicats leur propagande libertaire et l'action syndicale les ont gagnés. Par ailleurs, quand la charte dénonce les sectes, elle désigne aussi les petits groupes libertaires aux pratiques alors étonnantes (reprise individuelle, amour libre, végétarisme...)

Dès le congrès de Montpellier, du 22 au 27 septembre 1902, on précise déjà la volonté d'indépendance de la Confédération face aux partis politiques et on adopte l'article 37 des statuts: «La CGT, basée sur le principe du fédéralisme et de la liberté, assure et respecte la complète autonomie des organisations qui se seront conformées aux présents statuts.»

## **LE CONGRÈS D'AMIENS**

Six mois avant l'ouverture du congrès d'Amiens, une terrible tragédie endeuille le monde ouvrier. Un gigantesque coup de grisou tue 1 100 mineurs à Courrières. Alors que la CGT compte déjà 700 à 800 000 membres, les grèves se multiplient chez les postiers, au Livre, à la métallurgie et aux mines. Mais d'entrée, c'est de nouveau la question du politique qui est posée. En effet, les guesdistes se sentent renforcés par la fondation de la SFIO, à la salle du Globe à Paris, en avril 1905. Sur ordre de l'Internationale socialiste, basée à Amsterdam, les guesdistes du parti ouvrier français (POF), les blanquistes du parti socialiste révolutionnaire (PSR), les allemanistes du parti socialiste ouvrier révolutionnaire (PSOR), les possibilistes de la fédération des travailleurs socialistes et les jaoussistes indépendants sont unifiés.

Ainsi, dès le 8 octobre 1906, le guesdiste Victor Renard, Secrétaire de la fédération du textile, dépose une motion demandant une collaboration étroite entre la CGT et la SFIO. Aussitôt Victor Griffuelhes, Merrheim, secrétaire des métaux, et les leaders anarcho-syndicalistes, rejoints par Auguste Keufer, Secrétaire du Livre et dirigeant de la tendance réformiste, combattent la motion Renard. Elle est rejetée par 720 voix contre 34 et 37 abstentions. C'est au contraire une motion radicalement inverse qui est adoptée le 13 octobre. La Charte d'Amiens obtient 830 voix contre 8 et une abstention.

Le congrès confirme donc l'article 2, constitutif de la CGT: «La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.» Comme le souhaitent les anarcho-syndicalistes, la grève générale illimitée reste l'arme absolue. La CGT n'abandonne pas à un parti politique quel qu'il soit, le soin de réaliser l'émancipation intégrale des travailleurs. C'est le mouvement syndical qui réalisera la Révolution par la grève générale. De là découle cette déclaration des droits et des devoirs des travailleurs. Devoir d'adhérer au «groupement essentiel qu'est le syndicat»; droit de participer, en dehors du

syndicat, à toute action correspondant à ses conceptions philosophiques et religieuses; enfin devoir de ne pas introduire ces opinions dans le syndicat.

Désormais, une concurrence s'est instaurée entre la SFIO et la CGT. Les militants syndicalistes multiplient les sarcasmes à l'égard des politiciens et, toujours imprégnés d'idéologie libertaire, se déclarent fièrement «antivotards». Pour ces militants le «vrai parti du Travail, c'est la CGT», reprenant l'expression d'Emile Pouget.

Par ailleurs, la CGT se proclame antimilitariste et dénonce la mauvaise influence de l'institution militaire sur les jeunes conscrits ouvriers. Elle est aussi contre le patriotisme car un conflit armé serait une diversion de la bourgeoisie pour détourner l'attention du pays des revendications ouvrières.

## **LA QUESTION DES SALAIRES**

Sur le plan de l'organisation, les fédérations de métiers se transforment définitivement en fédérations d'industries et la mise en place des unions départementales s'accélère.

C'est Latapie qui, avant la fin du congrès, annonce l'importance de la charte d'Amiens: «Il faut que pour la première fois, les congressistes se prononcent sur la doctrine nouvelle. Il faut que le syndicalisme soit une théorie entre les théories anarchistes et socialistes. Cette doctrine d'ailleurs se suffit à elle-même.»

Niel, qui assumera l'intérim quelques mois en 1909 au secrétariat général entre Victor Griffuelhes et Léon Jouhaux, déclarait à la tribune d'Amiens: «Quand un patron veut diminuer les salaires de ses ouvriers, il ne les diminue pas d'un sou à ses ouvriers réactionnaires, de deux sous aux républicains, de trois sous aux socialistes, de quatre sous aux anarchistes, de cinq sous aux croyants, de six sous aux athées, etc. Il les diminue d'une façon égale pour tous les ouvriers, quelles que soient leurs opinions politiques ou religieuses, et c'est cette égalité dans le mal qui les atteint, qui leur fait un devoir de se solidariser sur un terrain où les différences politiques ou religieuses ne les empêcheront pas de se rencontrer. Ce terrain, c'est tout simplement le syndicalisme, puisque aussi bien le syndicalisme a pour objet de s'occuper de la question des salaires.»

Niel ajoute que «l'action politique est celle qui est inspirée par les préoccupations morales des citoyens qui voudraient établir entre les hommes des relations sociales conformes à leurs désirs. Elle est exercée par ceux qui croient que les rapports entre les hommes ne pourront jamais être réglés sans l'État, par ceux qui croient que les réformes ne peuvent venir que de la loi, par ceux qui affirment l'impossibilité de transformer la société sans faire la conquête des pouvoirs publics, par ceux qui veulent aider leur action économique par l'action de la loi, enfin par ceux qui cherchent dans une lutte contre tous les États, la solution à tous les problèmes de la sociologie.»

À Amiens, la CGT, jeune fille de onze ans, est devenue réellement adulte. Après le congrès de Montpellier en 1902, Amiens affûte la réorganisation interne et les idées s'affinent. En clair, on passe d'un groupement de syndicats au syndicalisme moderne, et de l'anarcho-syndicalisme au syndicalisme révolutionnaire. En se définissant si précisément face au politique, la Confédération oblige désormais les partis, et spécialement les partis qui se déclarent ouvriers, à se définir eux-mêmes par rapport à elle.

Sans rejeter le champ politique, elle déclarait fièrement: «Nous savons quel est notre travail; faites le vôtre sans intervenir dans le nôtre.» Cette primauté du syndical par rapport au politique a été mise à mal avec la mobilisation des militants et des dirigeants en 1914, mais surtout après 1921 avec

l'émergence d'un parti communiste reprenant la vieille tradition guesdiste d'inféodation du syndicalisme à la politique. Pourtant, le défi de la charte d'Amiens a toujours été d'actualité et il retrouve une nouvelle jeunesse après la disparition du camp communiste. Le congrès d'Amiens voulait coordonner les efforts des travailleurs, accroître leur bien-être par une diminution immédiate des heures de travail et par une augmentation des salaires. En quatre-vingt dix ans, rien n'a vraiment changé.

## **1906 - Victor Griffuelhes**

### **L'évolution d'un dirigeant de la CGT qui lutta avec enthousiasme pour l'indépendance syndicale.**

Victor Griffuelhes, premier secrétaire de la CGT de 1901 à 1909, ancien blanquiste reconverti au syndicalisme révolutionnaire et à l'indépendance syndicale, se retire de la vie syndicale après la première guerre mondiale. Ancien ouvrier cordonnier, il meurt à l'âge de 49 ans, à Paris, en 1923. En 1920, désabusé, il se souvient pourtant de l'euphorie du congrès d'Amiens qu'il décrit ainsi:

«Nous eûmes l'ambition de réaliser sur le terrain économique l'unité concrète de la classe ouvrière: plus de jaressistes, de guesdistes, d'allemanistes, d'anarchistes, rien que des syndicalistes marchant réconciliés au même combat de classe.»

## **1906-1910: La répression frappe les grévistes**

### **Le contexte des luttes ouvrières et des réactions qu'elles suscitaient dans les sommets de l'État et du patronat.**

De 1906 à 1910, de puissantes vagues de grèves, durement réprimées, secouent le pays. Face à la crise viticole, 700 000 personnes manifestent à Montpellier le 9 juin 1907. Narbonne se révolte. Le gouvernement envoie la troupe contre la "Commune de Narbonne". Mais les soldats du 17e régiment d'infanterie de ligne mettent crosses en l'air, pillent une poudrière et marchent sur Béziers pour soutenir les vigneronns en lutte. Cette épopée sera popularisée peu après par la chanson de Gaston Montéhus, "Gloire au 17e", célébrant la mutinerie «des braves pioupiou du 17e».

Un mois plus tôt, les électriciens de Paris avaient plongé la capitale dans le noir. En mai 1908 à Draveil, puis en juillet de la même année à Villeneuve-Saint-Georges, la troupe faisait feu sur des grévistes après que la police eut utilisé des agents provocateurs. Après ces provocations les dirigeants de la CGT sont arrêtés, comme le Secrétaire général, Victor Griffuelhes, en 1906 et 1908, et le pouvoir pense un moment dissoudre la Confédération pour «antipatriotisme» et «anarchisme».

En octobre 1910, les cheminots en grève sont mobilisés pour une période militaire de trois semaines. Entre 1906 et 1909, les fonctionnaires, qui n'ont toujours pas le droit de grève, débrayent quand même. Le dirigeant du syndicat des instituteurs (toléré mais non légal), Marius Nègre, est révoqué. En mars 1909, les postiers grévistes sont remplacés par des militaires et deux cents grévistes sont licenciés.

## **1914 - LA CGT À LA VEILLE DE LA GRANDE GUERRE**

**Jeune fille de 14 ans, la CGT vit sa première grande crise en 1909. Cinq ans plus tard, elle doit faire face aux soubresauts qui agitent le monde ouvrier européen confronté aux signes avant-coureurs du premier grand conflit mondial.**

La Charte d'Amiens (octobre 1906) avait fait passer la CGT de l'anarcho-syndicalisme au syndicalisme révolutionnaire, tout en réaffirmant l'indépendance du syndicalisme par rapport au politique. Pourtant, début 1909, certains dirigeants lancent des attaques personnelles contre le secrétaire général Victor Griffuelhes. Sous les coups de butoir des réformistes, il démissionne le 2 février 1909. Il est remplacé par Niel, qui rejette le syndicalisme révolutionnaire. Les partisans de ce dernier passent à la contre-offensive et l'obligent à abandonner son poste le 28 mai. La jeune CGT est menacée de scission.

En juillet, un jeune militant de 30 ans, peu connu, est élu secrétaire général. Soutenu par les syndicalistes révolutionnaires, Léon Jouhaux est alors destiné à assurer l'apaisement et les transitions d'une CGT entrant dans l'âge adulte.

Fils de communard, résidant à Aubervilliers, le jeune Jouhaux a fréquenté les anarcho-syndicalistes et les universités populaires. En 1901, il passe trois mois en prison pour une bagarre lors d'un conflit social. Il est élu secrétaire de la Fédération nationale des ouvriers allumettiers. Délégué au congrès d'Amiens en 1906, il collabore au journal La Bataille syndicale. Face au développement de la droite nationaliste en 1912-1914, qui demande l'interdiction de la CGT, Jouhaux sait être intuitif, prudent et souple. En 1912-1913, il termine la réorganisation interne commencée lors des congrès de Montpellier en 1902 et d'Amiens en 1906. Au 1er septembre 1903, toutes les Bourses de travail locales doivent se fondre dans les Unions départementales.

Mais les guerres balkaniques et l'attentat de Sarajevo le 28 juin 1914 font peser des risques de guerre sur l'Europe. Jusqu'à présent, le mot d'ordre ouvrier était «guerre à la guerre» et «grève générale contre la guerre du grand capital». Mais le 25 juillet 1914, Jouhaux et Dumoulin, pour la CGT, rencontrent leurs homologues allemands lors du congrès des syndicats belges. Ils sont alors persuadés que les réformistes allemands vont soutenir l'effort de guerre du Kaiser et du Reich. Trois jours plus tard, le Comité confédéral déclare: «Dans la situation présente, la CGT rappelle à tous qu'elle reste irréductiblement opposée à toute guerre. La guerre n'est en aucune façon une solution aux problèmes posés. Elle est et reste la plus effroyable des calamités humaines. à bas la guerre! Vive la paix!»

Le 29 juillet, la confédération appelle à une manifestation aussitôt interdite par le gouvernement. Elle publie une deuxième déclaration bien en retrait. Il ne s'agit plus de faire «la guerre à la guerre», mais de tenter d'éviter «le plus grave péril mondial». Le 31 juillet, Jaurès est assassiné. Le lendemain, la mobilisation générale est décrétée sans que la CGT soit en mesure de s'opposer à la guerre.

## **Entre-deux-guerres**

### **1919 - LA FIN DE L'UNITÉ SYNDICALE: CRÉATION DE LA CFTC**

**Comment s'est constituée la centrale chrétienne qui donna ensuite naissance à la CFDT.**

Affaibli par des positions ambiguës pendant la guerre, saigné à blanc par les tranchées, le mouvement syndical ne parvient pas à sauvegarder son unité. Ce sont les catholiques qui portent le premier coup.

Le premier syndicat catholique français est fondé par le frère Hiéron en 1887. En 1914 ce "syndicat des employés du commerce et de l'industrie" ne regroupe que 8 000 adhérents. En effet, comme l'ensemble des catholiques sociaux, il milite pour un syndicat mixte regroupant ouvriers et patrons, à l'opposé de la tradition syndicaliste française.

Les fondements du syndicalisme chrétien vont se référer à l'encyclique Rerum Novarum du pape Léon XIII, du 15 mai 1891. D'un côté le Vatican déclare: «La concentration entre les mains de quelques-uns, de l'industrie et du commerce ..., impose un joug presque servile à l'infinie multitude des prolétaires».

Mais de l'autre côté, presque affolé de tant d'audace, le pape dénonce ceux qui «violent les droits légitimes des propriétaires» et ajoute: «L'homme doit accepter cette nécessité de sa nature qui rend impossible dans la société civile, l'élévation de tous au même niveau».

Craignant le rapprochement du bas clergé urbain avec le monde ouvrier, Léon XIII freine l'application de sa propre encyclique après 1901. Son successeur, Pie X, l'enterrera officiellement.

Marc Sangnier, l'ancêtre de la démocratie chrétienne, qui fonda le mouvement d'éducation populaire et de coopératives de production, "Le Sillon" en 1894, doit cesser ses activités en août 1910 sur ordre de Pie X. En bon chrétien, il obéit.

En 1911, les petits noyaux de syndicalistes chrétiens se fédèrent en une fédération française des syndicats d'employés catholiques traitée de syndicat jaune par la CGT, non sans raison. Avec le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, la fédération voit affluer 21 000 syndicalistes très pratiquants. C'est ainsi que les 1er et 2 novembre 1919 se retrouvent 400 délégués au siège du syndicat des employés du commerce, à l'appel des syndicats féminins confessionnels. La Confédération Française des Travailleurs Chrétiens est née, regroupant 125 000 adhérents. Ses forces sont chez les employés, les cheminots, dans le textile et un peu les mines. La CFTC recrute dans les zones cléricales à forte prolétarisation féminine. Son article premier proclame: «La Confédération entend s'inspirer dans son action de la doctrine sociale définie par l'encyclique Rerum Novarum». Elle se prononce pour la collaboration de classe et contre la grève générale. La grève partielle est à peine acceptée.

Aussitôt le patronat du textile dénonce la CFTC auprès de Rome. D'ailleurs, pour l'ensemble du clergé, revendiquer est un acte impie.

## **1921 - LA PREMIÈRE SCISSION DE LA CGT**

**L'unité de la Confédération générale du travail ne résiste pas à la création du Parti communiste français un an plus tôt.**

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, le paysage syndical n'est pas moins dévasté que le pays lui-même. Comme le note Georges Vidalenc, historien de Force Ouvrière, «un monde ancien avait irrémédiablement disparu dans la tourmente, et on pouvait prévoir que les travailleurs démobilisés en 1919 ou 1920 ne retrouveraient pas les conditions de travail, de vie et d'action qu'ils

avaient connues avant 1914, que les idées même auraient considérablement évolué...» (1). Dans ce contexte, en 1919, la création de la CFTC a provoqué une division dans les rangs ouvriers, redoutable à long terme.

Face à ces inquiétudes multiples, la révolution ayant éclaté en Russie, des dirigeants du Parti socialiste croient pouvoir trouver à l'Est un guide. Certains d'entre eux n'avaient d'ailleurs pas véritablement admis la Charte d'Amiens par laquelle la CGT avait signifié qu'elle entendait garder sa liberté de comportement. L'assassinat de Jean Jaurès, à la veille de la guerre, avait en outre considérablement affaibli ce parti. En votant son adhésion à l'Internationale communiste en 1920, lors du fameux congrès de Tours, il adopte le nom de Parti communiste et, en même temps, les directives selon lesquelles il doit prendre le contrôle de la CGT. Une minorité refuse et se maintient comme Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO).

Dans le mouvement syndical, la scission se produisit aussi, mais avec des résultats inverses. Lors du congrès de la CGT, à Lille, en 1921, une motion qui confirmait la Charte d'Amiens obtint la majorité avec 1 582 voix contre 1 325 et 66 abstentions. La minorité refusa le verdict du vote et provoqua la scission qui donna naissance à la CGT-U. Le "U" signifiant, par antithèse, "Unitaire".

Robert Bothereau, premier Secrétaire général de la CGT-FO en 1948, présentait ainsi une brochure de Georges Vidalenc (2) sur les circonstances et les raisons des scissions syndicales: «Ces pages ont été écrites pour que les jeunes générations sachent ce que recèle de dangers la subordination du syndicalisme à la politique, et qui plus est à la politique d'un parti agent d'un pays étranger et sans libertés.»

Vidalenc explique ainsi le contexte de la première scission: «Rien d'étonnant à ce qu'on vît s'opposer, dans nos organisations ouvrières d'après-guerre, ceux qui restaient fidèles à l'indépendance syndicale, à la Charte d'Amiens et à l'action directe, et ceux qui, gagnés à l'idéologie communiste, acceptaient de subordonner le syndicat au parti et qui pensaient trouver dans Marx, interprété par Lénine, la solution de tous les problèmes. Se joignaient à eux un certain nombre de militants mécontents de l'action de la CGT pendant la guerre, de son adhésion à l'Union sacrée[...]

«Il n'est pas question, poursuit Vidalenc, de reprendre ici un débat dont la solution dépend de sentiments et d'idées personnels.» Rappelant l'existence, chez les syndiqués, de sympathies pour ce qui se passait en Russie, Georges Vidalenc souligne avec force: «Mais là n'était pas la question, il s'agissait du destin du Parti communiste en France.»

Destin, en effet, qui devait l'amener à soutenir en toutes circonstances le "petit père des peuples" qui, de Moscou, entendait régenter tout ce qui, dans le monde, se réclamait du mouvement ouvrier, et les syndicats au premier chef. La signature du pacte germano-soviétique, en 1939, donna toute la mesure de la soumission du Parti communiste français à Staline et de la soumission consécutive des héritiers de la CGT-U à la diplomatie du Kremlin.

(1) Georges Vidalenc, "Aspect du mouvement syndical français", première édition par la CISL (Bruxelles, 1953).

(2) Georges Vidalenc, "Comment et pourquoi se sont produites les scissions syndicales", Éditions Force Ouvrière. Préface de Robert Bothereau, postface d'André Bergeron.

## **1928-1930 - LES CONFÉDÉRÉS IMPOSENT LES ASSURANCES SOCIALES**

**La Sécurité sociale n'est pas tombée du ciel. Il a fallu tout le courage et la persévérance de la CGT dirigée par Léon Jouhaux pour conquérir ce qui allait devenir le droit aux soins et pour assurer sa pérennité.**

**À la base du système, les cotisations qui le financent. C'est le salaire différé, qui échappe à l'État, et dont les syndicats ouvriers ont vocation à contrôler l'usage.**

La situation sociale de la France dans les années de l'entre-deux-guerres est contrastée: la France fait formellement partie des pays vainqueurs de ce qui apparaît comme la grande boucherie de 1914-1918, mais la guerre a fait des ravages énormes, économiques, sociaux et surtout démographiques. Par exemple, dans l'industrie, sur 4,7 millions d'actifs, il y eut 415 000 morts et disparus ainsi que 123 000 mutilés. En outre, les incertitudes politiques sont grandes: s'il n'y avait que la Révolution russe, lointaine, tout irait bien, mais les troubles en Allemagne, dans toute l'Europe centrale et surtout en France, les grèves de 1920 et l'existence d'un fort mouvement syndical que ne vient pas trop troubler la scission de 1921 (la CGTU, dirigée par le PCF, quitte la CGT) prouvent que la lutte ouvrière existe toujours. La grande bourgeoisie française espère trouver une solution dans l'exploitation de l'immense empire colonial et dans le pillage de l'Allemagne vaincue («l'Allemagne paiera») et, en attendant, elle se grise. C'est l'atmosphère des “années folles”.

Comme on peut facilement l'imaginer, la situation est tout autre dans le monde ouvrier: ainsi, les salaires en 1919 sont toujours inférieurs de 15% à ceux d'avant-guerre. La saignée démographique de la guerre avait été éprouvante. La grosse industrie, notamment automobile ou chimique, progresse dans les années 20 avec les premières concentrations importantes, comme Renault, et en utilisant une main-d'œuvre peu qualifiée. Mais l'essentiel de la population ouvrière est encore dispersée dans de petites entreprises quasi artisanales.

Le logement pour les ouvriers est rare, cher, peu confortable, surtout aux abords des grandes villes: c'est l'époque des “fortifs” autour de Paris et des premiers bidonvilles de banlieue. L'hygiène y est évidemment déplorable. Dans les entreprises, les salaires sont limités, les conditions de travail exténuantes, le droit syndical absent et la protection sociale inexistante. La médecine est plus qu'un luxe. C'est le problème de l'indispensable protection sociale qui est naturellement au cœur de l'activité syndicale, puisqu'il n'existait, au lendemain de la Grande guerre, aucune disposition d'ensemble en ce domaine.

Déjà, certaines corporations, comme les mineurs à la fin du XIXe siècle ou les cheminots dans les années 1910, avaient conquis des caisses de secours professionnelles en relation directe avec leur action militante. Le problème était posé dès l'avant-guerre et dans les années 1920; les dirigeants de la CGT, et plus particulièrement Léon Jouhaux, organisent une campagne en faveur des assurances sociales. Celle-ci aboutit en fait à deux lois, la première votée le 5 avril 1928, complétée par une seconde le 30 avril 1930, qui organisent lesdites assurances et qui, de discussion en discussion, ont modifié les premiers projets des docteurs Chauveau et Grinda de 1922.

Le contenu en est assez simple: ces lois protègent les travailleurs des secteurs industriels et commerciaux dont les salaires sont inférieurs à un certain revenu dit “plafond d'affiliation”; l'assurance-maladie fait son apparition, avec un revenu de remplacement égal au demi-salaire moyen (après cinq jours de carence et pour une période de six mois maximum); les frais médicaux sont couverts à 80%; l'assurance-maternité couvre six semaines après l'accouchement; quant à

l'assurance-vieillesse, elle prévoit des retraites pouvant aller jusqu'à 40% du salaire à 65 ans. En outre est prévue une assurance- invalidité au delà des six mois de la maladie et qui peut aller jusqu'à une rente maximale de 40%.

Ces assurances sociales ne sont pas obligatoires. C'est un acte volontaire, collectif et solidaire: l'affiliation se faisait par entreprise. Elles sont financées par un prélèvement de 5% auprès des patrons et une cotisation ouvrière équivalente; les fonds de l'assurance-maladie étaient répartis, tandis que ceux de la vieillesse fonctionnaient par capitalisation. En outre, et ce n'est pas le moindre détail, le système est organisé en caisses départementales ou régionales dont la plus importante est la CIAS (Caisse interdépartementale des assurances sociales) de la région parisienne. Il s'agit d'un bouleversement incontestable pour des millions de familles ouvrières que la maladie ou la maternité condamnait à la misère. À peu près à la même époque (1932), les premières lois organisant les Allocations familiales sont mises en place.

Ces lois représentent, malgré des insuffisances notoires comme l'absence de toute assurance-chômage, une certaine faiblesse des prestations ou l'extrême morcellement des caisses primaires, un acquis considérable du mouvement ouvrier. Plus généralement, le syndicaliste révolutionnaire Victor Griffuelhes écrivait en 1909: «Les bourgeois ne la voteront pas.» C'est pourtant ce qui se passa en 1928-1930.

Mais l'obtention de ces lois ne fut pas une simple formalité. Si la résistance patronale fut vive, s'il fallut surmonter les restrictions gouvernementales et négocier l'ensemble des projets, la résistance du PCF ne fut pas moins intense: la politique du parti communiste français dans les années 1928-1932 est de rejeter totalement les assurances sociales: une affiche de la CGTU proclame: «La bourgeoisie, malgré le soutien des social-fascistes et des briseurs de grève de la CGT, a été dans l'obligation, devant l'élargissement de la lutte des ouvriers pour l'augmentation des salaires, d'abandonner la date du 5 février pour l'application de la loi inique des assurances dites sociales. Mais l'action prolétarienne doit se poursuivre avec vigueur pour mettre en échec le plan gouvernemental-réformiste.»

Le contreprojet de loi de la CGTU affirme:«Pas de cotisation, ni patronale ni ouvrière (...) ressources par (entre autres) la réduction des budgets de la guerre et de la marine.» Ce qui revient à donner à l'État la gestion pleine et entière de ce nouveau droit, acquis par les ouvriers et payé par eux au travers de leur salaire différé. Car c'est bien de cette époque que date la notion, si ce n'est l'expression, de salaire différé: que la cotisation soit dite "ouvrière" ou qu'elle soit dite "patronale", elle fait bien partie de la masse salariale de l'entreprise, de ce que le patron paie en contrepartie du travail de ses employés.

L'important dirigeant du PCF et de la CGTU, Henry Raynaud, écrit le 2 février 1930 dans la Vie Ouvrière: «Plus la peine, travailleurs, de vous occuper de la gestion des caisses. Il n'y aura plus de gestion ouvrière. À bas la loi fasciste des assurances sociales.» La responsabilité des Thorez-Frachon-Reynaud est grande: il était possible d'améliorer cette loi et d'arracher d'autres acquis. Dans le Nord, des grèves importantes sont menées en août et aboutissent à ce que le patronat local du textile verse une "prime de fidélité" visant à compenser le prélèvement de la cotisation ouvrière. Là, les militants de la CGTU, qui avaient participé avec leurs camarades de la CGT à cette bataille, sont dénoncés et exclus, tout comme les responsables des syndicats des dockers de Dunkerque.

Mais l'essentiel est que ces lois constituent un jalon important dans la préparation de la Sécurité sociale à la Libération. Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français (le "Maitron")

peut écrire, dans la notice qu'il consacre à Léon Jouhaux: «En 1928 et 1930, le vote de la législation sur les assurances sociales couronna une action persévérante de la CGT et de Jouhaux.»

## **1933 - LES SYNDICALISTES ALLEMANDS ARRÊTÉS**

### **Parmi les premières victimes des nazis, les militants ouvriers.**

La grande crise économique de 1929 touche fortement l'Allemagne dès le début de 1931. Cette crise prend d'abord la forme d'une débâcle monétaire qui touche de plein fouet la jeune République de Weimar, née en 1918 sur les cendres du deuxième Reich. Les banques font faillite, retraités et classe moyenne sont ruinés. Le patronat en profite pour annuler les conventions collectives, diminuer les salaires de plus de 25% et licencier massivement.

En décembre 1931, six millions d'Allemands sont au chômage partiel. Quant au sous-prolétariat clochardisé, il commence à entrer massivement dans les formations paramilitaires de l'extrême droite qui assure le couvert et une petite solde. Face à cette situation, les syndicats sont impuissants. Le grand nombre de chômeurs, qui favorise l'emploi de jaunes, fragilise le recours à la grève. Par ailleurs les syndicats sont exsangues car leurs caisses de secours viennent en aide aux trop nombreux adhérents au chômage.

Dans cette atmosphère la peste brune d'Hitler prolifère. Le NSDAP (parti nazi) tente une percée dans le monde ouvrier en fondant le NSBO qui est un syndicat parallèle nazi. C'est un échec cuisant pour les nazis. Contrairement à la petite et grande bourgeoisie, le monde ouvrier ne succombe pas aux sirènes des nazis. Pourtant, le Parti communiste allemand ne favorise pas la lutte contre l'hitlérisme. En effet, sur l'ordre de Moscou, qui de 1929 à 1934 adopte une ligne ultra -gauchiste, les communistes allemands combattent en priorité les sociaux-démocrates, tant au niveau politique que syndical. En effet, traditionnellement en Allemagne, les syndicats sont liés aux partis politiques.

Dès janvier 1932 Hitler abandonne son discours anti-capitaliste pour se faire sponsoriser par le grand capital, recevant le soutien de Thyssen, Siemens, Krupp, Bosch... Aux élections législatives du 6 janvier 1932, le NSDAP remporte 196 sièges sur 584, soit 33% des voix. Dans la foulée, Hitler est nommé chancelier le 30 janvier 1933. Il ne va pas tarder à imposer sa dictature absolue. Les syndicats en feront vite les frais. Le 27 février, les nazis incendient le Reichstag, accusant les communistes de ce méfait. Grâce à cette provocation, ils abolissent les libertés constitutionnelles dès le lendemain. Deux jours plus tard, la constitution démocratique de Weimar est suspendue. Le 10 mars, frileusement les syndicats refusent de prendre position. Curieusement ils invoquent leur indépendance face au politique alors qu'ils n'ont jamais eu de Charte d'Amiens assurant leur indépendance vis-à-vis des partis. Entre- temps, les nazis ont obtenu 44% des voix et 288 sièges aux législatives anticipées du 5 mars.

Dix-huit jours plus tard, le Parlement se saborde et vote les pleins pouvoirs à Hitler. Le rideau tombe.

Le 2 mai, au lendemain de la "fête du travail" organisée par Hitler et ses séides, les SA et les SS occupent toutes les permanences et les locaux des syndicats. Tous les dirigeants sont arrêtés, de nombreux militants périront dans les premiers camps de concentration. Les ouvriers sont incorporés de force dans le "Front du travail", organisme nazi réunissant patrons et ouvriers sous la houlette de l'État.

Le 20 janvier 1934, la grève est interdite.

## **1935-1936 - RÉUNIFICATION DE FAÇADE DE LA CGT**

**Après la scission de 1921 et au lendemain des émeutes de l'extrême droite en 1934, l'aspiration à l'unité syndicale se concrétise. Elle n'est pas dépourvue d'illusions**

Après une ultime pirouette de la diplomatie soviétique de ces années 1930, les communistes français abandonnent leur ligne "classe contre classe" au profit de la constitution du Front populaire. Au niveau syndical, cela se traduit par le retour des "unitaires" au sein de la "Grande Maison". Mais ce retour est cousu de fil blanc. Quatre ans plus tard, un nouveau virage de Moscou met fin à une unité illusoire.

Avec sa ligne ultra-gauche et asyndicale, la CGT-U était passée de 500 000 membres en 1922 à 200 000 en 1935 et nombre d'anarchistes et de syndicalistes révolutionnaires étaient revenus à la CGT.

Entre-temps la situation a changé à Moscou. Staline détient les pleins pouvoirs, la famine tue par millions et l'Armée rouge est décimée. Face à la montée en puissance d'un nazisme belliqueux allié à un fascisme non moins guerrier, le tsar géorgien se sent isolé au plan international. Il décide alors de se rapprocher des démocraties occidentales et demande aux partis communistes de leur faire bonne figure.

En France, les ligues fascisantes manifestent violemment le 6 février 1934. Le 12, la CGT appelle à la grève générale «pour la défense et la sauvegarde des libertés». La CGT-U ne s'y rallie que sur la pointe des pieds, sur ordre du PCF. D'ailleurs, en avril, la CGT décide d'organiser un meeting au Vel'd'Hiv. Aussitôt la CGT-U annonce une contre-manifestation. Pourtant, sur ordre de Thorez, les "unitaires" entrent en contact avec la CGT en septembre.

Georges Vidalenc, historien de Force Ouvrière, juge ainsi la "réunification": « Les optimistes, les esprits superficiels et les travailleurs mal informés virent dans cette réunification la renaissance de l'ancienne CGT d'avant 1914 et ils crurent à la résurrection du vieil esprit syndicaliste. Mais les observateurs avertis et les vieux militants n'étaient pas sans inquiétude et ne manifestaient qu'un enthousiasme relatif. Sans doute la réunion de toutes les forces ouvrières constituait sur le plan politique un incontestable succès, mais il s'en fallait beaucoup que l'action syndicale en fût toujours renforcée et facilitée et surtout qu'elle gagnât en clarté. Dans l'euphorie de la réunification, il y eut bien quelques mois paisibles, des réconciliations apparentes, des allocutions pleines de courtoisie et de cordialité, des votes unanimes enthousiastes, mais très vite on put voir que cette fusion n'en était pas une, mais une simple juxtaposition de deux blocs. [...] Unité n'est pas toujours synonyme d'union.» (\*)

Décidée en septembre 1935, l'unité est officialisée au congrès de Toulouse en mars 1936. Les "confédérés" disposent d'une majorité des deux tiers, Jouhaux reste Secrétaire général, quatre Secrétaires adjoints sont des "confédérés" (Belin, Bothereau, Bouyer, Buisson) et deux sont des "unitaires" (Frachon, Racamond).

Pourtant cette unité n'est que de façade car les communistes, en tant que tels, obtiennent deux postes, ce qui est contraire à l'esprit même de la CGT, qui exclut les élections sur la base de tendances. D'ailleurs cette apparence va vite se dissiper. Trois ans plus tard, Staline change de

stratégie et signe le pacte germano-soviétique. En soldats obéissants du Komintern, les "unitaires" approuvent cette alliance que la CGT qualifie de «trahison». À l'entrée en guerre, la rupture est consommée.

(\*) Georges Vidalenc, "Comment et pourquoi se sont produites les scissions syndicales", Éditions Force Ouvrière.

## **1936 - HEURES D'ESPOIR**

**En à peine un mois, une immense vague de rêves avec occupation des usines va modifier en profondeur les conditions de vie des travailleurs. Dans une atmosphère de fête, la CGT obtenait d'un seul coup l'essentiel de ce qu'elle réclamait depuis 1922.**

### **1936 - Les événements, au jour le jour**

**Récit d'une grève qui s'est étendue et généralisée, emportant tout ou presque sur son passage, pour laisser à la classe ouvrière des acquis historiques.**

Au milieu des années trente la condition ouvrière est déplorable. La crise de 1929 jette sur le pavé 1,1 million de chômeurs, soit 12% des actifs. Les salaires baissent de 8 à 20%. En 1935, le pouvoir d'achat a diminué de 27%. Mais du fond des ateliers gronde une sourde révolte contre l'autoritarisme des patrons, la discipline plus sévère, la généralisation du chronométrage et des chaînes, les salaires de misère, la lèpre des taudis des banlieues ouvrières.

C'est dans ce contexte que se transforme le paysage syndical. En septembre 1935, la CGT-U, la confédération d'obéissance communiste décide de revenir à la "Vieille Maison". Cette attitude découle en fait de la décision du PCF, qui, appliquant les consignes de Moscou, s'oppose désormais à Hitler et Mussolini. La "réintégration" se traduit par une fusion, effective lors du congrès de Toulouse, en mars 1936. Les "Unitaires" élus obtiennent deux places au Bureau confédéral: Benoît Frachon et Julien Racamond, marque d'une organisation en tendances, contraire à l'esprit de la CGT.

La CGT ainsi réunifiée demande le passage de la semaine de 48 heures à 40 heures, sans diminution de salaire. Le patronat refuse arguant de la concurrence étrangère. En ce début de printemps 1936, le climat social est calme. En revanche, le climat politique est plus tendu. Réunies dans un front populaire, les gauches abordent les élections législatives du 26 avril et du 3 mai avec optimisme.

Impatient, le mouvement social ne va pas attendre le résultat du deuxième tour. Les manifestations du 1er Mai sont imposantes. Pour avoir chômé le 1er Mai, des syndicalistes, ouvriers des usines d'aviation Bréguet au Havre et Latécoère à Toulouse, sont licenciés dès le lendemain.

Le 3 mai, le front populaire remporte les élections avec 376 sièges (147 SFIO, 106 Radicaux, 72 PCF, 51 socialistes indépendants) contre 222 aux droites. Mais constitutionnellement, Léon Blum doit attendre un mois pour former son gouvernement. Les Bréguet et les Latécoère n'attendront pas. Le licenciement des syndicalistes a été la goutte d'eau de l'autoritarisme patronal dans le vase des rancœurs ouvrières. Le 11 mai, 600 ouvriers de Bréguet occupent leur usine, imités le surlendemain par les Latécoère. Le 14 mai, la région parisienne entre dans la danse. Les ouvriers de l'usine Bloch de Courbevoie font la grève sur le tas. Désorientés par la victoire du Front populaire, apeurés par

ces occupations pacifiques et spontanées qui empêchent tout lock-out et embauche de jaunes, déçus par les forces de l'ordre qui ne sont pas envoyées contre les grévistes, les patrons cèdent rapidement. Dès le 15, Bloch accepte des augmentations de salaires, le paiement des journées de grève et l'instauration de congés payés. Mais rien n'y fait, le mouvement se propage comme une traînée de poudre. La base et les dirigeants syndicaux multiplient les demandes d'un salaire minimum, des 40 heures et l'instauration de délégués du personnel.

Le 28 mai, ce sont les 35 000 Renault qui occupent leurs ateliers suivis par toute la métallurgie parisienne: Caudron, Chausson, Citroën, Farman, Fiat, Talbot... Un accord est vite trouvé chez Renault où le travail reprend dès le 30 mai.

Début juin, c'est l'ensemble du pays qui est touché. Les grèves venues de la base touchent la métallurgie, la chimie, le textile, les grands magasins, les cheminots et les PTT. Les grèves touchant les mines, le bâtiment et les cafés-restaurants sont décidées par la direction de la CGT.

La Confédération générale de la production française prend peur. Elle entre en contact avec Léon Blum, qui vient de former son gouvernement, et lui demande d'organiser une entrevue avec la CGT. Cette dernière, qui a refusé d'entrer dans le gouvernement Blum au nom de la charte d'Amiens, accepte la rencontre qui débute le 7 juin à 15 heures à l'Hôtel Matignon. Les accords sont signés dans la nuit. Ils serviront de canevas pour négocier les conventions. Cette première grande victoire du syndicalisme n'entraîne pas une reprise immédiate du travail. Le 9 juin, le bâtiment débraie. Le 11, il y a encore deux millions de grévistes, le jour où Maurice Thorez lance son fameux: «Il faut savoir terminer une grève». Le 12, la métallurgie parisienne reprend, mais début juillet il reste encore 200 000 grévistes.

Le 14 juillet 1936, une manifestation monstre célèbre dans une belle unanimité la prise de la Bastille, la fête de la Fédération et les accords Matignon. Charles Maurras, de l'Action Française, parlera de «la lie des faubourgs, mêlée à l'élément juif métèque».

Les grèves de 1936 voient pour la première fois un vaste mouvement d'occupation ouvrière, sans arme, sans violence ni destruction. L'ambiance était à la fête, affirmant aussi la nouvelle puissance ouvrière. D'un seul coup tout s'arrête, le son de l'accordéon remplace le bruit des machines, sans pour autant basculer dans la grève générale insurrectionnelle demandée par les journaux d'extrême gauche comme La Lutte Ouvrière (trotskiste), Le Libertaire (anarchiste) et la Révolution Prolétarienne (syndicaliste révolutionnaire).

D'un million d'adhérents en mars, la CGT passe à cinq millions de membres en juin. C'est dans les branches où elle était peu représentée qu'elle progresse le plus. Chez les dessinateurs industriels elle passe de 500 à 80 000 adhérents, dans la chimie, de 4 000 à 200 000 et dans la métallurgie, de 50 000 à 780 000, dont 700 à 25 000 chez Renault. C'est donc dans le secteur privé que le mouvement a été le plus vaste et le plus profond. La fonction publique, contente du gouvernement de Front populaire en qui elle se reconnaît, est plutôt restée en retrait de cette lame de fond.

Mais le patronat n'a pas regardé les bras croisés, en spectateur impuissant, l'expérience de 1936. Affolé en mai, sonné en juin, il est déjà plus vigoureux en septembre et d'après l'expression de l'historien Jean Bouvier, «en pleine forme en février 1937».

Après le premier été des congés payés, le gouvernement Blum marque "la pause". Les projets de retraite des vieux travailleurs, de fonds national du chômage et d'échelle mobile des salaires sont

abandonnés. Pourtant les grandes grèves de 36 ne furent pas qu'un feu de paille. Elles ont profondément marqué l'imaginaire collectif du mouvement ouvrier et du syndicalisme français.

## **1936 - «Une joie pure»**

**Simone Weil, agrégée de philosophie, écrivain, a été manœuvre chez Alstom et Renault en 1934-1935. Elle a écrit de nombreux articles sur Juin 1936, publiés dans le recueil "La Condition ouvrière", Paris, Gallimard, 1951.**

«Il s'agit après avoir toujours plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d'oser enfin se redresser. Se tenir debout. Prendre la parole à son tour. Se sentir des hommes pendant quelques jours. Indépendamment des revendications cette grève en elle-même est une joie. Une joie pure. Une joie sans mélange. Oui une joie. J'ai été voir les copains dans une usine où j'ai travaillé il y a quelques mois. Joie de pénétrer dans l'usine.

Joie de trouver tant de sourires. Joie de parcourir librement les ateliers. Joie d'entendre de la musique, des chants et des rires. Joie de vivre, parmi ces machines muettes, au rythme de la vie humaine... Être syndicaliste, c'est une manière de vivre, cela veut dire se conformer dans tout ce qu'on fait à l'idéal syndicaliste. Au temps où tu n'avais aucun droit, tu pouvais ne te reconnaître aucun devoir. Maintenant tu es quelqu'un, tu possèdes une force, tu as reçu des avantages; mais en revanche, tu as acquis des responsabilités. Tu dois à présent travailler à te rendre capable de les assumer; sans cela les avantages nouvellement acquis s'évanouiront un beau jour comme un rêve. On ne conserve ses droits que si on est capable de les exercer comme il faut.»

En mars 1938, dans une correspondance à un ami, Simone Weil a perdu sa bonne humeur et son optimisme:

«L'esprit de juin 1936 est mort. Ou plutôt se putréfie. L'emprise persistante du parti communiste sur les ouvriers est ce qu'il y a de plus douloureux pour quiconque a mis une part de son amour et de son espérance dans la classe ouvrière. »

## **1936 - Les accords Matignon du 7 juin 1936**

**Le document signé par la CGT et le patronat, qui concrétise les conquêtes sociales du mouvement.**

«Les délégués de la Confédération générale du travail et de la Confédération générale de la production française (1) se sont réunis sous la présidence du président du Conseil et ont conclu l'accord ci-après:

Art. 1: La délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail.

Art. 2: Ces contrats devront comprendre notamment les articles 3 et 5 ci-après.

Art. 3: L'observation des lois s'imposant à tous les citoyens, les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion ainsi que les droits pour les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel constitué, en vertu du livre III du Code du travail.

Les employeurs s'engagent à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou pas à un syndicat pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'embauchage, la conduite ou la répartition du travail, les mesures de discipline ou de congédiement.

Si l'une des parties contractantes conteste le motif du congédiement d'un travailleur comme ayant été effectué en violation du droit syndical ci-dessus rappelé, les deux parties s'emploieront à reconnaître les faits et à apporter aux cas litigieux une solution équitable. Cette intervention ne fait pas obstacle aux droits pour les parties d'obtenir judiciairement réparation du préjudice causé.

L'exercice du droit syndical ne doit pas avoir pour conséquence des actes contraires aux lois.

Art 4: Les salaires réels pratiqués pour tous les ouvriers à la date du 25 mai 1936 seront, du jour de la reprise du travail, rajustés suivant une échelle décroissante commençant à 15% pour les salaires les plus bas pour arriver à 7% pour les salaires les plus élevés; le total des salaires de chaque établissement ne devant en aucun cas être augmenté de plus de 12%. Les augmentations des salaires consenties depuis la date précitée seront imputées sur les rajustements ci-dessus définis. Toutefois, ces augmentations resteront acquises pour leur partie excédant lesdits rajustements.

Les négociations pour la fixation par contrat collectif de salaires minima par région et par catégorie, qui vont s'engager immédiatement, devront comporter en particulier le réajustement nécessaire des salaires anormalement bas.

La délégation patronale s'engage à procéder aux réajustements nécessaires pour maintenir une relation normale entre les appointements des employés et les salaires.

Art 5: En dehors des cas particuliers déjà réglés par la loi, dans chaque établissement comprenant plus de dix ouvriers, après accord entre les organisations syndicales, ou à défaut, entre les intéressés, il sera institué deux ou plusieurs délégués ouvriers suivant l'importance de l'établissement. Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, visant l'application des lois, décrets, règlements du Code du travail, des tarifs de salaires et des mesures d'hygiène et de sécurité.

Seront électeurs tous les ouvriers et ouvrières âgés de 18 ans, à condition d'avoir au moins trois mois de présence dans l'établissement au moment de l'élection et de ne pas avoir été privés de leurs droits civiques.

Seront éligibles les électeurs définis ci-dessus, de nationalité française, âgés d'au moins 25 ans, travaillant dans l'établissement sans interruption depuis un an, sous réserve que cette durée de présence ne doive être abaissée si elle réduit à moins de cinq le nombre des éligibles.

Les ouvriers faisant commerce de détail, de quelque nature que ce soit, soit par eux-mêmes, soit par leur conjoint, ne sont pas éligibles.

Art 6: La délégation patronale s'engage à ce qu'il ne soit pris aucune sanction pour faits de grève.

Art 7: La délégation confédérale ouvrière demande aux travailleurs en grève de décider la reprise du travail dès que les directions des établissements auront accepté l'accord général intervenu, et dès que les pourparlers relatifs à son application auront été engagés entre les directions et le personnel des établissements.»

(1) Jouhaux, Belin, Cordier, Milan, Frachon, Semat pour la CGT, Dalboze, Duchemin, Lambert-Ribot, Richemond pour la CGPF.

## **1936 - À la même époque en Espagne**

### **Le coup d'État de Franco.**

Alors qu'une immense espérance prenait en France son essor, le glas commençait à sonner pour une République en Espagne. Proclamée en 1931, elle devait succomber en trois ans, de 1936, année du Front populaire, à 1939, sous les coups conjugués de la Phalange et de ses alliés. Malgré le rôle pour le moins ambigu de l'Internationale communiste, un puissant mouvement de solidarité se manifesta dans tous les pays en faveur des Républicains espagnols.

## **1936 - Les grands acquis de 36**

**Les accords Matignon, suivis de nombreuses lois et décrets pris par la suite, ont apporté cinq grands changements dans la vie quotidienne des travailleurs. Changements qui ont marqué pendant des décennies la mémoire et la conscience ouvrières.**

L'acquis le plus populaire et le plus symbolique, ce furent les deux semaines de congés payés. La loi du 20 juin, votée par 563 députés contre un, instaurait quinze jours de repos obligatoire, payés. Cela permit, dès l'été 1936, à 600 000 ouvriers de partir pour la première fois de leur vie en vacances. Cette mesure a surtout bénéficié aux jeunes couples et aux célibataires qui partaient découvrir la mer en tandem ou à moto. Les familles nombreuses n'en avaient toujours pas les moyens. Cela permit également le développement des activités sportives et culturelles des fédérations Léo Lagrange et autres auberges de jeunesse. Les congés payés, obtenus dès le 15 mai chez Bloch, à Courbevoie, furent une véritable bouffée d'air frais, au sens propre comme au sens figuré.

Les 40 heures sont en revanche une très ancienne revendication de la CGT, dès sa fondation. La loi du 12 juin instaure donc la semaine de 40 heures sans baisse de salaire. 175 députés de droite tenteront, sans succès, de s'y opposer, pensant qu'elle empêcherait le développement de la production. La presse réactionnaire parlera même des «salopards en casquette qui profitent de la semaine des deux dimanches». En revanche la CGT pensait que les 40 heures allaient faire fondre le chômage. Ce dernier a bien reculé mais avec la modernisation des moyens de production, le patronat n'a embauché qu'au compte-gouttes.

Les plus bas salaires sont augmentés de 15%, les autres de 7%. Mais cette hausse nécessaire ne compense pas la baisse des salaires en 1934-1935 de 8 à 20% et en plus, elle est vite rognée par l'inflation qui repart dès l'automne 1936. Par ailleurs, la différence de salaire entre hommes et femmes est réduite et le salaire aux pièces est en grande partie supprimé.

La CGT, par la loi du 24 juin, obtient aussi la généralisation des conventions collectives.

Auparavant seuls 7% des ouvriers bénéficiaient d'une convention. Elle sera étendue aux ouvriers agricoles le 26 février 1937. Cette nouvelle loi reconnaît aussi le syndicat comme porte-parole des travailleurs dans l'entreprise mettant un terme au face-à-face individuel et déséquilibré entre le patron et l'ouvrier. Ainsi, les nouveaux délégués du personnel sont presque tous des syndicalistes et non des employés manipulables et manipulés comme l'espéraient les patrons. Entre juillet et décembre 1936, 2 336 conventions collectives sont signées, puis 3 064 l'année suivante. En cas de

difficulté dans la signature d'une convention, la loi du 31 décembre 1936 met en place un système de conciliation et d'arbitrage tripartite: syndicat-patronat-État.

La loi du 21 juin, imposant la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans, est quant à elle plus issue du milieu politique que du mouvement syndical. Mais la CGT s'en est réjouie car elle supprime l'exploitation des enfants au bas salaire et libère des emplois. Enfin elle stimule et améliore l'éducation générale et professionnelle.

Par ailleurs d'autres mesures ont été prises pour améliorer plus généralement la vie de l'ensemble des travailleurs. Les ouvriers agricoles obtiennent l'accès aux congés payés et les petits paysans voient fixer un prix minimum des grains que doit faire respecter le nouvel Office national du blé.

Pour améliorer le service public et diminuer le prix des transports, la SNCF est créée le 31 août 1937 comme le demandaient les cheminots. Enfin, une décision politique mais syndicalement symbolique: la nationalisation des industries de guerre le 11 août 1936. En effet, c'est dans l'aéronautique civile et militaire (Bréguet, Latécoère) qu'a débuté le raz de marée des grèves de 36.

## **La crise**

### **1939 - LA SIGNATURE DU PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE**

**La tristement célèbre poignée de main entre le comte Von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du IIIe Reich et son homologue pour l'Union soviétique, Viatcheslav Molotov, le 23 août 1939, allait bouleverser les relations internationales.**

**L'Europe née du traité de Versailles, les alliances contre l'Allemagne et l'Italie volaient en éclats, précipitant l'Europe dans la Deuxième Guerre mondiale.**

### **1939 - De la diplomatie à la guerre**

**Dans le secret des chancelleries, les alliances se nouent et se dénouent pour donner naissance à un monstre qui préfigure les atrocités du conflit qui se prépare.**

Le 11 août 1939, une délégation anglo-française débarquait à Moscou pour tenter, sans grande conviction, de signer un accord de défense mutuelle avec l'Union soviétique. Staline, qui avait déjà deux fers au feu, laissa mariner les occidentaux qui n'avaient pas de directives précises de leurs gouvernements. Moscou aurait bien aidé la France et l'Angleterre, à condition que ses troupes puissent "traverser" la Pologne et la Roumanie. Or, ces deux pays foncièrement antisoviétiques étaient liés à la France dans le cadre de la "Petite entente", née dans les années vingt. Le maître du Kremlin préféra donc se rapprocher d'Adolf Hitler.

Sur fond de parenté totalitaire des deux pouvoirs, Staline pouvait afficher une perte de confiance dans les démocraties occidentales qui avaient déjà abandonné l'Espagne républicaine, l'Autriche et la Tchécoslovaquie. En plus, les purges de 1936-1938 avaient décimé la majorité des cadres de l'armée rouge et du Parti communiste.

### **UNE ANNEXE SECRÈTE DÉTERMINAIT AVANT YALTA LES SPHÈRES D'INFLUENCE**

Dans ce contexte, Hitler, comme à son habitude, fonça. Le 18 août, il signa un accord de coopération économique et le 23, son ministre des Affaires étrangères était sur place. À Moscou en moins d'un jour, Von Ribbentrop signa le fameux pacte, valable pour dix ans. Ni Staline, ni Hitler n'imaginaient qu'il durerait autant. Mais il fallait gagner du temps pour abattre d'abord les démocraties occidentales. Dans la nuit du 23, Staline en personne, connaissant «combien le peuple allemand aime son führer», portait un toast à sa santé. Une annexe secrète déterminait, bien avant Yalta, les sphères d'influence. La Pologne serait partagée et les pays Baltes, ainsi que la Finlande et la Bessarabie, appartiendraient à la zone soviétique.

L'affaire commence avec la prise du pouvoir par Hitler en Allemagne en janvier 1933. Seize mois plus tard, ce dernier tente d'annexer l'Autriche, sans succès à cause de l'Italie mussolinienne qui ne sait pas encore quelles alliances elle doit passer. En 1936, l'Allemagne se réarme et occupe la Rhénanie, en violation du traité de Versailles, sans aucune réaction de la France. Fort de cette mollesse de Paris, Berlin annexe Vienne en mars 1938. Entre-temps l'Espagne républicaine, née des élections démocratiques, doit faire face à un quarteron de généraux félons. Alors que les Italo-Allemands soutiennent ouvertement Franco, la France et l'Angleterre militent pour la non-intervention. L'URSS est présente sur le terrain espagnol, mais comme toujours, non pas pour soutenir les forces démocratiques mais pour faire disparaître les anarcho-syndicalistes et la gauche non communiste.

## **LE REICH ÉVITE UNE GUERRE SUR DEUX FRONTS**

Nouvelle reculade des démocraties occidentales: l'affaire de Munich. Après avoir croqué l'Autriche, Hitler se tourne vers la Tchécoslovaquie. Celle-ci est démembrée, sans qu'un coup de feu ne soit tiré, lors des accords de Munich entre Daladier, Chamberlain et Hitler le 30 septembre 1938. Les Anglais et les Français signent en plus des accords de non-agression avec les Nazis. Quelques mois plus tard Madrid tombe. Enfin, en mai 1939, l'Allemagne, l'Italie et le Japon signent le Pacte d'Acier.

Comme cela ne lui suffisait apparemment pas, Staline prépare une nouvelle volte-face et un changement d'alliance. L'heure n'est plus à l'antifascisme et des contacts sont pris avec les Nazis. De son côté le Reich évite une guerre sur deux fronts comme durant la Première Guerre mondiale. Une semaine après la signature du pacte germano-soviétique, l'armée allemande se rue sur la Pologne.

Le 3 septembre, l'Angleterre et la France déclarent la guerre au Reich. Comme prévu dans la clause secrète du pacte, l'armée rouge pénètre en Pologne dès le 17 septembre. Le pays sera partagé entre Berlin et Moscou le 28 septembre.

Deux mois plus tard, l'armée rouge pénètre en Finlande mais y rencontre une forte résistance. Ce n'est qu'en mars 1940 que la petite Finlande capitule. En juin, alors qu'Hitler vient de balayer les armées françaises, Staline envahit la Bessarabie roumaine.

Le pacte germano-soviétique a pourtant été un marché de dupe et le plus rusé n'a pas été le "Petit père des peuples"... Grâce à ce pacte, Hitler a eu les mains libres en Pologne et sur le front Ouest. Une fois sa victoire assurée, il a eu tout le temps pour ce tourner vers l'Est. Pendant ce temps, l'URSS envoyait des trains entiers de céréales à l'Allemagne. Quant à Staline, il n'a guère mis à profit ce calme précaire pour renforcer ses défenses. Jusqu'à la veille de l'attaque allemande du 22 juin 1941, le maître du Kremlin faisait encore confiance à Hitler malgré toutes les informations fournies par les Anglo-saxons et ses propres espions.

Le fameux pacte n'a pas empêché la débâcle de l'armée rouge jusqu'à l'hiver 1941, occasionnant des centaines de milliers de morts et des millions de prisonniers. Staline n'a donc pas dû sa survie au pacte, mais à la ténacité de l'Angleterre churchillienne et à l'armée grecque qui a mis en déroute les troupes italiennes dans les Balkans. À cause de cela, Hitler a perdu plusieurs mois avant d'attaquer l'URSS. Ces fameux mois qui vont manquer devant Moscou alors que l'hiver est arrivé.

## **1939 - Le rôle du Parti communiste français**

### **La subordination à Moscou provoque une crise sans précédent à la CGT.**

Comment un accord entre deux pays, certes inouï, peut-il provoquer une crise dans la plus grande confédération syndicale d'un troisième pays? Pourquoi la CGT française, à peine réunifiée, sans doute artificiellement, devait-elle de nouveau se scinder dès l'annonce de l'alliance entre Hitler et Staline ?

Bien entendu, tout ce qui agitait le monde et qui allait se déchaîner dans un conflit où la barbarie devait franchir de nouvelles limites, ne pouvait pas ne pas affecter chaque force sociale de chaque pays. Mais le rôle particulier du Parti communiste français, en liaison avec le grand frère de Moscou, doit être rappelé. En imposant à ses relais dans la CGT une attitude d'appui total à toutes les initiatives de la diplomatie de Moscou, même lorsqu'elles se contredisaient à des intervalles très courts, le PCF ne faisait pas que se discréditer, il affaiblissait d'autant un mouvement syndical qui avait déjà fort à faire avec le recul général qui avait suivi les heures d'espoir de 1936.

## **1939 - La CGT face à l'alliance Hitler-Staline**

### **À la veille de la guerre, le pacte germano-soviétique précipite une crise qui couvrait du fait de l'attitude du Parti communiste**

Réunifiée au congrès de Toulouse en mars 1936, la CGT n'a pas résisté au pacte germano-soviétique qui révéla la duplicité des ex-unitaires. D'autant que cette réunification avait l'allure d'une juxtaposition circonstancielle de forces plutôt que le caractère d'une véritable union.

Après l'essoufflement du Front populaire, la propagande des ex-unitaires grandit chez les nouveaux adhérents sans grande expérience qui ont afflué après les accords Matignon du 7 juin 1936. Les communistes sont majoritaires chez les cheminots, la métallurgie, le textile, l'agriculture, le bâtiment et la région parisienne. Leur hebdomadaire, La Vie Ouvrière, sert de relais à l'Humanité. Ils ne respectent pas les directives du congrès de Toulouse. Certains dirigeants ex-unitaires se font élire députés sous les couleurs du PC, comme Ambroise Croizat, Secrétaire des métaux. Les autres grands dirigeants ex-unitaires restent secrètement membres du Bureau politique ou du Comité central du PCF(\*).

Face à cette colonisation communiste se constitue une tendance regroupée autour de l'hebdomadaire Syndicats, dirigé par le Secrétaire national René Belin avec Georges Dumoulin (UD-Nord), André Delmas et Zoretti (SNI), Marcel Roy (Métaux), M. Savoie (Alimentation), Pierre Vigne, Bard et Bertron (Mines), P. Milan et Bonnet (Habillement) et Froideval (Bâtiment). La troisième tendance est conduite par Léon Jouhaux et ses amis du Bureau confédéral: Bothereau, Bouyer, Buisson; relayée par le quotidien de la CGT Le Peuple et l'hebdomadaire confédéral Messidor. Avec eux,

Robert Lacoste (Fonctionnaires), Christian Pineau (Employés), Albert Gazier (Employés parisiens), Vivier Merle (UD-Rhône) et Louis Saillant (Bâtiment).

Au congrès de Vichy, en mars 1938, la majorité se réclame du pacifisme et en octobre 1938, Syndicats écrit: «Les Français ne veulent pas combattre pour Staline». À l'époque, les ex-unitaires sont pour l'effort de guerre et contre les accords de Munich, alors que la Commission administrative s'est félicitée que les accords de Munich «aient évité le pire dans l'immédiat».

Lors du congrès de Nantes (14-17 novembre 1938), trois textes sont proposés: ex-unitaires, Syndicats et Jouhaux. Après une rude bataille, Léon Jouhaux finit par l'emporter. La signature du fameux pacte germano-soviétique du 23 août 1939 n'entraîne pas de prise de position immédiate du Bureau confédéral et de la Commission administrative. Les ex-unitaires appellent toujours au soutien à l'URSS. Le PCF, quoique surpris, refuse de condamner le pacte. Daladier en profite pour interdire la presse communiste. La Vie Ouvrière sera donc pendant trois semaines, ipso facto, l'organe du PC. Les défections à cause du pacte ne seront que d'ordre individuel. La direction, contrôlée par le bureau de l'Internationale communiste de Bruxelles, sert les coudes.

À la CGT, la fracture est inévitable. Alors que la guerre est déclarée depuis le 3 septembre avec la mobilisation, Jouhaux sait que comme en août 1914, c'est de la survie de la CGT qu'il s'agit. L'entrée des Soviétiques en Pologne, qui n'est pas dénoncée par les communistes français, est la goutte d'eau. Le 18 septembre le Bureau confédéral déclare: «Il n'y a plus de collaboration possible avec ceux qui n'ont pas voulu ou pas pu condamner une telle attitude, brimant les principes de solidarité humaine qui sont l'honneur de notre mouvement ouvrier.» Déclaration reprise le 25 par la Commission administrative.

Cette déclaration est signée par l'ensemble des membres du Bureau et de la Commission non-communistes et qui ne sont pas sous les drapeaux. Le même jour, Benoît Frachon propose de son côté une motion adressant un salut à l'initiative soviétique pour avoir signé le pacte...

La scission se répercute à tous les niveaux, mais, le 19 novembre 1940, la CGT et la CFTC sont dissoutes. En octobre 1941, le régime auquel collabore René Belin, le dirigeant de la tendance Syndicats, promulgue la trop fameuse Charte du travail. Le 26 décembre 1942, Léon Jouhaux est arrêté. Le mouvement syndical entre dans la clandestinité.

(\*) Benoît Frachon est membre du Bureau politique de 1928 à 1970 et membre du Comité exécutif du Komintern de 1935 à 1943. Pierre Séward est membre du BP de 1932 à 1939 et membre du praesidium du CE du Komintern de 1925 à 1929. Julien Racamond est membre du Comité central .

## **1939 - Le point de vue de Churchill**

**L'homme d'État britannique juge avec sa sagacité légendaire les acteurs du drame qui se noue et de la tragédie qui se prépare.**

«Litvinov (\*), ce juif éminent, en butte à l'animosité des Allemands, fut rejeté comme un outil hors d'usage et, sans qu'on lui permît un mot d'explication,..., Molotov, peu connu en dehors de la Russie, devint commissaire du peuple aux Affaires étrangères, en liaison étroite avec Staline.... En fait il avait toujours été favorable à un accord avec Hitler...

Le renvoi de Litvinov marqua la fin d'une époque. Il indiquait que le Kremlin cessait d'avoir confiance dans un pacte de sécurité avec les puissances occidentales... Litvinov parti, c'était là une concession majeure faite aux prétentions de Hitler... Le 19 août 1939, Staline annonça au Politburo son intention de signer un pacte avec l'Allemagne... Nous possédons aujourd'hui les détails de cette transaction qu'il ne faudra jamais oublier...

Seul un régime de despotisme totalitaire, comme celui qui existait dans chacun des deux pays, était capable de supporter la réprobation qu'inspirait un acte aussi anormal. On se demande qui, de Hitler ou de Staline, avait le plus d'horreur pour le traité qui venait d'être conclu. Tous deux n'ignoraient pas qu'il ne s'agissait en l'occurrence que d'un expédient temporaire... La sinistre nouvelle éclata dans le monde comme une bombe... 22 mois seulement allaient s'écouler avant que Staline et les millions d'êtres qui composent la nation russe paient ce pacte d'un prix terrible. Quand un gouvernement est dépourvu de tout scrupule, il semble souvent obtenir par là de grands avantages et une grande liberté d'action.»

(\*) Maxime Litvinov (1876-1951), né dans une famille juive de Iaroslav, membre du parti bolchevik en 1903. Ministre des Affaires étrangères de 1930 à 1939. Participe à la conférence sur le désarmement à Genève en 1932. À la prise du pouvoir d'Hitler, il obtient la reconnaissance de l'URSS par les États-Unis. En mars 1939, il est exclu du Comité central du PC d'Union soviétique. Preuve que dès cette époque Staline, foncièrement antisémite, ne supportait plus cette colombe liée à la lutte antifasciste et qui avait su passer à travers les purges de 1936-1938. Après l'invasion nazie en 1941, Litvinov est obligé de reprendre du service comme ambassadeur à Washington.

Winston Churchill: "La Deuxième guerre mondiale", tome premier: L'orage approche 1919-1939, pp. 374-399, Paris, Plon, 1965.

## **1941 - Une nouvelle volte-face des «ex-unitaires»**

**Après de multiples changements d'orientation et d'attitude en fonction des directives de Moscou, les adeptes du parti communiste dans la CGT finissent par entrer dans la Résistance. Il faut dire que l'Allemagne a attaqué l'URSS.**

En 1921, la scission de la SFIO est suivie de celle de la CGT que les communistes quittent en adoptant le nom paradoxal d'"unitaires". En 1936, Staline change de diplomatie et le PCF s'allie à la SFIO, entraînant une réunification de la CGT.

En 1939, changement à Moscou, suivi par le PCF et les "unitaires". Après juin 1941, Staline fait la guerre à Hitler et le PCF entre dans la Résistance. Les "unitaires" souhaitent revenir au sein de la CGT. C'est toujours la politique extérieure, parfois intérieure, de l'Union soviétique qui dicte.

Après l'interdiction du PCF le 26 septembre 1939, Benoît Frachon plonge dans la clandestinité et devient le patron du Parti communiste à Paris jusqu'au retour de Jacques Duclos. Il reste inconditionnellement fidèle aux directives de Moscou.

Il a fallu attendre le lendemain du 22 juin 1941 pour que les ex-unitaires entrent dans la résistance, même si, individuellement et en particulier chez les mineurs, certains militants ont résisté dès le printemps 1941.

Les ex-confédérés eux n'ont pas attendu. Le 15 novembre 1940, neuf dirigeants de la CGT et trois de la CFTC signent le "Manifeste des Douze", origine de la résistance syndicale. Un mois plus tard apparaît le mouvement Libération-Nord avec entre autres Albert Gazier, Christian Pineau et Louis Saillant. D'autres ex-confédérés se retrouvent dans Libération-Sud. En janvier 1941, Léon Jouhaux, qui sera déporté en avril 1943, fonde avec ses amis le Comité d'études syndicales et économiques.

Pour les ex-unitaires, une fois que l'ordre de résister est venu de Moscou, il s'agit de se raccrocher aux wagons de la résistance syndicale pour tenter une deuxième fois d'infiltrer le mouvement syndical. Mais, stalinien jusqu'au bout des ongles, le PCF clandestin publie un texte fin juillet, antidaté du 10 juillet, où il dénonce pêle-mêle Jouhaux, Blum, Reynaud, Daladier, Laval et Doriot !

Déjà largement engagé dans une très difficile résistance, les ex-confédérés ne refusent pas en 1942-1943 l'aide des anciens unitaires. C'est bien évidemment l'âme de Moscou dans le syndicalisme français qui s'en occupera: Benoît Frachon.

## **1940-1941 - LA CGT DANS LA TOURMENTE**

**Avec la défaite et l'arrivée au pouvoir du maréchal Pétain, un nouveau régime est instauré qui met en œuvre un système corporatiste.**

Depuis la fin de la Première guerre mondiale, la CGT a dû spécialement défendre son indépendance contre l'intrusion du politique dans le monde syndical. Avec la débâcle de mai 1940, la Confédération doit affronter en priorité la volonté de mainmise de l'État et du patronat sur le mouvement ouvrier.

Le 3 septembre 1939, la France entre en guerre contre l'Allemagne hitlérienne. Deux semaines plus tard, les communistes sont exclus de la CGT. En outre, la majorité des adhérents de la CGT sont sous les drapeaux, mobilisés sur le front dans cette «drôle de guerre» qui va durer jusqu'en mai 1940. Les effectifs fondent. La Métallurgie, forte de 800 000 syndiqués en 1937, n'a plus que 30 000 adhérents. Avec la débâcle, le Bureau confédéral quitte Paris pour Bordeaux.

Le 22 juin 1940, Pétain signe l'armistice à Rethondes et reçoit peu après les pleins pouvoirs de l'Assemblée nationale. On retrouve dans son premier cabinet un secrétaire confédéral de la CGT, René Belin, au poste de ministre de la Production industrielle et du Travail (\*). Mais cet apôtre du corporatisme à la sauce Pétain ne fait guère d'émules au sein de la Confédération.

Le 20 juillet, le Bureau confédéral se réunit à Toulouse. Il s'agit de serrer les coudes devant la tempête qui s'approche. Dès le 16 août, le gouvernement de collaboration publie une loi interdisant les confédérations syndicales. C'est le 9 novembre que Belin en personne signe le décret de dissolution de la CGT, de la CFTC et de la Confédération générale du patronat français. Onze mois s'écoulent avant que ne soit promulgué le statut que donne Vichy au syndicalisme.

La Charte du Travail du 4 octobre 1941 interdit les grèves et les lock-outs. Travailleurs et patronat doivent s'entendre, sous la férule de l'État qui contrôle désormais l'ensemble du monde du travail. Cette charte est un mélange mal ficelé de corporatisme à l'italienne et de catholicisme social. Elle ne pourra jamais fonctionner.

Dès le 15 novembre, la résistance syndicale se met en place. Trois membres de la CFTC et neuf confédérés - Capocci, Gazier, Pineau (Employés), Chevalme (Métaux), Jaccoud (Transports),

Lacoste, Neumeyer (Fonctionnaires), Saillant (Bois) et Vandeputte (Textile) - signent un manifeste. Celui-ci rappelle l'indépendance du syndicalisme et déclare: «Les féodalités économiques sont plus responsables de la défaite que n'importe quel homme politique, si taré soit-il.»

La plupart des signataires de ce manifeste rejoindront rapidement le mouvement de résistance «Libération-Nord». Quant aux Confédérés habitant en zone libre, ils rejoindront «Libération-Sud». Léon Jouhaux ne peut guère faire entendre sa voix. En novembre 1940, il est mis en résidence surveillée à Vals puis, en décembre 1941, à Evian. Un an plus tard, il est arrêté, puis déporté par les nazis en avril 1943.

L'occupation et l'instauration du régime de Vichy ont donc eu pour conséquence la disparition de la CGT. Si Belin et quelques brebis égarées ont rejoint Pétain, la CGT continue pourtant à exister. Elle vit désormais dans la difficile et dangereuse clandestinité résistante.

(\*) En poste jusqu'au 18 avril 1942.

## **1942-1943 - LA RÉSISTANCE SYNDICALE**

**Face à l'occupation nazie, la nécessité de l'unification de la résistance devient un impératif. Le mouvement syndical n'y échappe pas. Ex-confédérés et ex-unitaires se retrouvent donc en avril 1943. Mais derrière les accords du Perreux, la méfiance est de règle.**

Le 15 novembre 1940, trois dirigeants de la CFTC et neuf confédérés signent le "Manifeste des Douze", début de la résistance syndicale. Les signataires, qui vivent encore dans la légalité, réaffirment la mission purement économique et sociale du syndicalisme, l'indépendance vis-à-vis de l'État, la lutte contre l'antisémitisme et le pluralisme syndical. Les cadres ex-unitaires n'entrent en résistance qu'après l'invasion de l'URSS par Hitler, en juin 1941, mais avec une plus grande habitude de la clandestinité depuis l'interdiction du PCF en septembre 1939. En résidence surveillée depuis novembre 1940, Léon Jouhaux n'a pas encore les mains totalement liées. Après l'occupation de la zone Sud par les nazis en novembre 1942, il sera rapidement arrêté puis déporté, coupé de tous. Mais en 1941, il passe un accord secret avec le grand résistant Emmanuel d'Astier de la Vigerie pour que les confédérés entrent dans les mouvements de résistance Libération-Nord et Libération-Sud.

Les ex-unitaires, sur ordre de Moscou, sont appelés à prendre contact avec toutes les autres forces de la Résistance, dans un premier temps pour défendre l'URSS en clouant des divisions nazies en France, et, si le cours de la guerre est favorable au maître du Kremlin, envisager un noyautage généralisé au moment de la libération. À l'automne 1942, les ex-unitaires approchent les confédérés. Le 22 septembre, Léon Jouhaux accepte de rencontrer le communiste Sémat, ancien Secrétaire de la fédération des Métaux, en présence de Louis Saillant. Ce dernier, résistant infatigable, organise six mois plus tard une fédération clandestine CGT des PTT. On le retrouvera à Alger, représentant de la Confédération au GPRF (Groupement provisoire de la République française).

Le 17 avril 1943, Robert Bothereau et Louis Saillant rencontrent clandestinement au Perreux, dans la banlieue parisienne, les ex-unitaires Henri Raynaud et André Tollet. Sur cet accord, uniquement verbal et non ratifié, Léon Jouhaux s'est exprimé: «Lorsque l'unité devint la réalité souhaitée, je n'étais plus là, malheureusement. Mais je puis bien dire que je n'y fus pas étranger et qu'elle se réalisa dans le sens des accords passés avec mes camarades chargés d'en poursuivre la conclusion.»

Le nouveau Bureau confédéral est alors composé de cinq ex-confédérés et de trois ex-unitaires. Par rapport à la «réunification» de mars 1936, les communistes gagnent un siège au Bureau. Mais les ex-confédérés, échaudés par 1922-1936-1939-1941, restent vigilants, comme le prouve la lettre de Robert Bothereau à Benoît Frachon: « Ou je me trompe, ou bien je dois considérer que nous n'avons pas, dès le départ, envisagé sous le même angle le pourquoi de notre unité...».

## **1945 - LA LIBÉRATION: LA RÉSISTANCE OUVRIÈRE SE RÉALISE DANS LA SÉCURITÉ SOCIALE**

**Au lendemain de la guerre, une immense réforme met en place le système que nous connaissons aujourd'hui, du moins celui que FO veut préserver. Les Assurances sociales de la fin des années 1920 sont étendues et généralisées.**

### **1945 - Le projet des «confédérés»**

**Les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945 mettent en œuvre un système qui étend et perfectionne celui des assurances sociales.**

Avec un enthousiasme qui ne peut se mesurer qu'à l'horreur subie pendant plusieurs années, les artisans de la Libération sont à l'œuvre, en cette fin de Deuxième Guerre mondiale. Parmi leurs réalisations, l'une de celles que retiendra le plus l'Histoire est sans conteste la Sécurité sociale, que les ordonnances du 4 octobre 1945 mettent définitivement en place.

Définitivement? Les projets actuels méritent qu'on y regarde de plus près. Tout comme il faut regarder de plus près ce bel ensemble qui a présidé, dit-on, à la définition de l'institution qui, aujourd'hui encore, permet à la France d'être un pays où l'égalité n'est pas un vain mot.

Contrairement à ce qu'affirment différents hommes politiques, la Sécurité sociale n'est pas une réalisation du seul gouvernement de la Libération mais d'abord l'œuvre de militants syndicalistes, plus particulièrement celle de ces responsables de la CGT qu'on appelait «confédérés», pour les distinguer des «unitaires» qui étaient en train de coloniser la CGT pour le compte du Parti communiste.

C'est que la protection sociale des salariés est une longue histoire, dont les acteurs luttent depuis des décennies. Parmi eux, Georges Buisson, dirigeant de la vieille CGT d'avant-guerre et l'un de ses réorganisateur dans la clandestinité. En 1943, il rédige un projet particulièrement précis de Sécurité sociale. Il s'appuyait sur son expérience de délégué confédéral à la propagande, au moment de la discussion de la loi sur les Assurances sociales en 1929-1930. Militant syndical, réformiste convaincu, défenseur des Assurances sociales, il mesurait mieux que quiconque la portée de l'acquis et, en même temps, ses limites.

Son plan est complet : outre la gratuité complète des soins médicaux, il considère que la Sécurité sociale, en tant que création ouvrière, doit être gérée par les seuls travailleurs. Il propose en conséquence la gestion intégrale par les assurés, sans intervention de l'État. Il propose également la couverture de l'ensemble des risques (vieillesse, maladie, famille) par une caisse unique.

Signe des temps, le projet Buisson, soumis à l'Assemblée consultative d'Alger à la fin de 1943, fut rejeté. La mention d'un «plan complet de Sécurité sociale» fut certes intégrée au programme du Conseil national de la résistance, ce qui était une avancée importante pour les militants syndicaux, mais la gestion de cette Sécurité sociale était définie comme «appartenant aux représentants des intéressés et de l'État». La dangereuse et extensible notion de tutelle venait de faire son apparition.

Les syndicalistes poursuivent cependant leur combat. Certes, à l'automne 1944, une délégation de la CGT essaie vainement de convaincre le général de Gaulle, président du gouvernement provisoire, de la justesse d'un plan détaillé de Sécurité sociale du type du projet Buisson. Mais, quand la discussion commence à l'Assemblée en juin 1945, le fait est acquis: la Sécurité sociale verra le jour. Les salariés, leurs familles, le mouvement syndical viennent de remporter une victoire considérable, bien plus étendue que les Assurances sociales, avant même que les modalités d'application ne soient précisément définies.

Les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945 reconnaissent le droit des salariés à gérer leurs propres cotisations. Les aspects immédiats vont bouleverser la vie quotidienne de millions de travailleurs, avec la couverture du risque maladie, du risque vieillesse et les allocations familiales, tous risques gérés de manière uniforme sur l'ensemble du territoire et pour l'ensemble des professions, à quelques exceptions près (les régimes dits «particuliers»). Cet acquis ouvrier de la Sécurité sociale s'inscrit comme une modification positive et durable pour l'ensemble de la population. Ainsi, par exemple, le suivi médical de la femme enceinte et du nourrisson, lié au versement des prestations familiales, va pratiquement éradiquer la mortalité infantile en France. Outre ces aspects, qui sont loin d'être négligeables, c'est l'existence même du monde du travail, donc du mouvement syndical et son rôle qui sont reconnus, non seulement de fait mais dans les textes. Les travailleurs ont le droit de s'organiser, le droit de cotiser et de gérer leurs cotisations par le biais de l'organisation syndicale.

C'est le même mouvement d'un réformisme conquérant qui trouvera son expression avec la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives et la liberté de négocier les salaires et les conditions de travail. Création des militants de la vieille CGT, la Sécurité sociale est à la fois le modèle et le symbole du syndicalisme.

Est-ce à dire que les ordonnances de 1945 sont parfaites? Aucun texte ne peut jamais l'être, et l'existence de la tutelle gouvernementale comme la place réservée aux employeurs dans les Conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale - à la différence du projet Buisson - vont constituer de réels problèmes. L'essentiel n'est cependant pas là, mais dans l'inscription de l'action syndicale au quotidien pour des millions de personnes.

### **LA CAISSE UNIQUE REFUSÉE**

Une autre limite est imposée aux ambitions du projet Buisson: il n'y aura pas une caisse unique de Sécurité sociale regroupant l'assurance-maladie, l'assurance-vieillesse et les allocations familiales. Contre cette solidarité «par construction» entre les générations, des forces politiques se manifestent, opérant des rapprochements paradoxaux, au moins en apparence.

L'une de ces forces est le Parti communiste qui, par ses dirigeants - les uns au gouvernement de l'époque, comme Maurice Thorez ou Ambroise Croizat, les autres infiltrant les sommets de la CGT, comme Benoît Frachon et Henri Raynaud - va chercher à déstabiliser le mouvement syndical, en limitant son audience comme en combattant ses réalisations.

Une autre force est le Mouvement républicain populaire, de tendance démocrate-chrétienne, qui s'efforce de créer, à l'encontre de la caisse unique de Sécurité sociale, des caisses d'allocations familiales, autonomes par rapport à la Sécurité sociale proprement dite. Cette exigence est relayée par le Parti communiste, qui participe lui aussi au gouvernement tripartite. Ambroise Croizat, ministre PCF du Travail et présenté par d'aucuns comme le père de la Sécurité sociale, commence par diminuer des deux tiers à la moitié la proportion des représentants salariés dans les Conseils d'administration des caisses d'allocations familiales.

Ensuite, Henri Raynaud, éminent responsable PCF, entre en scène. Lui qui a combattu avec véhémence les Assurances sociales des années 30, qualifiées par lui de «social-fascistes», présidait à l'époque la Fédération nationale des Organismes de Sécurité sociale. Il se prononce en décembre 1946 pour l'autonomie administrative et financière des allocations familiales vis-à-vis de la Sécurité sociale. Forts de cette importante prise de position, les pouvoirs publics mettent en place cette autonomie en créant l'Union nationale des Caisses d'allocations familiales, qui va durer jusqu'aux ordonnances de 1967. Cette création tend à séparer chacune des branches de la Sécu (maladie, vieillesse, famille) et préfigure toutes les tentatives d'éclatement de la Sécu.

Georges Buisson combattait pour les Assurances sociales, Henri Raynaud les refusait. Georges Buisson préconisait une caisse unique de Sécurité sociale, Henri Raynaud organisait l'éclatement de celle-ci. Georges Buisson était un militant responsable de la tendance confédérée; en tant que tel, il refusait la subordination du mouvement syndical aux partis politiques.

Cinquante ans après, la Sécu a certes évolué. Elle est aussi soumise à des pressions et des menaces, mais qui peut dire que l'indépendance des syndicalistes qui y défendent les intérêts des salariés soit une nécessité d'un autre temps? Sur ce plan-là au moins, rien n'a changé, ni depuis 1945, ni depuis 1895, quand la CGT se fondait sur le principe de l'indépendance.

## **1945 - Georges Buisson (1878-1946)**

### **Le véritable «inventeur» de la Sécurité sociale.**

Dès 1908, Georges Buisson est élu Secrétaire adjoint de la Fédération nationale des Employés, après avoir été responsable de la Chambre syndicale des Employés. Il est l'un des principaux animateurs de la Fédération jusqu'en décembre 1929, date à laquelle il est remplacé par Capocci. C'est l'année où le Congrès confédéral l'élit Secrétaire adjoint de la CGT.

Spécialiste des Assurances sociales, rapporteur sur cette question au congrès confédéral de septembre 1929, auteur de l'ouvrage «Les Assurances sociales et leurs adversaires», il devient délégué confédéral à la propagande.

Avec l'unification de 1936, il est toujours membre du Bureau confédéral et Secrétaire adjoint. Tout naturellement, en 1939, il refuse le pacte germano-soviétique et ses conséquences dans le mouvement syndical ; il refuse également la soumission à Vichy. Réorganisant la CGT, il part clandestinement pour Londres et il est en contact permanent avec Léon Jouhaux.

À la Libération, il est toujours Secrétaire de la CGT. Il décède le 31 janvier 1946. Quelques mois auparavant, les ordonnances d'octobre 1945 avaient couronné de succès une grande partie de son combat pour la protection sociale collective.

## **1945 - Ceux qui s'opposaient à la Sécu**

### **Patronat, mutualistes et milieux catholiques n'admettaient pas l'unicité des caisses.**

Dans son numéro du 26 juillet 1945, Résistance ouvrière, qui était sorti de la clandestinité mais n'avait pas encore pris le nom de Force Ouvrière, annonçait le rapport sur la Sécurité sociale dont était chargé Georges Buisson.

L'Assemblée consultative devait examiner le projet qui, déjà, subissait bien des attaques:

«On sait que ce plan [...] joignait à la gestion des risques couverts par le régime actuel des assurances sociales, la réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que le service des allocations familiales. Or le gouvernement, cédant à la pression conjuguée des caisses patronales de compensation et des associations familiales, a accepté de différer l'intégration des allocations familiales dans l'ensemble de la Sécurité sociale. [...] Quant au principe de la caisse unique, il rencontre l'opposition active des mutualistes, des organisations patronales créatrices des caisses interprofessionnelles, des syndicats chrétiens et des milieux catholiques, défenseurs acharnés du principe de la pluralité des caisses.[...]»

Bref, nous voici revenus à la situation que nous avons connue il y a vingt ans, lorsque les pires manœuvres et les plus insidieux moyens se donnaient libre cours pour empêcher le vote de la première loi qui devait instituer en France les assurances sociales.»

## **1945 - LA FONDATION DE L'HEBDOMADAIRE FORCE OUVRIÈRE**

### **Les débuts du journal qui devait donner son nom à la confédération créée pour préserver l'indépendance syndicale.**

Créé dans la clandestinité en 1943, Résistance ouvrière reparait le 29 novembre 1944. Les «amis de Jouhaux» - qui ne reviendra de déportation qu'en mai de l'année suivante - se regroupent autour de Robert Bothereau. Ils animent l'hebdomadaire. Le journal devient rapidement un espace d'expression ouvert à tous. Il se veut alors unitaire: «Nous pouvons avoir des divergences de doctrine, de méthode et d'idéal avec d'autres camarades. Nous respectons toutes les opinions (...) On ne créera pas l'Unité française sans l'Unité ouvrière.» La générosité de cette proclamation, au lendemain de la guerre, se heurte pourtant rapidement à la réalité, de jour en jour plus évidente, de la stratégie de noyautage de tous les rouages de l'appareil syndical.

«La machine à broyer communiste était en marche et le bureau de Bothereau était devenu le bureau des pleurs de tous ceux qui perdaient leur syndicat» se souvient André Viot . Résistance ouvrière publie les lettres de nombreux militants: «l'unité proclamée par les unitaires avait un but: masquer la parenté avec le PC et donc dissimuler le sens de la bataille» écrit ainsi l'un d'eux en décembre 1945.

Le temps n'est plus à la résistance, mais à l'affirmation de la force de l'indépendance syndicale. «Hier résistance, aujourd'hui force» affirment les ex-confédérés. Force ouvrière succède ainsi, le 20 décembre 1945, à Résistance ouvrière.

Jusque vers le milieu de 1946, Force ouvrière permet à tous ceux qui ne se résignent pas à laisser la CGT aux mains des ex-unitaires d'exprimer leurs positions. Il faut attendre le mois de septembre

pour que Bothereau, Bouzanquet, Neumeyer, Delamare, Cappoci, Sidro et bien d'autres, franchissent le pas en créant des groupes "Les Amis de FO", qui, dans un premier temps, se contentent de distribuer le journal et d'organiser des conférences. Mais, assez rapidement, une véritable structure se met en place avec un groupe central FO, dont les responsables sont investis de fonctions au sein de la Confédération et dans les fédérations.

Une nouvelle étape est franchie avec la délivrance des cartes "Amis de FO" et la perception de cotisations. Force ouvrière dresse alors chaque semaine le bilan des manœuvres des ex-unitaires. C'est ainsi que, quelques mois plus tard.

**André Viot témoigne :**

**«Hier Résistance, aujourd'hui Force»**

**Engagé en Afrique du Nord dès 1942 dans la division Leclerc, André Viot, de retour à Paris peu après la libération de la capitale, dirige la rédaction du Peuple et participe activement à la création de Force ouvrière dont il sera le premier rédacteur en chef. Peu de temps après sa disparition, il avait accordé une interview à FO Hebdo.**

FO Hebdo: Comment es-tu devenu rédacteur en chef du Peuple?

André Viot: Après la libération de Paris, j'ai été affecté au ministère du Travail. Un jour, en sortant du ministère, j'ai rencontré Albert Bouzanquet, le directeur du Peuple, qui faisait partie d'une délégation qui allait voir le ministre, Ambroise Croizat. à cette époque, les choses allaient très vite. Il m'a dit: «j'ai besoin de toi, je cherche un rédacteur en chef». Le lendemain, je suis allé à la CGT où l'on m'a dit: «le général n'est pas encore rentré (c'est ainsi que l'on surnommait Léon Jouhaux) mais je vais te présenter celui qui le remplace.»

C'est ainsi que j'ai fait la connaissance de Robert Bothereau. L'entrevue a duré cinq minutes, il m'a dit: «mets-toi au boulot, je te reverrai dans quinze jours». Je me suis donc installé au 56, rue Jean-Jacques Rousseau où se trouvaient les bureaux du Peuple, et j'ai commencé par tout faire, des éditoriaux à la mise en page.

FO Hebdo: As-tu alors des contacts avec la rédaction de Résistance ouvrière?

André Viot: Plus que des contacts! La rédaction de Résistance ouvrière était dans le même immeuble, à l'étage au-dessus.

Au fil des semaines, il apparaissait de plus en plus évident que les ex-unitaires voulaient imposer une seule ligne éditoriale au Peuple: la leur. Cela devenait de plus en plus intenable, mais il faut comprendre le climat de l'époque. Nous étions encore dans la période d'euphorie de l'immédiat

après-guerre et rares étaient ceux qui voulaient regarder en face la réalité: celle de la prise de pouvoir des communistes à tous les niveaux de la CGT. Résistance ouvrière était dirigée par Albert Boudou, un ancien métallo.

FO Hebdo: Comment et pourquoi Résistance ouvrière s'est mué en Force ouvrière?

André Viot: La machine à broyer communiste était en marche et le bureau de Bothereau était devenu le bureau des pleurs de tous ceux qui perdaient leur syndicat, leur union départementale ou leur fédération. Ils venaient lui expliquer comment les ex-unitaires les avaient mis sur la touche. Nous étions de plus en plus nombreux à voir enfin clair, mais nous ne savions pas comment faire face. Au printemps 1945, les événements se sont accélérés. Certains camarades ont commencé à quitter la CGT pour créer des syndicats autonomes en expliquant qu'ils ne pouvaient plus continuer dans ces conditions. Il fallait réagir.

C'est également à cette époque que Jouhaux est rentré d'Allemagne. Après avoir été si longtemps coupé du monde, il avait une vision en partie fautive des réalités syndicales de l'époque. Il me disait toujours quand je lui parlais de l'emprise grandissante des communistes: «tout le monde me dit la même chose, mais personne ne me propose de solution!» Jouhaux n'était pas scissionniste, mais il n'était également pas unitaire à tous crins. Il aurait voulu qu'on lui donne une baguette magique pour s'en sortir sans perdre l'acquis matériel et moral énorme que représentait la CGT. Son retour a retardé la rupture entre les ex-confédérés et les ex-unitaires.

Nous devions pourtant réagir avant d'être laminés par les communistes. Nous avons donc cherché à constituer un point d'appui et de rassemblement à l'intérieur de la confédération: une structure sur laquelle on pourrait s'appuyer, le cas échéant, le moment venu. On s'est alors dit que pour mener une action cohérente et suffisamment forte, il fallait changer le titre de Résistance ouvrière. Lors d'une réunion, j'ai expliqué que l'époque n'était plus à la résistance mais à l'attaque, et j'ai inventé le slogan: «hier résistance, aujourd'hui force». Il a fait recette et nous avons ainsi tiré, le 20 décembre 1945, le premier numéro à 100 000 exemplaires.

Le but était de créer une force à l'intérieur, mais pas une scission...

On n'en avait pas vraiment conscience, mais c'était en fait inexorable. Un jour quelqu'un m'a dit: «si vous continuez comme ça, vous allez dehors»...

## **1947-1948 - LA FONDATION DE LA CGT-FORCE OUVRIÈRE**

**Dans l'après-guerre mouvementé, le parti communiste a réussi à prendre le contrôle de la CGT. Les militants qui veulent préserver l'indépendance syndicale vis-à-vis des partis, du gouvernement et du patronat se regroupent et bâtissent une nouvelle confédération.**

### **1947-1948 - De la scission à la construction**

**Le film des événements, de la démission de Léon Jouhaux et de ses amis du Bureau confédéral de la CGT au congrès constitutif de FO.**

Le 19 décembre 1947, Léon Jouhaux et ses amis démissionnaient du bureau confédéral de la CGT. Cette fracture dans l'organisation n'est pas une rupture avec la tradition syndicale française. Au

contraire, elle s'inscrit dans l'historique volonté d'indépendance des syndicats par rapport aux partis politiques et à l'État. Volonté née il y a plus d'un siècle et qui perdure aujourd'hui avec la CGT-FO.

Blanquistes, guesdistes, puis socialistes et communistes, auraient bien aimé faire des syndicats leurs courroies de transmission au sein du monde du travail. Jusqu'à la Seconde guerre mondiale, toutes ces tentatives ont échoué. Mais le PCF allait utiliser l'essence même de cette guerre pour faire main basse sur la CGT. En effet, face à la violence de la barbarie nazie l'unité antifasciste est stratégiquement et tactiquement incontournable. Churchill lui-même, qui parlant de Staline disait: «Il est homme à vous voler un kopek au fond de votre poche sans que vous ne vous en rendiez compte», a été le premier à soutenir militairement l'URSS dès juillet 1941.

Au niveau syndical, les Confédérés acceptent de passer les accords verbaux du Perreux avec les ex-Unitaires en avril 1943. La lutte contre l'occupant passe par l'unité syndicale. Mais les communistes ont des arrière-pensées: noyauter les organisations syndicales pour être en position de force à la libération, comme le souhaite Staline, qui veut maintenir et agrandir son empire. D'ailleurs Robert Bothereau, à la libération, écrivait à Benoît Frachon: «Ou je me trompe, ou bien je dois considérer que nous n'avons pas, dès le départ, envisagé sous le même angle le pourquoi de notre unité» (1). Les Confédérés ne sont pas des naïfs. Dès 1943, ils lancent clandestinement le journal Résistance Ouvrière, qui reparait légalement, le 29 novembre 1944.

## **LE PARTI COMMUNISTE STALINISE LA CGT**

À la libération, Staline transforme sa théorie du «socialisme dans un seul pays» en celle du «socialisme dans un seul bloc». Il décide donc de "soviétiser" par la force l'Europe centrale et orientale occupée par l'Armée rouge. Quant à la France, l'Italie et la Grèce, elles doivent rester dans le camp occidental, mais les partis communistes ont ordre de rester assez puissants pour faire pression sur leurs gouvernements selon les desiderata de la politique étrangère soviétique, et éventuellement pour que la puissance des États-Unis ne soit pas hégémonique...

Le PCF entre donc au gouvernement, se lance dans «la bataille de la production» et combat toute revendication ouvrière, déclarant même: «La grève, c'est l'arme des trusts». Les anciens Confédérés, ayant une vieille expérience des pratiques communistes, ne s'en laissent pas compter. Le 20 décembre 1945, ils transforment l'hebdomadaire Résistance Ouvrière, dirigé par Albert Boudu, en Force Ouvrière.

### **«HIER RÉSISTANCE, AUJOURD'HUI FORCE»**

André Viot, qui prend alors en main le journal, témoigne: «La machine à broyer communiste était en marche et le bureau de Bothereau était devenu le bureau des pleurs de tous ceux qui perdaient leur syndicat, leur union départementale ou leur fédération. Ils venaient lui exposer comment les ex-unitaires les avaient mis sur la touche. Nous étions de plus en plus nombreux à voir enfin clair... Nous devons pourtant réagir avant d'être laminés par les communistes... Il fallait [donc] changer le titre de Résistance Ouvrière. J'ai expliqué que l'époque n'était plus à la résistance mais à l'attaque, et j'ai inventé le slogan: «hier résistance, aujourd'hui force»... Le but était de créer une force à l'intérieur, mais pas une scission». En effet, Léon Jouhaux est contre une scission car il pense que, comme en 1936, l'influence communiste va retomber. Enfin, il craint qu'un départ précipité ne s'avère un désastre au niveau de l'intendance.

En septembre 1946, alors que les communistes contrôlent près de 80% de la CGT, Bothereau, Bouzanquet, Neumeyer, Delamare, Capocci, et Sidro fondent des groupes: "Les Amis de FO" qui,

dans un premier temps, distribuent le journal et donnent des conférences. Ainsi, assez rapidement, une véritable structure se met en place avec un groupe central FO dont les responsables sont investis de fonctions au sein de la Confédération et dans les fédérations. Enfin des cartes "Les Amis de FO" sont délivrées et des cotisations perçues.

C'est l'offensive du Kremlin en 1947 et les débuts de la guerre froide qui vont précipiter le départ de ceux qui veulent l'indépendance syndicale et non une CGT stalinisée. à l'Est, il n'y a plus que la Tchécoslovaquie qui résiste encore. Les Américains ripostent en lançant la doctrine Truman en mars 1947. Le 8 mai, les ministres communistes sont chassés du gouvernement.

Le 5 juin, Washington lance le plan Marshall. Trois semaines plus tard, Staline refuse ce plan. Le PC et la partie de la CGT qu'il contrôle, lui emboîtent le pas sans état d'âme. Le 3 juillet, le journal Force Ouvrière écrit: «Dans les pays qu'ils gouvernent par l'intermédiaire des communistes, les Russes s'efforcent de supprimer toute liberté d'opinion et d'empêcher les contacts avec l'Europe occidentale. Ainsi la Russie refuse le plan Marshall.»

Le 24 juillet, Léon Jouhaux annonce dans le même journal: «Le plan Marshall peut offrir une base positive à la reconstruction d'une Europe unie.» Mais minoritaires, "les Amis de FO" ne peuvent empêcher le Comité confédéral national des 12-13 novembre de rejeter ledit plan . Par ailleurs, le PCF lance la CGT dans une série de grèves, dans le but réel d'imposer son retour au gouvernement et de faire prendre une orientation pro-soviétique à la diplomatie française. Devant l'échec de ces grèves politiques, l'ordre de reprise du travail est donné le 9 décembre.

Les militants qui s'étaient violemment opposés aux communistes dans les entreprises, commencent à quitter la Confédération et à créer des syndicats autonomes. Méhudin, de la fédération des cheminots, déclare: «Il est impossible de lutter efficacement à l'intérieur d'un mouvement organisé et contrôlé par le mouvement communiste.»

Avec tous ces départs, le groupe Force Ouvrière ne se sent pas assez fort pour réussir une contre-offensive interne. Il faut donc partir. Force Ouvrière, daté du 25 décembre 1947, raconte ce départ: «Les membres minoritaires de la Confédération Générale du Travail, groupés sous l'égide de "Force Ouvrière", ont, au cours d'une conférence nationale réunie à Paris les 18 et 19 décembre 1947, décidé de demander aux camarades Léon Jouhaux, Robert Bothereau, Albert Bouzanquet, Pierre Neumeyer, Georges Delamarre de démissionner du Bureau confédéral. En militants disciplinés, ils ont remis leur démission vendredi après-midi (2) au deuxième Secrétaire général de la CGT, Benoît Frachon.» Et Robert Bothereau d'expliquer la philosophie de ce départ: «Nous n'avons pas accepté le rôle d'otages que l'on voulait nous assigner. "La CGT continue", ont dit ceux qui se sont installés à son siège. Nous qui avons dû en partir, nous disons: "Nous continuons la CGT"»(3).

Les communistes étant restés maîtres de l'immeuble de la rue Lafayette, de la trésorerie, de l'appareil administratif et des archives, c'est à partir de rien que Jouhaux et Bothereau ont dû reconstruire l'héritière de la CGT de la charte d'Amiens. Les 12 et 13 avril 1948, se tenait le congrès constitutif de la CGT-FO.

### **«NOUS CONTINUONS LA CGT»**

Il fallait certes une bonne dose de courage et une vision claire de ce qu'est réellement le syndicalisme pour «continuer la CGT» dans les circonstances de 1947. Mais, après un long et patient travail syndical d'implantation, de conquêtes sociales, après la chute du mur de Berlin,

quarante-sept ans plus tard, le grand mouvement revendicatif d'aujourd'hui, impulsé par FO, montre que les tenants de l'indépendance syndicale avaient raison face à un syndicalisme asservi.

(1) Le Peuple, 4 août 1945.

(2) Le 19 décembre 1947.

(3) FO, 25 décembre 1947.

## **1947-1948 - L'influence des partis communistes: une parenthèse dans l'histoire**

**La mainmise des partisans de Moscou sur les organisations du mouvement ouvrier constitue une anomalie à laquelle la chute du Mur de Berlin a commencé à mettre fin.**

Pour Lénine, «en aucun cas les syndicats ne sont capables de se suffire à eux-mêmes... Les syndicats doivent être l'école primaire du communisme». Armés des théories marxistes, remodelées par les tataro-géorgiens du Kremlin, les envoyés de l'URSS pensaient conquérir le monde pour l'éternité. Au congrès de Tours en 1920, le Parti socialiste se transforme en Parti communiste, conduisant la minorité à créer un nouveau parti. Le PC tente alors le même coup à la CGT. Mais là, il se heurte à la solide tradition d'indépendance syndicale, affichée en 1906 avec la charte d'Amiens. En décembre 1921, les communistes quittent la CGT et fondent la CGT-U, brisant l'unité syndicale. En 1936, ils reviennent à la "vieille maison" d'où ils seront cette fois chassés en 1939, après avoir soutenu l'accord germano-soviétique. En 1943, face à l'occupant, la CGT se réunifie pour la deuxième fois.

Fort du passage de huit pays de l'Europe de l'Est dans le giron soviétique, le Parti communiste français pense que cette fois il pourra faire main basse sur la CGT. Mais le rapt échoue en partie. En effet, les héritiers de près de deux siècles de tradition ouvrière gardent l'essentiel, l'âme de la CGT, en fondant la CGT-FO. Privée de cette âme, la CGT va devenir, jusqu'à la caricature, la courroie de transmission du PCF. Idem au plan international.

## **LES CHARS DE BUDAPEST, DE PRAGUE ET DE VARSOVIE**

Après avoir fait main basse sur la Fédération Syndicale Mondiale (FSM), les communistes ne peuvent empêcher la fondation de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) en 1949. Quant au régime radieux du communisme, il ne tient en Europe que par les chars dans les rues de Budapest, de Prague et de Varsovie. En effet, le colosse est fragile. En moins de deux ans, à partir de la chute du mur de Berlin en 1989, l'édifice s'écroule, entraînant avec lui la FSM qui ne peut plus compter sur les adhérents obligatoires des démocraties populaires.

Ouverte au début des années vingt, la parenthèse totalitaire communiste se referme donc à la fin des années quatre-vingts. La fin de cet accident de l'Histoire prive le PCF de sa boussole et, du même coup, enlève à la CGT sa doctrine, puisqu'elle a été conditionnée pour adhérer à un "projet de société".

Les débats, réels ou illusoire, qui traversent la centrale de Montreuil ne peuvent masquer l'essentiel: la lutte qui s'y déroule n'est qu'une diffraction de celle qui se mène place du Colonel Fabien, où la question cruciale est celle de la survie, qui se traduit dans la CGT par «Qui sera notre nouveau maître?». La puissance acquise permet certes de retarder un déclin commencé à Moscou, mais le PCF hégémonique et totalitaire dans le monde ouvrier français ne renaîtra plus tel que l'ont

connu les fondateurs de la CGT-FO, ceux qui, en préservant son indépendance, ont garanti l'avenir du syndicalisme.

## **1947-1948 - L'homme révolté**

**En magnifiant une attitude d'éternelle résistance à toute oppression, Albert Camus dresse, dans ce passage de "l'homme révolté", un portrait dans lequel beaucoup se reconnaîtront, en tout cas ceux qui, fidèles à une certaine idée de l'Homme, s'engagent pour que les opprimés conquièrent leur propre dignité.**

Si un groupement humain est capable d'organiser le combat contre les abus de tous les régimes, quels que soient leurs idéaux - ou leurs prétentions - de justice et de liberté, c'est bien le syndicat indépendant des partis, des églises, des États. Camus est certes le fameux philosophe et écrivain qui résista, contrairement à Sartre, à un pesant conformisme intellectuel. Mais, avant de faire partie de la rédaction de Combat, il a aussi écrit dans Force Ouvrière, dans l'immédiat après-guerre. N'y a-t-il pas là le signe d'une certaine permanence de l'Histoire?

«Qu'est-ce qu'un homme révolté? Un homme qui dit non. Mais s'il refuse, il ne renonce pas: c'est aussi un homme qui dit oui, dès son premier mouvement. Un esclave, qui a reçu des ordres toute sa vie, juge soudain inacceptable un nouveau commandement. Quel est le contenu de ce «non»?

Il signifie, par exemple, «les choses ont trop duré», «jusque là oui, au delà non», «vous allez trop loin», et encore «il y a une limite que vous ne dépasserez pas». En somme, ce non affirme l'existence d'une frontière. On retrouve la même idée de limite dans ce sentiment du révolté que l'autre «exagère», qu'il étend son droit au delà d'une frontière à partir de laquelle un autre droit lui fait face et le limite. Ainsi, le mouvement de révolte s'appuie, en même temps, sur le refus catégorique d'une intrusion jugée intolérable et sur la certitude confuse d'un bon droit, plus exactement l'impression, chez le révolté, qu'il est «en droit de...». La révolte ne va pas sans le sentiment d'avoir soi-même, en quelque façon, et quelque part, raison. C'est en cela que l'esclave révolté dit à la fois oui et non. Il affirme, en même temps que la frontière, tout ce qu'il soupçonne et veut préserver en deçà de la frontière. Il démontre, avec entêtement, qu'il y a en lui quelque chose «qui vaut la peine de...», qui demande qu'on y prenne garde. D'une certaine manière, il oppose à l'ordre qui l'opprime une sorte de droit à ne pas être opprimé au delà de ce qu'il peut admettre.

En même temps que la répulsion à l'égard de l'intrus, il y a dans toute révolte une adhésion entière et instantanée de l'homme à une certaine part de lui-même. Il fait donc intervenir implicitement un jugement de valeur, et si peu gratuit, qu'il le maintient au milieu des périls. Jusque-là, il se taisait au moins, abandonné à ce désespoir où une condition, même si on la trouve injuste, est acceptée. Se taire, c'est laisser croire qu'on ne juge et ne désire rien, et, dans certains cas, c'est ne désirer rien en effet.

Le désespoir, comme l'absurde, juge et désire tout, en général, et rien, en particulier. Le silence le traduit bien. Mais à partir du moment où il parle, même en disant non, il désire et juge. Le révolté, au sens étymologique, fait volte-face. Il marchait sous le fouet du maître. Le voilà qui fait face.»

## **1947-1948 - Les nouvelles frontières de la bataille syndicale**

**Ce n'est pas parce que la politique étrangère de l'URSS n'interfère plus dans le mouvement syndical international que la liberté syndicale fleurit dans le monde entier. Il existait, en 1995, de nouvelles frontières à repousser.**

La désagrégation du bloc de l'Est n'a pas pour autant fait disparaître le communisme, tout en l'obligeant à se "reconvertir". De dangereux rapprochements rouge-brun ont lieu en Russie. Le Tadjikistan est toujours dirigé par une équipe brejnévienne qui massacre les opposants. Les néo-communistes, liés aux mafias, relèvent la tête en Hongrie, Pologne et Bulgarie. Ce couple diabolique pourrit littéralement l'économie de ces pays et les conflits sociaux ne sont pas loin de se régler à coup de nervis armés, comme aux Etats-Unis durant la grande dépression de 1929. Près d'un milliard et demi de personnes vivent encore sous des dictatures "nationales-communistes": les 1,2 milliard de Chinois qui n'ont vécu que deux mois le "printemps de Pékin" en 1989, les 72 millions de Vietnamiens, les 43 millions de Birmans, les 23 millions de Nord-Coréens, les 11 millions de Cubains et enfin, les 5 millions de Laotiens. Pour ce quart de l'humanité, toute liberté syndicale est proscrite.

Ailleurs, sans vivre sous la coupe du "mao-stalinisme", des millions de travailleurs du tiers monde n'ont que le droit de courber l'échine pour quelques roupies de sansonnet. Ces nouveaux esclaves, utilisés par les grands spécialistes des délocalisations, se recrutent par millions sur les trois continents. Des Philippines à la Malaisie, en passant par l'Inde, le Pakistan, le Moyen-Orient, l'Afrique dans sa quasi-totalité, et une partie de l'Amérique latine, hommes, femmes et enfants triment. Dès qu'ils osent redresser la tête, ils sont assassinés individuellement ou massacrés collectivement.

Si le syndicalisme indépendant a survécu à la tentative de mise au pas de Moscou, il doit aujourd'hui faire face à de nouveaux combats, différents mais tout aussi complexes: combattre pour des syndicats libres, là où le néo-communisme s'est allié avec les ultra-nationalistes et les mafieux, imposer le syndicalisme dans le tiers monde et le développer dans les dernières dictatures d'obéissance marxiste. Ce travail est énorme quand on sait qu'aux portes de l'Europe, en Turquie et au Maghreb, les syndicats, qui ont pourtant une longue tradition et une forte implantation, ont le plus grand mal à s'exprimer.

## **1945-1949 - D'UNE INTERNATIONALE À L'AUTRE**

**À la fin de la Seconde Guerre mondiale, le mouvement syndical mondial ressent le besoin de fonder une organisation internationale, la Fédération Syndicale Mondiale (FSM). Mais cette organisation unie ne survivra pas à la guerre froide. Face au noyautage communiste, de nombreux syndicats décident de créer la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL).**

Le 24 octobre 1945, la FSM est fondée à Paris sous l'impulsion des Trade Unions britanniques, du Congress of Industrial Organizations (CIO) américain et des syndicats soviétiques. Son premier président en est l'ancien confédéré Louis Saillant, qui anime une tendance "centriste" entre Jouhaux

et Frachon dans la CGT en 1946-1949. La FSM réunit la vieille Internationale d'Amsterdam créée en 1901 et l'Internationale Syndicale Rouge, fondée à Moscou en 1921.

Nous sommes encore dans l'atmosphère de l'entente entre alliés, vainqueurs des nazis. La FSM obtient donc un droit consultatif au sein du comité permanent du conseil économique et social de l'ONU. Dès 1946, avec les prodromes de la Guerre froide, trois tendances se dessinent au sein de la FSM: les communistes (syndicats russes, syndicats des pays en voie de satellisation et la majorité de la CGT), les travaillistes (syndicats anglais, scandinaves, suisses et du Bénélux) et un centre (le CIO américain, la minorité de la CGT, la CGT italienne et le CHU chinois). Dès le 1er février 1947, le leader de l'American Federation of Labor (AFL), Matthew Woll, déclare que la FSM est la nouvelle forme du Komintern.

Le 11 mars 1947, le président américain Truman annonce sa doctrine visant à combattre l'expansionnisme soviétique. Deux mois plus tard, les ministres communistes sont renvoyés du gouvernement français. Le 5 juin suivant, les Américains lancent le plan Marshall visant à reconstruire l'Europe par une aide massive. Le 29, Staline refuse cette aide. Les communistes du monde entier doivent lui emboîter le pas. Les dirigeants polonais, tchèques, roumains et bulgares le regrettent mais sont obligés d'obéir. Les communistes français de la CGT n'ont pas ces états d'âme. Au comité confédéral du 12-13 novembre 1947, ils refusent catégoriquement le plan Marshall.

Un mois plus tôt le Komintern renaissait sous le nom de Kominform. En revanche, la minorité de la CGT est pour le plan Marshall. Le journal Force Ouvrière écrit le 3 juillet 1947: «Dans les pays qu'ils gouvernent par l'intermédiaire des communistes, les Russes s'efforcent de supprimer toute liberté d'opinion, d'empêcher les contacts avec l'Europe occidentale... Ainsi la Russie refuse le plan Marshall». Quant à Léon Jouhaux, il écrit le 24 juillet: «Le plan Marshall peut offrir une base positive à la reconstruction d'une Europe unie.»

En mars 1948, les antisoviétiques de la FSM constituent le Comité Consultatif Syndical International (CCSI), qui prépare la construction d'une nouvelle internationale indépendante des communistes. Le 19 janvier 1949, Anglais, Américains et Hollandais quittent la FSM. En juin le CCSI décide de former une nouvelle organisation. Les Américains de l'AFL et du CIO acceptent d'en faire partie. La CISL naît donc le 7 décembre 1949, avec comme vice-président Léon Jouhaux, 46 millions d'adhérents et comme slogan: "Ni Staline, ni Standard Oil".

## **Le nouvel essor**

### **1950 - FO DANS L'ACTION POUR LA LOI SUR LES CONVENTIONS COLLECTIVES**

**FO avait à peine deux ans. Elle lançait la grève du 25 novembre 1949 pour «la libération des salaires dans le cadre des conventions collectives nationales établies par branches industrielles avec minimum garanti». Quelques mois après, le 11 février 1950, était promulguée la loi sur les conventions collectives. De l'affirmation de l'indépendance syndicale à l'action par la grève, puis à la concrétisation par la loi sur la liberté du contrat collectif, c'est presque tout un siècle de l'histoire du syndicalisme ouvrier qui s'est déroulé comme dans un mouvement accéléré.**

## 1950 - Le rendez-vous avec l'histoire

### **Le film des événements, de la grève lancée par FO en novembre 1949 pour les conventions collectives à la loi de février 1950 sur la liberté de négociier.**

Créées après la Première Guerre mondiale, les conventions collectives sont restées très longtemps marginales. Face à un patronat naturellement enclin à considérer que tout accord porte atteinte à la liberté du travail, la loi du 25 mars 1919 se contente de fixer un cadre très général. Les conventions collectives sont, tout au plus, un «contrat fixant les obligations réciproques des parties». On ne pouvait être moins contraignant.

Résultat: elles ont rapidement déperdi et ne couvrent que 4% des salariés en 1934. Il faut attendre le Front populaire et les accords de Matignon, en juin 1936, pour que le cadre légal se précise. Le nouveau texte législatif définit une procédure d'extension permettant au ministère du Travail de passer éventuellement outre aux possibles résistances patronales et syndicales. Les conventions étendues s'appliquent alors à tous les salariés d'une même branche d'activité, au niveau national ou local.

Les accords collectifs se multiplient: 4 500 sont signés dans les douze mois qui suivent les grèves de 1936. Le contenu de ces conventions est très varié et reflète les rapports de force. Ainsi, les salaires dans la métallurgie parisienne augmentent de 22% tandis que ceux des houillères, de 13,5% seulement.

Après la Seconde Guerre mondiale, les communistes sont au gouvernement et placent leurs militants aux postes clés de la CGT. La subordination de la démarche du syndicat aux intérêts du PCF, et l'alignement de ce dernier sur ceux de Moscou, engendrent des tensions de plus en plus vives avec ceux qui, au sein de la Confédération, restent fidèles au principe de l'indépendance syndicale. Oppositions exacerbées alors que le PCF s'engage dans la "bataille de la production" au nom de la reconstruction nationale.

Une nouvelle loi sur les conventions collectives est votée le 23 décembre 1946. Elle marque un véritable coup de barre interventionniste. Le texte subordonne obligatoirement l'entrée en vigueur de la convention à l'agrément du ministre du Travail et impose les accords de branche au niveau national (les conventions régionales ou locales n'étant plus que des "avenants"). Enfin, les salaires sont soustraits à la compétence des partenaires sociaux. L'échec est total: les négociations collectives sont au point mort entre 1947 et 1950.

L'inflation entraîne cependant une baisse dramatique du pouvoir d'achat et les difficultés de ravitaillement s'aggravent. Au sein de la CGT, Benoît Frachon et son entourage tentent de contenir un mécontentement grandissant en affirmant, au prix d'une stupéfiante contorsion dialectique que «la grève est l'arme des trusts».

Léon Jouhaux veut, pour sa part, répondre à l'explosion sociale qui se dessine en prônant une relance des négociations paritaires, patronat-syndicats, afin d'améliorer les conditions de vie. Il réaffirme ainsi le principe qu'il avait énoncé avant guerre selon lequel, les conventions collectives soustraient «la classe ouvrière à la dépendance abusive de l'arbitraire patronal». En vain.

Résultat prévisible, la grève éclate chez Renault, fin avril 1947, soutenue par des membres de la CGT qui refusent la mainmise communiste. Devant son ampleur, les communistes seront finalement contraints de prendre tardivement le train en marche. Ils seront, peu après, le 4 mai 1947, évincés du gouvernement. Ils changent, dès lors, totalement de discours et estiment légitimes les grèves qui

s'étendent à l'EDF, la SNCF, aux banques, dans les mines... C'est le dérapage: les manifestations violentes et les occupations de bâtiments publics se multiplient. Ce mouvement collectif de colère cesse aussi soudainement qu'il avait commencé, début décembre, sans substantielle augmentation des salaires. Tirant les conclusions qui s'imposent, Léon Jouhaux et ses amis démissionnent de la CGT pour créer la CGT-FO et rester fidèles aux principes fondateurs d'indépendance face à l'État et aux partis politiques.

Pour Force Ouvrière, il faut impérativement relancer les négociations conventionnelles qui ont été vidées de leur sens par la loi de 1946. Son Secrétaire général, Robert Bothereau, n'a de cesse de dénoncer le dirigisme des salaires par l'État. Force Ouvrière fait du rétablissement des contrats collectifs librement négociés sa priorité. Le succès de la grève interprofessionnelle du 25 novembre 1949, lancée par FO pour le rétablissement de cette liberté de négociation, sera décisif. Les pouvoirs publics cèdent.

La loi de 1950 permet enfin de se dégager du carcan étatique. L'agrément ministériel est aboli et la possibilité de négocier des clauses relatives aux salaires, qui va de pair avec le rétablissement de la liberté des prix pour les entreprises, est restaurée. Dans tous les secteurs, les négociations patronat-syndicats aboutissent rapidement à des accords. Cette généralisation engendre une certaine homogénéisation des conditions de travail et, grâce à l'augmentation des plus bas salaires, conduit à un certain tassement des écarts salariaux (entre les secteurs d'activité, les fonctions, mais également entre hommes et femmes).

Entre 1950 et 1971, 20 353 conventions et avenants sont signés.

## **1950 - La France en 1950**

### **Bref état des lieux économique et social, dans un pays dévasté qui va entamer sa reconstruction.**

Le pays sort exsangue de la Deuxième Guerre mondiale. Deux cent mille logements sont détruits, plus d'un million gravement endommagés. Trois pour cent de la population a disparu. Le niveau alimentaire de 1945 n'est qu'à 70% de celui de 1939. Entre juillet 1945 et janvier 1946, les prix de l'alimentation de base ont doublé. En décembre 1945, le rationnement du pain est rétabli. En juin 1947 la ration journalière de pain tombe à 200 grammes par jour contre 350 fin 1944. Le lait, le vin, le sucre et le chocolat sont toujours rationnés. Il faut attendre février 1949 pour que la carte du pain disparaisse. Un mois plus tard, le lait et le beurre sont enfin en vente libre, puis l'essence en novembre. C'est seulement en 1949 que l'économie française retrouve son niveau de 1929.

Malgré une continuelle dévaluation du franc et une inflation importante, l'aide du plan Marshall permet à la France de redémarrer timidement en 1950-1951. En août 1950, la ligne de chemin de fer Paris-Lyon est électrifiée; quinze constructeurs français d'automobiles produisent 350 000 véhicules dans l'année et le lancement de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier en avril 1951 jette les bases du futur marché commun.

Pourtant la vie reste dure pour les salariés. Le monde rural s'en sort mieux. Malgré deux mauvaises récoltes en 1946-1947, les prisonniers de guerre sont rentrés et les fermes tournent à plein régime. En revanche les travailleurs des villes vivent une période difficile. La banlieue de Paris est couverte d'une ceinture de bidonvilles qui ne disparaîtra qu'au milieu des années soixante.

## 1950 - Le paysage syndical

**Robert Bothereau, responsable de la CGT durant la Résistance, un des fondateurs de FO et son premier Secrétaire général, a défini ainsi la confédération qui vient de naître en 1948: «Révolutionnaire dans ses buts, réformiste dans ses méthodes, notre organisation est en filiation directe avec l'histoire du syndicalisme telle qu'elle est écrite dans les faits». Il donne sa dimension à l'action menée le 25 novembre 1949 par la toute jeune confédération pour obtenir gain de cause sur les conventions collectives: le 5 janvier 1950, dans le premier numéro de l'année de Force Ouvrière, il écrit un éditorial intitulé "À l'aube de 1950".**

«...1949 aura été pour nous une année de revendications pour la libération des salaires dans le cadre des conventions collectives. Si le résultat n'est pas inscrit aux éphémérides de 1949, il ne manquera pas de l'être aux premiers temps de l'année 1950, avec tout ce que cela suppose encore d'actions pour que de justes salaires prennent place dans les conventions. (...)

Action sur les prix, action sur les salaires, action pour les conventions collectives, tel aura été le triple aspect de la bataille menée cette année par la CGT-Force Ouvrière. Et cette bataille aura été conduite dans des conditions particulièrement difficiles, quasi seuls contre tous, pâles syndicalistes de FO acharnés à défendre également le droit à la vie des travailleurs et le droit à la liberté des individus et de l'organisation. Car tels paraissent être notre lot et notre vocation d'avoir le souci du mieux-être et de la liberté et de l'avoir à peu près seuls.

Le Cartel interconfédéral n'est plus ce qu'il était de par les pratiques fluctuantes de la CFTC et l'isolationnisme et le particularisme de la Confédération des Cadres. Pas plus actuellement qu'hier, les pouvoirs publics, de plus en plus perméables aux forces des congrégations économiques, ne conçoivent que, pour être, une démocratie doit être sociale. Quant à la CGT, qui fut dans le passé un haut sommet du monde du travail et son luisant espoir, elle vise au but, qui n'est pas le nôtre, de placer aux rênes du pouvoir un parti politique dont le génie moustachu ignore nos libertés occidentales.»

## 1950 - La perspective historique

**Robert Bothereau décrit la place de la grève 25 novembre 1949 dans la tradition de l'action syndicale, dans un article de Force Ouvrière, le 5 janvier 1950.**

«Depuis 1900, cinquante années d'effort au service des travailleurs, tel est le bilan d'un demi-siècle de syndicalisme que peut présenter, qu'a le droit de présenter la CGT-Force Ouvrière, héritière de la vieille CGT.

Révolutionnaire dans ses buts, réformiste dans ses méthodes, notre organisation est en filiation directe avec l'histoire du syndicalisme telle qu'elle est écrite dans les faits. Salaire, durée du travail, sécurité de l'emploi sous toutes ses formes sont les premiers thèmes de l'action revendicative et constructive. Ils n'ont pas changé.

Le syndicalisme ouvrier a toujours influencé le gouvernement, le législateur, le patron. Il a agi par la contrainte, par la persuasion, par sa capacité de réflexion et son apport d'imagination. Il a agi de l'une et l'autre manière selon que les circonstances l'y ont obligé ou le lui ont permis. Ainsi, par son indépendance, sa persévérance et son dynamisme, l'action syndicale a été le moteur du progrès social en France pendant ces cinquante ans passés.

Un bilan magnifique, quoi qu'on puisse dire, peut être dressé dont nous devons principalement extraire ceci:

- \* La loi sur le repos hebdomadaire (1906);
- \* La loi sur la libre disposition du salaire de la femme (1907);
- \* Les retraites ouvrières (1910-12);
- \* Le Code du travail (1910);
- \* Le ministère du Travail (1906);
- \* Les huit heures (1919); L'élargissement du droit syndical (1920);
- \* La réforme de l'enseignement technique (1925);
- \* Les assurances sociales (1928);
- \* Les allocations familiales (1932).
- \* Les 40 heures; les congés payés;
- \* Les conventions collectives;
- \* La procédure de conciliation et l'arbitrage;
- \* La prolongation de la scolarité (1936);
- \* Les délégués d'atelier (1938);
- \* La retraite des vieux.
- \* Les nationalisations (1936-45-46);
- \* Les comités d'entreprise (1945);
- \* Le Conseil économique (créé en 1928 et transformé en 1946).

Issues des revendications premières, du programme minimum de 1918 ou du plan de 1934, toutes ces réalisations sont les fruits récoltés par le syndicalisme confédéré et offerts à tous ceux que son action a laissés ignorants ou indifférents. Ils ont nourri eux aussi ceux qui ont suivi ou se sont simplement alignés.

Ils ont profité dans le passé, à la CGTU, dont le seul programme était la politique extérieure russe, ils profitent encore à ceux qui sont dans l'immeuble de la rue La Fayette, bâti par les promoteurs du syndicalisme indépendant et habité présentement par les leaders de la CGTU. Ceux qui ont contribué à ce puissant effort sont ou se retrouveront fatalement à la CGT-FO, porte-drapeau de la tradition ouvrière française et internationale.

Leurs héritiers marchent sur leurs traces. Tous ensemble, fiers de l'héritage et désireux de nous en montrer dignes, nous sommes la vieille CGT! »

## **1950 - Dans l'internationale syndicale**

**Moins d'un an après la victoire des Alliés, le monde se coupe en deux. Dès 1946, la guerre froide commande les relations internationales entre les États. Moscou dispose d'alliés dans tous les milieux.**

C'est Winston Churchill qui invente le terme de "rideau de fer" en mars 1946. À cette époque Moscou vient se frotter aux Occidentaux, en Iran, mais surtout en Grèce. Pour stopper l'expansionnisme soviétique, les Américains proclament la doctrine Truman en mars 1947. Son volet économique se traduit par le plan Marshall en juin 1947. Il s'agit d'aider à la reconstruction de l'Europe.

Le Kremlin et les communistes locaux refusent cette aide si précieuse. D'ailleurs dès octobre 1947, Staline ressuscite l'Internationale Communiste sous le nom de Kominform puis détruit la démocratie tchèque par le coup de Prague en février 1948. Mais il va essayer son premier échec lors du blocus de Berlin (juin 1948- mai 1949). Le pont aérien américain aura raison des Soviétiques.

La guerre froide est aussi économique. En janvier, Moscou fonde le Comecon, sorte de marché commun des démocraties populaires, empêchant tout rapprochement de l'Europe de l'Est avec le plan Marshall.

Sur le plan syndical, ceux qui refusent les diktats du Kremlin résistent à l'hégémonie de la FSM. En janvier 1949, les syndicalistes anglais, américains, hollandais et français avec FO quittent la Fédération Syndicale Mondiale (FSM). Ils participeront à la fondation de la Confédération Internationale des syndicats libres (CISL) en décembre 1949.

## **1950 - La loi sur les conventions collectives**

**La portée d'un texte qui, aujourd'hui encore, demeure la référence pour les négociations entre le patronat et les syndicats.**

La loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives est la suite logique de la création de la CGT-Force Ouvrière en avril 1948. Entre les deux dates, rien qu'un événement, mais qui change tout: la grève interprofessionnelle du 25 novembre 1949 lancée par FO pour «la libération des salaires dans le cadre des conventions collectives nationales industrielles avec minimum garanti.»

Résultat, cette loi officialise, au niveau législatif, l'indépendance syndicale face au pouvoir politique en prônant la fin de la tutelle étatique sur les salaires.

À la Libération, le Parti Communiste est au gouvernement. C'est l'époque des slogans comme «il faut gagner la bataille de la production», «la grève c'est l'arme des trusts»... Sous sa houlette, une nouvelle loi sur les conventions collectives est votée le 23 décembre 1946. L'indépendance syndicale y est fortement réduite. En effet, le texte subordonne obligatoirement l'entrée en vigueur de la convention collective à l'agrément du ministère du Travail et impose des accords de branche au niveau national, réduisant quasiment à néant les conventions régionales et locales. Et, surtout, les salaires sont soustraits à la compétence de la libre négociation patronat-syndicats. Les négociations collectives se retrouvent au point mort de 1947 à 1950.

Face au problème de ravitaillement et à cause de l'inflation, le pouvoir d'achat des travailleurs s'effondre. Cependant, les possibilités d'une bataille syndicale existent, comme le montre, par

exemple, la grève de 1947 chez Renault, soutenue par des membres de la CGT qui refusent l'emprise du Parti Communiste.

À la toute jeune Confédération Force Ouvrière, il devient évident qu'il faut absolument relancer les négociations. Pour Léon Jouhaux et Robert Bothereau, le rétablissement des contrats collectifs librement négociés devient la priorité. Ils réaffirment avec force le principe énoncé avant la guerre selon lequel les conventions collectives «soustraient la classe ouvrière à la dépendance abusive de l'arbitraire patronal». Pour obtenir satisfaction, FO lance la grève interprofessionnelle du 25 novembre 1949. Face au succès de cette journée, le pouvoir cède.

La loi du 11 février 1950 abolit l'agrément ministériel et rétablit la possibilité de négocier des clauses relatives aux salaires. Aussitôt, dans toutes les branches, des négociations syndicats-patronat aboutissent à des accords. Cette nouvelle généralisation des conventions collectives entraîne une meilleure homogénéisation des conditions de travail. Les salaires les plus bas sont augmentés. Les écarts salariaux entre les différents secteurs d'activité, entre hommes et femmes, tendent à se réduire.

Dans les vingt ans qui vont suivre la publication de cette loi au Journal Officiel, 20 353 conventions collectives et avenants sont signés.

## **1956 - BENOÎT FRACHON (CGT) SOUTIENT L'INVASION SOVIÉTIQUE EN HONGRIE**

**Alors que les peuples des «démocraties populaires» tentent de profiter de la prétendue déstalinisation pour secouer le joug de la dictature soviétique, les communistes français de la CGT restent fidèles à leur obéissance à la politique extérieure de l'URSS, quitte à cautionner la terrible répression de la révolution hongroise.**

Lors du XXème congrès du PC de l'Union soviétique, Nikita Khrouchtchev dévoile - le 25 février 1956 - son fameux rapport sur les crimes du régime stalinien. C'est un véritable séisme qui secoue alors les "démocraties populaires" enrégimentées dans le camp soviétique depuis 1944-1948. Démocrates et ouvriers tchèques, polonais et hongrois relèvent la tête. Les Hongrois sont à la pointe de la contestation.

Dès le 21 février 1956, ils réhabilitent Bela Kun, Président de la République des Conseils hongrois en 1919, exécuté plus tard en Russie pour "trotskysme". Un mois plus tard vient le tour de l'ancien ministre de l'Intérieur, Laszlo Rajk, pendu pour titisme en 1949. Le 28 juin 1956, les ouvriers polonais se révoltent à Poznan: bilan, 53 morts.

Le 18 juillet, le très stalinien patron du Parti des travailleurs hongrois, Mathias Rakosi, est remplacé par le khrouchtchévien Ernest Geroe. Deux mois plus tard, le communiste modéré Imre Nagy est intégré dans le PTH. Le 23 octobre, 300 000 Hongrois manifestent à Budapest pour leur liberté. Nagy devient Premier ministre.

Aussitôt, les garnisons soviétiques présentes sur place interviennent. Les combats durent cinq jours, sans que l'Armée rouge ne parvienne à l'emporter. Des conseils ouvriers, sortes de syndicats insurrectionnels, sont créés dans tout le pays. Les premiers jours de novembre, Nagy proclame la neutralité de son pays, quitte le pacte de Varsovie, et ne garde que trois ministres communistes dans son cabinet.

Pour les Soviétiques, c'en est trop. Des renforts arrivent d'URSS et écrasent l'insurrection du 4 au 8 novembre. Malgré la grève générale des conseils ouvriers du 21 novembre, Nagy est arrêté, puis déporté en Russie. Il sera pendu deux ans plus tard. Le 9 décembre, les Soviétiques, aidés de leurs fidèles locaux, décrètent la loi martiale et interdisent les conseils ouvriers. La répression fait des milliers de morts, des dizaines de milliers d'emprisonnés et 200 000 réfugiés en Autriche.

À la CGT, les secrétaires Le Brun et Schaeffer, qui avaient croisé le fer avec Benoît Frachon au XXXe congrès de juin 1955, signent un texte déclarant: «Fidèles tant à leurs traditions neutralistes qu'au principe de la non-ingérence d'un État dans les affaires intérieures d'un autre État, ils ne sauraient pour leur part approuver les interventions de l'armée soviétique en Hongrie.»

Frachon n'a pas ces états d'âme. Le 16 novembre 1956, il écrit dans l'Humanité: «Au bureau confédéral, comme dans tous les syndicats, chacun de nous a son opinion sur les événements de Hongrie. La mienne est connue. Elle est celle de mon parti.» Son idée de l'"indépendance" syndicale est claire. D'ailleurs, il fera ensuite pression pour que l'ensemble du bureau confédéral se retrouve unanime pour affirmer que la CGT doit sauvegarder son unité en s'abstenant de prendre position sur l'affaire hongroise. Ce qui est un moyen de soutenir l'URSS, étant donné la révolte qu'avait suscitée l'invasion de la Hongrie par les chars russes.

## **1963 - LA GRANDE GRÈVE DES MINEURS**

**Récit du grand mouvement qui a montré que la réquisition, fût-elle ordonnée par le Général de Gaulle, ne peut rien contre une mobilisation syndicale déterminée.**

La guerre d'Algérie terminée, la société française peut se pencher sur ses propres problèmes. L'année 1963 marque le retour des revendications ouvrières et de l'action syndicale. La grande grève des mineurs en mars en est le symbole.

Depuis près de six mois, la CGT-FO tente d'ouvrir des négociations avec les Charbonnages de France sur le statut des mineurs dont le salaire n'a pas été augmenté depuis 1957. La fédération FO des mineurs décide alors de lancer une grève du rendement le 16 janvier 1963. Son secrétaire, André Augard, déclare: «Aujourd'hui la grève du rendement, demain la grève générale.» La grève du rendement dure quinze jours, mais le Premier ministre, Georges Pompidou, interdit aux Charbonnages de France d'ouvrir des négociations.

Le 29 janvier, la fédération FO des mineurs lance un appel à la grève générale pour le 1er février afin de débloquer la situation. Le 31 au matin, la CGT emboîte le pas, mais dès le soir elle se rétracte. La grève du 1er février est alors annulée. En effet, le pouvoir vient de promettre d'ouvrir des négociations pour le 15 février. La CFTC et la CGT s'y sont tout de suite ralliées. Les raisons de la CGT sont simples. Le 2 février des accords commerciaux franco-soviétiques, prévoyant l'importation de 1,5 million de tonnes de charbon russe, doivent être signés! André Augard déclarera: «Nous avons été trahis pour une poignée de pois chiches».

FO ne participe donc pas à la réunion du 15 février qui est d'ailleurs un échec. En revanche, la fédération FO des mines est reçue par les Charbonnages de France le 19 février. Elle demande une augmentation des salaires de 11%, la semaine de 40 heures et la quatrième semaine de congés payés. Le patronat ne propose que 5,8% d'augmentation.

FO remonte donc au créneau et le 27 février, elle appelle à la grève générale pour le 1er mars avec pour slogan: "Pas de sous, pas de charbon". Le lendemain, le gouvernement réquisitionne les mineurs de Lorraine... et échoue totalement.

Le jour même, le Bureau confédéral de FO dénonce cette atteinte au droit de grève et «fait savoir qu'il ne fera aucune réponse d'aucune sorte aux invites reçues de la CGT». En effet, cette fois la CGT suit. Le 1er mars, la grève générale est bien suivie et les fédérations des mineurs FO-CFT et CGC se rencontrent pour coordonner leurs actions. Le lendemain, De Gaulle signe le décret de réquisition des mineurs du Nord et envoie les CRS sur les carreaux. Pas un mineur n'obéit. Le 4 mars, la grève est totale dans les bassins du nord, de Lorraine, de la Loire et de Provence. Les bassins d'Auvergne, des Cévennes et les gaziers de Lacq suivent.

Devant la volonté des mineurs, Pompidou fonde le 13 mars un comité des sages(\*) pour sortir de l'impasse. Le 16 mars, la première rencontre avec les syndicats est jugée décevante par FO. Le 22 mars de grandes manifestations ont lieu dans le Nord, l'Auvergne et les Cévennes. à Lens, les fédérations locales FO-CFTC-CGC-CGT manifestent côte à côte.

Finalement le 25 mars, le comité des sages propose 8% d'augmentation. Les mineurs refusent. Débordé, le gouvernement accepte les 11% le 4 avril. Le 5, les mineurs, vainqueurs, reprennent le chemin des puits.

(\*) Composé de MM. Massé, Bloch-Lainé et Masselin.

## **1980 - L'ÉPOPÉE DE SOLIDARNOSC**

**Le mouvement qui, parti de la grève, joua son rôle dans les événements qui menèrent à la chute du Mur de Berlin et à l'effondrement de l'URSS.**

Parties des chantiers navals de la Baltique en août 1980, les revendications ouvrières vont déferler sur la Pologne, finissant, après moult rebondissements, par affaiblir le régime communiste.

Les ouvriers polonais ont une longue tradition de luttes. Ils se sont déjà révoltés en 1956, 1968 et en 1970, lorsque, à Szczecin la grève paralyse les chantiers navals et qu'un comité de grève est élu démocratiquement avec à sa tête Edmund Baluka.

En juillet 1980, des grèves éclatent dans tout le pays suite à l'augmentation de 100% du prix de la viande. Mais l'étincelle vient d'un fait beaucoup plus mineur. Le 13 août, Anna Walentynowicz, une syndicaliste est licenciée des chantiers navals Lénine de Gdansk. Le lendemain, les 16 000 ouvriers débrayent, demandant la réintégration de l'ouvrière et une augmentation de 130 francs par mois.

Le 16 août, tous les ports de la Baltique sont touchés et un comité de grève interentreprises (MKS) est fondé. Les transports en commun entrent à leur tour dans la danse. Le patron du parti communiste polonais, Edward Gierek, annonce le 20 août quelques "réformettes" économiques et en même temps fait arrêter une vingtaine de dissidents. La grève générale touche alors tout le pays. Affolé, le pouvoir négocie avec le leader du MKS, un électromécanicien de 37 ans ayant déjà fait ses classes dans les grèves de 1970: Lech Walesa, renvoyé en janvier 1980 pour fait de grève.

Débordé, le gouvernement cède. Les fameux accords de Gdansk sont signés le 31 août. Pour la première fois dans le bloc communiste, des syndicats indépendants sont reconnus. Solidarnosc, Solidarité rurale et l'Association indépendante des étudiants compteront dix millions d'adhérents à

la fin de l'année. Face à ce raz-de-marée, Edward Gierek passe à la trappe en septembre et le général Jaruzelski devient Premier ministre en février 1981. Moscou, à l'époque d'un brejnévisme vieillissant, mise sur ce général aux lunettes noires et fait parvenir le 4 mars à Varsovie le message suivant: "Il faut renverser le cours des événements".

Le premier congrès de Solidarnosc, réuni à Gdansk, du 5 au 10 septembre et du 26 septembre au 7 octobre, exige des élections libres. L'agence soviétique Tass parle alors "d'orgie anti-soviétique". Jaruzelski confirme sa position en prenant la tête du parti le 2 octobre. Contrairement à ce qu'il raconte aujourd'hui pour se dédouaner, Jaruzelski déclare l'état de guerre, sur ordre de Moscou, le 13 décembre 1981. Solidarnosc est décapité; Walesa est en résidence surveillée puis en prison. Les communistes pensent avoir remporté la partie. Erreur, une direction clandestine, la TKK, est mise sur pied et organise efficacement une société parallèle bénéficiant de l'aide des syndicats libres de l'occident dont FO, qui d'ailleurs portera plainte auprès du Bureau international du travail contre l'interdiction officielle de Solidarnosc en octobre 1982.

L'avènement du gorbatchévisme, la pression américaine et l'exceptionnelle résistance de la population obligent le général Jaruzelski à composer. Entre février et avril 1989, une table ronde réunit pouvoir et opposition. Aux élections semi-libres de juin, Solidarnosc obtient 161 sièges à la Diète. Peu après, le symbole de Gdansk, Lech Walesa, est élu président de la République. Mais alors commence une autre histoire...

## **1989 - LE PRINTEMPS DE PÉKIN**

**La levée de l'espoir et sa répression tragique par un régime, sans doute en difficulté, mais qui a pu trouver les ressources nécessaires pour perdurer. Non sans le consentement plus ou moins ouvert des «occidentaux».**

Un homme seul arrêtant une colonne de chars. Cette image a fait le tour du monde. Elle symbolise ce désir de liberté de millions d'individus écrasés par la dictature maoïste. Alors que le communisme est en train de se fissurer en Europe de l'Est, une lumière s'allume là où on l'attendait le moins, en Chine; pays sous dictature communiste depuis quarante ans.

Le 15 avril 1989, Hu Yao Bang, secrétaire général du parti communiste chinois (PC), limogé pour "réformisme" en janvier 1987, meurt. Deux jours plus tard, des étudiants pékinois manifestent en son souvenir et réclament sa réhabilitation posthume. Le 19, ils se retrouvent devant le siège du PC d'où ils sont violemment dispersés par la police. Ils se déplacent alors vers la place Tien An Men qu'ils occupent.

Le 25 avril, les étudiants fondent une organisation indépendante, alors que le PC parle de «complot contre le parti communiste et le système socialiste». Les manifestations reprennent et le 4 mai, plus de 300 000 étudiants défilent à Pékin et dans d'autres grandes villes. Le lendemain, Zhao Ziyang, secrétaire général du PC, accepte de négocier. Rien n'y fait, une semaine plus tard, les étudiants débute une grève de la faim à Tien An Men.

Le 15 mai, les manifestants profitent de la venue de Mikhaïl Gorbatchev et des télévisions étrangères pour se faire entendre. Trois jours plus tard, ils sont un million sur la grande place demandant la mise à la retraite du vieux Deng Xiaoping et la démission du Premier ministre Li Peng.

Des tensions se font alors jour au sein de la direction communiste entre réformateurs et conservateurs. Zhao Ziyang vient parler aux grévistes de la faim, mais le lendemain, Li Peng proclame la loi martiale et évince le secrétaire général. Aussitôt les Pékinois se massent aux portes de la ville pour empêcher l'entrée de 300 000 soldats.

Les millions de manifestants demandent la liberté d'expression, l'indépendance syndicale, le droit de contrôler les dirigeants, la lutte contre la corruption des cadres. C'est dans ce mouvement qu'apparaît la Fédération autonome des syndicats de Pékin.

Mais le 25 mai, l'armée se rallie aux conservateurs. Pendant ce temps les étudiants construisent la fameuse "déesse de la démocratie" au centre de la place Tien An Men. Finalement, le 4 juin à 2h du matin, le 27e corps d'armée pénètre sur la place, la nettoyant par la mitraille. On parlera de plus de 1 300 morts. Après le massacre, des millions de manifestants envahissent les grandes villes de province. Les démocraties occidentales condamnent. Les autres pays de l'Est se taisent. Seuls, la RDA et Cuba approuvent.

La chape de plomb retombe alors sur l'Empire du milieu à partir du 10 juin, plus de 100 000 Chinois sont arrêtés. L'astrophysicien Fang Lizhi, le Sakharov chinois, doit se réfugier à l'ambassade américaine où il vivra cloîtré pendant un an. Une dizaine de "contre-révolutionnaires" sont exécutés après jugement.

Les occidentaux prennent quelques sanctions, mais devant l'énormité du marché économique chinois, ils se taisent vite. En effet les massacreurs de Tien An Men ont inventé le "capitalismo-communisme". En clair, l'ouverture du pays à l'économie de marché, sans démocratie, et pour le compte de la seule nomemklatura.

## **1989 - LA CHUTE DU MUR DE BERLIN**

**Le symbole de la guerre froide est tombé le 9 novembre 1989. Ce qui s'appelait le bloc communiste s'effondre avec lui et l'Allemagne se réunit. Fin d'un système dictatorial et fin d'un monde, l'événement n'en finit pas de bouleverser des institutions et des édifices qu'on croyait solides, eux aussi.**

## **1989 - L'année où tout bascula**

**Récit des événements qui, pendant douze mois, ont tant lézardé les institutions totalitaires que le régime qui passait pour le plus stable, dans le pays le plus strictement contrôlé par la police, a disparu en quelques jours.**

Le 19 janvier 1989, Erich Honecker, secrétaire général du parti communiste est-allemand et patron de la RDA, déclarait: «Le mur restera aussi longtemps que les conditions qui ont conduit à sa construction n'auront pas changé. Il sera là encore dans cinquante ou cent ans.» Un mois plus tard, quatre citoyens est-allemands forcent en voiture la porte de la représentation permanente de la RFA à Berlin-Est. Le 6 février encore, un jeune homme est tué par les gardes frontières en tentant de franchir le "mur de la honte," construit les 17 et 18 août 1961.

Durant l'été, les choses se précipitent. Des milliers d'Est-allemands occupent les ambassades de République fédérale allemande (RFA) à Berlin-Est, Budapest, Prague et Varsovie. Bonn est obligée

de fermer ses ambassades. Sept cents Est-Allemands, réfugiés à Budapest, profitent d'une fête austro-hongroise pour passer en Autriche. En effet, les Hongrois ont démonté leur rideau de fer depuis le 2 mai 1989. Des milliers de fugitifs passent alors par ce chemin de la liberté. En septembre, 7 000 réfugiés dans les ambassades de RFA à Varsovie et à Prague, reçoivent l'autorisation d'émigrer dans la République fédérale. La fuite s'accélère. Bonn annonce qu'elle a accueilli 342 000 Est-Allemands pour la seule année 1989. Plus de la moitié ont moins de trente ans.

Parallèlement les manifestations se multiplient en RDA même. De quelques dizaines de dissidents au début de l'année, les manifestations commencent à regrouper des milliers de personnes en mai. En septembre, la contestation berlinoise s'étend à Leipzig et Dresde, regroupant des centaines de milliers de personnes tous les lundis soir. Les autorités communistes envisagent une solution "à la Tien An Men", mais finissent par renoncer à l'usage des armes début octobre. Les opposants s'organisent, soutenus par l'église protestante. En septembre ils fondent le Nouveau Forum, puis peu après le parti social-démocrate.

Les 6 et 7 octobre, la RDA fête encore en grande pompe son quarantième anniversaire en présence de Gorbatchev. Mais celui-ci est aussi venu faire le ménage. Le vieux stalinien Erich Honecker démissionne le 18, remplacé par le gorbatchévien Egon Krenz. Ce dernier amnistie les réfugiés et les manifestants le 27. Une semaine plus tard, il se débarrasse de la vieille garde du parti communiste (le SED).

Débordés par l'afflux de réfugiés, les autres pays du bloc de l'Est font pression sur Egon Krenz pour qu'il trouve une solution. Le 4 novembre, un million de personnes manifestent dans Berlin-Est. Le pouvoir est débordé. Le 9 novembre au soir, il décide, dans la panique générale, de faire tomber le mur de Berlin qui sépare les deux Allemagnes.

Ce sont d'extraordinaires retrouvailles de centaines de milliers de berlinois. La ville est en liesse. Le 10 au matin le maire de Berlin-Ouest, après une nuit blanche, déclare: «La nuit dernière, le peuple allemand était le plus heureux du monde.» Le 13 novembre, Hans Modrow, un "réformiste" du SED devient chef de l'état. Mais les manifestations continuent. Elles ne demandent plus le droit d'émigrer mais exigent des réformes en profondeur du régime, puis, à partir du 23 novembre, la réunification allemande.

Le 7 décembre, une table ronde réunit les autorités et les nouveaux partis d'opposition. Deux jours plus tard, Gregor Gysi remplace Egon Krenz, et le SED se transforme en parti du socialisme démocratique. Enfin, le 22 décembre, Helmut Kohl et Hans Modrow ouvrent ensemble la porte de Brandebourg. Le 24, la liberté de circulation entre les deux Allemagnes est établie.

Le 13 janvier 1990, des manifestants saccagent le siège de la Stasi. Le 28, l'opposition entre au gouvernement. Aux premières élections libres de la RDA, le 18 mars, les communistes sont battus. Le 11 avril, le conservateur Lothar de Maizière forme le premier gouvernement non communiste de la RDA. Ce sera aussi le dernier gouvernement de ce pays créé artificiellement par une aberration de l'Histoire.

## **1989 - La réunification allemande**

**La chute du communisme en République démocratique allemande (RDA) portait inévitablement en elle la réunification, souhait de la majorité des Allemands, qui n'ont jamais accepté les accords de Potsdam en 1945 qui avaient officialisé le partage sur les ruines du Troisième Reich.**

Dès le 23 novembre 1989, les manifestants scandaient à Leipzig: «Nous formons un seul peuple». Une semaine plus tard, Helmut Kohl annonce son plan en dix points pour la réunification. Si les deux pays le souhaitent, l'URSS est contre, la Pologne et la France ne sont pas chaudes.

Le 22 juin 1990, le fameux "Check point Charlie" entre les deux Berlin est détruit. Helmut Kohl fait alors la navette entre Paris et Moscou pour les convaincre du bien-fondé de la réunification. Commence alors la conférence "Deux plus Quatre" (Les deux Allemagnes, l'URSS, les Etats-Unis, l'Angleterre et la France), à Berlin le 22 juin, puis à Paris le 17 juillet et enfin à Moscou le 12 septembre.

Dès le 18 mai, le traité d'union monétaire, économique et sociale est signé à Bonn. Le 21 juin, Bonn reconnaît la nouvelle frontière germano-polonaise (Oder-Neisse) pour lever les craintes de Varsovie. Finalement le traité d'unification est signé à Berlin le 31 août et la RDA quitte le pacte de Varsovie. La réunification est effective dans la nuit du 2 au 3 octobre avec Berlin comme future capitale.

L'Allemagne est désormais un pays de 78 millions d'habitants, le plus riche d'Europe. Géant économique mais nain diplomatique, l'Allemagne réunifiée reprend en 1990 toute sa place dans les relations internationales mondiales. Elle redevient ainsi la pièce maîtresse, économique et diplomatique, de l'Europe centrale, la fameuse Mittleuropa.

## **1989 - L'agonie de l'internationale syndicale aux ordres**

**L'effondrement du Bloc de l'Est devait montrer spectaculairement à quel point certaines organisations syndicales lui étaient liées: l'organisation mondiale constituée par Moscou disparut à grande vitesse. Les confédérations qui en étaient membres, comme la CGT en France, durent chercher d'autres références. Ce qui, rétrospectivement, donnait raison aux fondateurs de FO.**

Dans le climat de la victoire des alliés, la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) est fondée à Paris le 24 octobre 1945. Mais rapidement cette internationale syndicale est transformée en courroie de transmission de la politique étrangère de Staline. Les syndicats libres la quittent rapidement pour fonder la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) avec Léon Jouhaux comme vice-président. Quant à la FSM, devenue l'organe kominformiste dans les syndicats, elle est chassée de Paris en janvier 1951. Elle s'installe alors à Vienne. Lors du départ des dernières troupes d'occupation soviétiques d'Autriche, la FSM déménage pour Prague.

La FSM peut compter sur les millions d'adhérents obligatoires des pays communistes, ainsi que sur ses relais politiques en France (CGT), en Italie, à Chypre, dans certains pays du tiers monde, ainsi que, dans une moindre mesure, au Portugal, en Espagne et en Grèce. Ainsi en 1989, la FSM est encore forte de 200 millions d'adhérents.

La chute du mur de Berlin va sonner son glas. En effet, en URSS comme dans les démocraties populaires, les premiers dissidents sont souvent des syndicalistes: le SMOT (Association interprofessionnelle libre des travailleurs) russe dès 1978, dont les militants finissent tous au Goulag (certains y mourront), Solidarnosc en 1980, Ligue des syndicats indépendants de Hongrie en 1988, Podkrepa en Bulgarie en 1989, Confédération tchécoslovaque des syndicats en 1990.

Les syndicats communistes, sentant le danger venir, font comme les partis communistes: ils se transforment en "sociaux-démocrates", gardant une certaine influence en Russie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie et Albanie. De cette façon cela leur permet, entre 1989 et 1992, de gérer l'énorme patrimoine des anciens syndicats officiels. Cette situation perdure encore aujourd'hui en Roumanie.

Ce subterfuge n'a pas empêché l'hémorragie des adhérents à la FSM. En 1995, l'effectif était d'environ cent millions de membres. Plus que près de quatre-vingt dix millions d'adhérents le sont indirectement via les branches professionnelles. C'est ainsi que les trente millions de syndiqués russes du secteur agro-industriel, les cinq millions de l'OPZZ polonais, les cent cinquante mille de l'OSCMS tchèque, le secteur de l'alimentation bulgare et des transports hongrois restaient affiliés à la FSM. Bref, les derniers bastions solides de la FSM ne sont plus qu'à Chypre et en Amérique latine. En 1992, les Tchèques voulaient en finir avec le siège de la FSM mais aucun point de chute nouveau n'a encore été trouvé. Même la CGT française, principal relais de la FSM en occident, voulait quitter le navire pour se refaire une virginité. Avec ses homologues italiens, elle tentait de se rapprocher de la Confédération Européenne des Syndicats (CES), pour trouver le moyen de promouvoir le syndicalisme qu'elle a toujours pratiqué depuis que le PCF en a pris le contrôle.

## **1989 - De la chute du mur à la chute de l'empire soviétique**

**La chute du mur de Berlin sonne le glas du communisme en Europe de l'Est. Mais l'URSS ne survivra pas longtemps à la perte de son glacis. L'Union Soviétique disparaît en décembre 1991, laissant la place à quinze républiques, plus ou moins indépendantes.**

Ce sont les grandes grèves de Solidarnosc à Gdansk, en août 1980, qui provoquent les premières fissures dans le bloc soviétique. En 1988-1989, Pologne, Hongrie et Tchécoslovaquie se démocratisent, lentement puis plus rapidement en 1989-1990. Mais il reste encore quatre bastions paraissant intouchables: les fidèles Bulgarie et RDA, et les dictatures paranoïaques d'Albanie et de Roumanie.

Mais à Moscou, depuis l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir en 1985, l'heure n'est plus à l'envoi de chars dans les démocraties populaires. Gorbatchev veut sauver son régime en tentant de le réformer et en abandonnant un glacis devenu embarrassant. Moscou lâche donc deux des vieux staliniens: l'Allemand Honecker, le 18 octobre 1989 et le Bulgare Jivkov, le 10 novembre, le lendemain même de la chute du mur.

Quant aux deux dictatures "nationales-communistes", il faut attendre décembre 1989 et mars 1992 pour les voir tomber. La dictature roumaine disparaît à la suite d'un complot fomenté au cœur du parti communiste. C'est la fameuse révolution de Bucarest avec l'horrible et spectaculaire manipulation orchestrée autour du charnier de Timisoara.

C'est durant l'hiver 1990-1991, que, courageusement, les étudiants albanais arrachent le multipartisme à la dictature la plus impitoyable de l'Europe orientale. Les élections législatives de mars 1992 amènent enfin les démocrates au pouvoir.

Mais ces bouleversements entraînent des fractures irrémédiables: fractures sociales avec l'instauration d'un capitalisme sauvage, la séparation de la Tchécoslovaquie et l'explosion de la Yougoslavie. C'est ce dernier exemple qui sera suivi par l'URSS. Les "conservateurs" tentent de renverser Gorbatchev par un coup d'état en octobre 1991. Mais l'armée ne suit pas et Boris Eltsine organise une résistance qui le mènera, en fin de course, à la tête de l'État.

Minée de toutes parts, l'URSS s'effondre deux mois plus tard, remplacée par la Communauté des états Indépendants (La CEI regroupe les anciennes Républiques soviétiques moins les trois Républiques baltes). Le parti communiste est interdit et les guerres locales se multiplient: Arménie, Moldavie, Tadjikistan, Tchétchénie. Après soixante-quatorze ans de dictature communiste, l'URSS sombre en moins de trois mois.

### **1989 - George Orwell: «1984»**

**Anglo-indien né en 1903, George Orwell a été policier en Inde, clochard à Paris, volontaire dans la guerre d'Espagne, ouvrier en Angleterre, journaliste et écrivain à partir de 1943. Il a toujours dénoncé le stalinisme. Son roman "1984" est la peinture d'un terrifiant monde totalitaire. Son modèle: la société dont la chute du mur de Berlin marqua la fin, cinq ans après cette date terrible qui se situait, lors de la parution du roman, dans un avenir que tout annonçait comme angoissant.**

«- Ne voyez-vous pas que le véritable but du novlangue est de restreindre les limites de la pensée? À la fin, nous rendrons littéralement impossible le crime par la pensée car il n'y aura plus de mots pour l'exprimer. Tous les concepts nécessaires seront exprimés chacun exactement par un seul mot dont le sens sera rigoureusement délimité. Toutes les significations subsidiaires seront supprimées et oubliées. Déjà, dans la onzième édition, nous ne sommes pas loin de ce résultat. Mais le processus continuera encore longtemps après que vous et moi serons morts. Chaque année, de moins en moins de mots, et le champ de la conscience de plus en plus restreint. Il n'y a plus, dès maintenant, c'est certain, d'excuse ou de raison au crime de la pensée. C'est simplement une question de discipline personnelle, de maîtrise de soi-même. Mais même cette discipline sera inutile en fin de compte. La Révolution sera complète quand le langage sera parfait. Le novlangue est l'angsoc et l'angsoc est le novlangue, ajouta-t-il avec une sorte de satisfaction mystique. Vous est-il jamais arrivé de penser, Winston, qu'en l'année 2050, au plus tard, il n'y aura pas un seul être humain vivant capable de comprendre une conversation comme celle que nous tenons maintenant? -Sauf..., commença Winston avec un accent dubitatif, mais il s'interrompit. Il avait sur le bout de la langue les mots: «Sauf les prolétaires», mais il se maîtrisa. Il n'était pas absolument certain que cette remarque fût tout à fait orthodoxe. Syme, cependant, avait deviné ce qu'il allait dire. - Les prolétaires ne sont pas des êtres humains, dit-il négligemment. Vers 2050, plus tôt probablement, toute connaissance de l'ancienne langue aura disparu. Toute la littérature du passé aura été détruite. Chaucer, Shakespeare, Milton, Byron n'existeront plus qu'en versions novlangue. Ils ne seront pas changés simplement en quelque chose de différent, ils seront changés en quelque chose qui sera le contraire de ce qu'ils étaient jusque-là. Même la littérature du Parti changera. Même les slogans changeront. Comment pourrait-il y avoir une devise comme «La Liberté c'est l'esclavage» alors que le concept même de la

liberté aura été aboli? Le climat total de la pensée sera autre. En fait, il n'y aura pas de pensée telle que nous la comprenons maintenant. Orthodoxie signifie non-pensant, qui n'a pas besoin de pensée. L'orthodoxie, c'est l'inconscience. "Un de ces jours, pensa soudain Winston avec une conviction certaine, Syme sera vaporisé. Il est trop intelligent. Il voit trop clairement et parle trop franchement. Le Parti n'aime pas ces individus-là. Un jour, il disparaîtra. C'est écrit sur son visage".»

George Orwell: "1984", Paris, Gallimard 1950, en livre de poche.

Source : Document de la Confédération générale du travail Force Ouvrière mis en ligne sur le site internet [www.force-ouvriere.fr](http://www.force-ouvriere.fr), dans la rubrique "FO se présente"